

**Politis,** **P**

CHAQUE JEUDI

[www.politis.fr](http://www.politis.fr)

**PRÉSIDENTIELLE**



**José Bové :**  
« Dépasser  
les patriotismes  
de partis »

**Ségolène Royal,**  
candidate antiparti ?

**SOCIAL**  
La tentation  
de la « flexicurité »

**NOUVELLE-  
CALÉDONIE**  
Néocolonialisme  
minier

**TRIBUNE**  
Relancer Attac !

**ACTION**  
Un écoquartier  
à Paris

M 03461 - 927 - F: 3,00 €



n° 927

3 €

# Politis!

# sauvé !

# grâce à

# votre

# soutien

# merci !



Fondateur :  
Bernard Langlois.

Politis est édité par  
SAS Politis, société par  
actions simplifiée au capital  
de 446 000 euros.

**Actionnaires :**  
Association Pour Politis ;  
Christophe Kantcheff,  
Denis Sieffert ; Pascal Boniface,  
Laurent Chemla,  
Jean-Louis Gueydon de Dives,  
Valentin Lacambre.  
**Président, directeur  
de la publication :**  
Denis Sieffert.  
**Conseil de direction :**  
Pascal Boniface, Laurent Chemla,  
Jean-Louis Gueydon de Dives,  
Christophe Kantcheff, Valentin  
Lacambre, Patrick Piro (président  
de l'association Pour Politis) et  
Denis Sieffert.

**Directeur de la rédaction :**  
Denis Sieffert.  
**Chef des informations :**  
Michel Soudais (politique).  
**Économie et social :**  
Thierry Brun (chef de rubrique).  
Dante Sanjurjo.  
**Écologie-Nord-Sud :** Patrick Piro.  
**Société :** Marion Dumand.  
**Culture-Idées :** Christophe  
Kantcheff (chef de rubrique).  
Gilles Costaz (théâtre),  
Jean-Pierre Jeancolas (cinéma),  
Denis-Constant Martin  
(musiques),  
Frédérique Pelletier (BD),  
Jean-Claude Renard (arts  
plastiques, littérature), Jacques  
Vincent (rock), Jacques Vassal  
(chanson), Olivier Doubre (essais).  
**Médias :**  
Marie-Edith Aloft.  
**Premier rédacteur graphiste  
et webmaster :**  
Michel Ribay.  
**Rédactrice graphiste :**  
Claire Le Scannf-Stora  
**Rédactrice correctrice :**  
Pascale Bonnardel.  
**Conception graphique :**  
Frédérique Gourasolas.  
**Administration-comptabilité :**  
Isabelle Péresse.  
**Secrétariat :** Brigitte Hautin.

**Publicité-promotion :**  
publicite@politis.fr

**Impression :**  
Imprimerie du Monde,  
12, rue M. Gunsburg  
94852 Ivry Cedex.



**Relation abonnés.**  
Tél. : 01 49 60 10 39  
Fax : 01 49 60 10 55.  
politis@abocom.fr  
**Diffusion.** NMPP.  
Inspection des ventes  
et réassort : K.D.  
Éric Namont : 01 42 46 02 20  
Numéro de commission  
paritaire :  
69830. ISSN : 1290-5550  
**Politis,**  
2, impasse Delaunay  
75011 Paris  
Tél. : 01 55 25 86 86  
Fax : 01 43 48 04 00  
www.politis.fr  
redaction@politis.fr

## ÉDITORIAL

PAR DENIS SIEFFERT

# Sauvé!

Chaque hebdomadaire a son angle mort. Cette journée intermédiaire entre le bouclage et la parution. Nous, c'est le mercredi. Tout ce qui arrive un mercredi ne devrait pas exister... Sauf quand il s'agit de bonnes nouvelles, évidemment ! Celle-ci en est une de taille, pour vous, lecteurs, et pour nous : *Politis* est sauvé ! Assumons donc tranquillement notre retard sur l'information en annonçant fièrement ce que désormais tout le monde sait : mercredi 15 novembre, le tribunal de commerce de Paris a jugé dans sa grande sagesse que *Politis* devait vivre et que le plan de reprise déposé par le personnel du journal était viable. Fin d'un long suspense. Fin aussi d'une longue période de crise – de plusieurs années – qui fut parfois particulièrement pénible à vivre de l'intérieur. J'en raconte la part d'ombre un peu plus loin dans ce numéro. Mais, aujourd'hui, seule compte l'issue. Et l'important n'est pas tant le sauvetage que les conditions de ce sauvetage. *Politis* n'a pas été racheté par un riche industriel, ou par un généreux mécène, il a été sauvé par ses lecteurs. Et cela change tout. Dans l'histoire de la presse, les exemples ne doivent pas être si nombreux d'une telle mobilisation. Un grand merci donc à tous. Et un merci particulier à ceux qui nous ont apporté leur dévouement et leur compétence dans une bataille qui fut aussi juridique : Michel Tubiana et Agnès Tricoire, sans qui nous n'aurions pu mener à bien notre projet. Merci aux consœurs et aux confrères qui ont relayé notre appel sur France Inter ou sur France Culture, notamment, et dans la presse écrite.

Mais arrêtons là le cortège des remerciements sous peine de céder au syndrome « Nuit des Césars ». Nous sommes d'ailleurs bien conscients dans cette affaire que *Politis* n'a été qu'un catalyseur, et que la leçon dépasse ce journal et ses journalistes. Pour certains, c'est le principe du pluralisme de la presse qu'il fallait préserver. Pour d'autres, il fallait défendre l'idée d'un journal qui fait entendre un discours politique trop peu audible. Pour ceux-là, le sauvetage de *Politis*, c'est surtout une victoire collective de la gauche antilibérale et écologiste. C'est la victoire de quelques certitudes sur lesquelles il ne faut pas céder : défense des services publics et d'une économie plus humaine, importance de l'écologie et refus des ethnocentrismes, considération pour le point de vue de l'autre, qu'il soit immigré, étranger ou rebelle à la norme, au sens où l'entendait Foucault, et nécessité d'un autre partage des



richesses Nord-Sud... Énumération non exhaustive, bien sûr. Mais c'est aussi la victoire du droit de douter et de transformer le doute en débat. Ce droit à l'hésitation, que nous revendiquons, voire à la contradiction (et ce numéro n'en est pas exempt, à propos de Ségolène Royal, par exemple...). Voilà pour le profil du lecteur-sauveur. C'est le nôtre. Mais nous savons aussi que la mobilisation en faveur de *Politis* n'est pas étrangère aux impératifs de la période. On nous l'a beaucoup répété ces jours-ci : « Vous ne pouvez pas disparaître en ce moment. » Il est vrai que se mène, à cinq mois de la présidentielle, une bataille politique d'importance. Et je ne suis pas sûr que l'élection elle-même en soit l'enjeu principal. Ni même les législatives qui suivront. Peut-être l'originalité de *Politis* tient-elle dans cette affirmation au moment où la vie politique ressemble de plus en plus à un concours de pronostics.

L'essentiel, c'est sans doute la nouvelle composition des forces politiques qui émergera de cette campagne. Le parti socialiste opère sa mue. Avec ses adhérents de la vingt-cinquième heure, auxquels un clic sur Internet a donné droit de vote, le plus vieux parti de France a aboli ses propres frontières pour, peu à peu, se confondre avec ce qu'on appelle l'opinion. Ce qui ne peut

conduire qu'à plus de libéralisme économique. De la même façon, à droite, Nicolas Sarkozy propose à ses électeurs un parti à l'américaine, idéologiquement proche des Républicains de George W. Bush. Plus consumériste que citoyen. Au sein de la gauche antilibérale, une bataille d'une autre nature se mène. L'enjeu en est d'offrir une représentation politique nouvelle, dépassant les formations actuelles, LCR et PCF compris, sans bien sûr se substituer à elles. Tout le problème est là : si l'on considère que la présidentielle et les législatives qui suivront constituent l'alpha et l'omega de toute vie démocratique, alors les « logiques d'appareil » l'emporteront. Si l'on pense au contraire que l'enjeu, c'est une recomposition durable, alors tout est possible. *Politis* est (encore) là pour rappeler cette vérité. Et espérer que « notre » victoire en appellera d'autres...

**JEAN LIBERMAN**

Nous venons d'apprendre la mort de notre ami Jean Liberman. Il avait été un collaborateur fidèle de notre journal. Ancien communiste et « juif laïque », comme il aimait à se définir, il était le représentant d'une génération qui portait l'impératif de justice sociale au-dessus de toute autre considération. Son implication était totale dans le combat pour une paix fondée sur le droit au Proche-Orient. Toutes choses qui en faisaient un des nôtres. *Politis* adresse ses condoléances à Myrtha, son épouse, et à ses proches.

**Nous sommes conscients dans cette affaire que *Politis* n'a été qu'un catalyseur. La leçon dépasse ce journal et ses journalistes.**



# La gauche antilibérale se serre les coudes

À Montpellier, le mouvement pour une candidature unitaire a souligné l'urgence de construire une nouvelle majorité à gauche, d'autant plus après la victoire de Ségolène Royal au PS.

Reportage à Montpellier de Clotilde Monteiro

**A**u lendemain de la victoire de Ségolène Royal, le mouvement pour une candidature unitaire se réunissait, comme prévu, à Montpellier, dans l'Hérault. Les porte-parole du mouvement antilibéral et ses têtes d'affiche, Marie-George Buffet, Clémentine Autain, José Bové, Patrick Braouezec et Yves Salesse, arrivés sur la scène du parc des expositions de Montpellier, chauffé par les trois mille cinq cents personnes présentes, au rythme du désormais classique « Motivés » de Zebda, ne pouvaient rester silencieux sur cet événement politique. Tous ont commenté dans leurs interventions le choix en faveur de la candidate socialiste. Mais ce choix avait déjà été qualifié par Marie-George Buffet, dans l'après-midi, de « mauvaise nouvelle pour la gauche », alors que celle-ci distribuait des tracts sur la place de la Comédie. La candidate communiste avait souligné l'urgence « de construire par conséquent cette nouvelle majorité à gauche ».

À la tribune, chacun s'est attaché à pointer l'ampleur du score de la candidate socialiste, signifiant pour tous « une confirmation de la mutation du PS vers un social-libéralisme ». Jean-Luc Mélenchon, qui avait soutenu la candidature de Laurent Fabius, et qui était l'invité surprise de ce meeting, n'a pas « caché sa déception » en apprenant la victoire écrasante de Ségolène Royal et a déclaré appartenir à « une catégorie de socialistes qui n'a plus cours » dans le parti, celle qui « croit à l'engagement, car la France n'est pas malade d'un manque d'autorité mais d'un manque d'égalité ». « Lui, au moins, c'est un vrai socialiste », commentait un militant dans le public. Le député de l'Essonne a ensuite fait part de son soutien au mouvement antilibéral : « Je souhaite le succès de votre entreprise. Il n'y a pas de victoire possible sans cette candidature commune. » « Il est donc nécessaire de transcender momentanément l'intérêt des partis », a-t-il ajouté. La rue de Solferino appréciera... Si, pour tous, le vote socialiste a le mérite de clarifier la situation, José Bové a notamment parlé de « la confrontation désormais entre deux projets à gauche ». Chacun a mar-



Jean-Luc Mélenchon, invité surprise du meeting, a assuré le mouvement antilibéral de son soutien.

telé la nécessité du programme antilibéral, dont « les cent vingt-cinq propositions répondent aux attentes de tous ceux qui sont d'ores et déjà oubliés par le projet socialiste ».

Clémentine Autain, la première intervenante de ce meeting, a qualifié la victoire de Ségolène Royal d'« arnaque », et sa modérinité « de pacotille ». Elle a reconnu que cette victoire « laissait de l'espace » à gauche pour le mouvement unitaire, mais a aussi ajouté : « On ne peut se réjouir d'un échiquier politique qui se déplace toujours plus vers la droite. C'est une mauvaise nouvelle pour le peuple. » La benjamine des candidats a aussi salué la présence de Jean-Luc Mélenchon, à qui « on avait gardé une chaise au chaud », avant d'ajouter : « On en garde une autre pour Olivier Besancenot. »

Marie-George Buffet a exhorté les participants à « ne pas se résigner à être les spectateurs du bipartisme » ; « l'alternative à Nicolas Sarkozy ne peut être la gauche "Royal" », a-t-elle scandé sous un tonnerre d'applaudissements. Claude Debons a, lui, appelé à battre

« dans les urnes et dans les luttes l'actuel gouvernement, qui combat les acquis sociaux » et il a mis en garde l'auditoire concernant les dangers d'un « discours blairiste, même mâtiné de "charentaise" ». L'ex-syndicaliste a également souligné « la nécessité qu'au sein de la gauche, les idées de transformation sociale soient majoritaires ».

Yves Salesse a également fait part de sa déception quant à un « vote socialiste qui n'a pas tenu compte des attentes populaires concernant les services publics et le "non" au référendum ». Le coprésident de la Fondation Copernic s'est dit inquiet du « danger de brouillage du débat politique », durant la campagne présidentielle, par le discours « blairiste » de Ségolène Royal. Il a ajouté : « Nous sommes engagés dans un combat de longue haleine et nous savons qu'il ne suffit pas de changer de majorité pour changer le monde en tirant au sort des jurys citoyens. » De son côté, l'altermondialiste Raoul Marc Jennar, applaudi à tout rompre, a exhorté l'assemblée à « ne

*pas se résigner à voir le drapeau de la révolution tomber des mains de Rosa Luxemburg dans celles de Ségolène Royal* ». Le trotskiste Christian Piquet s'est, lui, inquiété des conséquences de la surenchère sécuritaire prévisible dans les discours de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy durant la campagne : « *C'est Le Pen qui ramassera la mise* », a-t-il conclu. Les interventions, de huit minutes pour chaque orateur, ponctuées d'intermèdes musicaux, se répondaient et se complétaient. Hamida Ben Sadia, une des porte-parole, n'a pas manqué de condamner les propos tenus récemment par l'actuel président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, Georges Frêche, concernant les footballeurs noirs de l'équipe de France : « *Les hommes, les femmes, les Blancs, les Noirs et les Arabes sont faits pour vivre ensemble, et nous avons besoin de le dire.* »

Auparavant, les intervenants étaient allés, tout au long de cette journée et sous la pluie, à la rencontre de la population locale pour dialoguer avec des viticulteurs à Maraussan, des étudiants à la faculté Montpellier-II, des intermittents du spectacle à Villeneuve-lès-Maguelone et avec les représentants des collectifs et des associations des quartiers populaires de La Paillade et du Petit-Bard. Les membres du collectif de l'Hérault avaient retrouvé José Bové, à 10 heures, au bar de la gare de Montpellier, *La Bodéga du lézard*, pour rejoindre la fac en tramway, où l'attendait un amphithéâtre à craquer d'étudiants. Après un exposé très pédagogique sur l'état de la recherche fondamentale en France, « *victime de pouvoirs publics pour qui [elle] n'est plus une priorité* », le militant altermondialiste a dénoncé, entre autres, « *le cercle infernal de la marchandisation qui oblige les labos, faute de budgets suffisants, à se mettre au service de firmes privées dont l'unique objectif est le profit* ». Il a été rejoint pendant son intervention par Clémentine Autain, et tous les deux se sont attachés à expliquer à des étudiants tour à tour en colère, déçus ou désabusés « *l'importance de participer à une dynamique populaire sans laquelle rien n'est possible* ». Un enjeu résumé par une question, posée par José Bové : « *Est-on capable de transformer les luttes en combat électoral ?* »

Au cours de cette journée, la crainte d'une OPA éventuelle du parti communiste sur les candidatures unitaires a beaucoup fait jaser les membres des collectifs locaux ainsi que les têtes d'affiches et leurs porte-parole. La rumeur de l'apparition de collectifs (fictifs) monocolores, créés de toutes pièces à l'initiative (non avouée) du PC, a semé l'inquiétude au sein du mouvement. Si Marie-George Buffet dément formellement, certains intervenants à la tribune ont jugé préférable, au cours du meeting, de remettre les montres de chacun à l'heure de l'unité. Claude Debons a fait le choix de réaffirmer qu'« *il n'y a pas de candidat naturel* » et jugé bon de préciser : « *Notre choix n'est pas un choix pour éliminer mais pour choisir celui ou celle qui sera le plus apte à rassembler et à incarner la diversité.* » L'idée de la nécessité d'une candidature rassembleuse car sans étiquette est en train de s'imposer au sein des collectifs. Marie-George Buffet saura-t-elle faire admettre à ses militants, qui se sont pour la plupart énormément investis dans les collectifs locaux, l'idée du retrait de sa candidature au profit d'une autre ? Réponse les 9 et 10 décembre, lors de la prochaine assemblée générale du mouvement unitaire, à Saint-Denis (93).

C. M.



**Pour José Bové, il est indispensable que toutes les composantes de la gauche antilibérale soient présentes dans le rassemblement unitaire.**

## ENTRETIEN

# « Passer outre le patriotisme des partis »

Quel bilan tirez-vous de cette journée de rencontres ?

**José Bové :** J'ai senti une bonne dynamique et des personnes ouvertes au débat, que ce soit avec les étudiants ou avec les viticulteurs de Maraussan. Ce type de rencontres permet de réinterroger le processus à l'œuvre dans notre société et de se poser la question : ensemble, a-t-on les moyens de changer les choses ? Ce qui est crucial avec les viticulteurs de la région, puisque 80 % d'entre eux n'ont plus de revenus à cause des logiques du marché international. De plus, 2007 sera une année hautement symbolique, car c'est le 100<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement de la viticulture dans le Midi et de l'action collective qui s'ensuivit. Elle avait entraîné une organisation du marché viticole. Maraussan, c'est aussi la commune où nous avions organisé, il y a un peu plus d'un an, un meeting durant la campagne contre le Traité constitutionnel européen. Le même jour, François Hollande et Daniel Cohn-Bendit faisaient un débat pour le « oui » au TCE. On avait donc dans ce village deux meetings simultanés ! Ils étaient dans la salle polyvalente, gardée par les forces de police, tandis que nous étions à ciel ouvert dans le stade. C'était très festif, de notre côté. On avait empêché ce jour-là la récupération par la partie adverse du symbole de Jaurès, qui était venu, à l'époque, saluer à Maraussan le lancement des caves coopératives.

Quel est votre commentaire concernant le résultat du vote socialiste ?

La victoire de Ségolène Royal n'est pas un scoop puisqu'elle était attendue. Le projet du PS reste le même, quel que soit son habillage. Mais, au-delà des questions de personnes, c'est désormais la confirmation de la confrontation entre deux projets à gauche. Il est donc plus que jamais nécessaire de faire aboutir un projet antilibéral. Afin que cette

dynamique de candidature unitaire devienne un véritable contre-pouvoir qui permette de mobiliser ceux qui à gauche ne croient plus au parti socialiste. Je pense qu'il est possible de rassembler largement car notre discours est très éloigné de celui, gnangnan, de ce qu'on nous présente habituellement comme étant la gauche. C'est pourquoi, aujourd'hui, l'unité au sein du mouvement est plus que jamais nécessaire.

Avez-vous des doutes quant à cette unité ?

Je pense que quelque chose est en construction mais tout n'est pas réuni pour réussir. La Ligue communiste révolutionnaire doit impérativement faire partie du mouvement. La gauche du PS nous a déjà rejoints avec Jean-Luc Mélenchon. Ce qui est indispensable, car on ne peut pas se satisfaire d'un projet réduit. Il est fondamental que toute la gauche de la gauche soit avec nous pour que le projet soit en mesure d'avancer.

Si la LCR décidait de faire cavalier seul, vous aviez annoncé que vous jetteriez l'éponge. Êtes-vous toujours sur cette position ?

Pour moi, il est clair que, pour que je reste dans le rassemblement unitaire, il faut que toutes les composantes soient présentes. Si ce n'est pas le cas, ça voudra dire que le pari que nous avons lancé a échoué. Et je ne peux pas accepter que ceux qui empêcheront l'aboutissement du projet ne portent pas la responsabilité de leur acte devant les urnes. Toute la LCR était là au départ. Mais je ne vise pas que la LCR en disant ça. Si les communistes tentent d'imposer la candidature de Marie-George Buffet, on se retrouvera dans une situation de blocage. Au sein du mouvement, ce n'est un secret pour personne. Il est maintenant évident pour la plupart d'entre nous que le candidat qui doit être en capacité de rassembler largement ne peut être le porte-parole d'une organisation poli- *suite p. 6*



José Bové et Clémentine Autain, à la faculté de Montpellier-II.



## GROS PLAN

*suite de la p. 5* tique. Et je pense que la force de notre projet, avec ces candidatures unitaires, c'est justement de passer outre le patriotisme des partis et d'élargir. Notre mouvement est la somme des dynamiques qui se sont enclenchées à travers les mouvements sociaux, depuis 1995 jusqu'à aujourd'hui. Les personnes qui ont participé et participent aujourd'hui à ces mobilisations ne sont pas forcément encartées dans un parti politique. Elles ont découvert à travers l'action sociale une autre forme de mobilisation. C'est ce qu'il faut mettre en avant pour permettre au plus grand nombre de se reconnaître dans notre dynamique unitaire. On a été capable d'aller jusqu'au bout en 2005 pour le référendum, je pense qu'on peut renouveler ce succès. Mais, pour cela, on ne peut pas accepter qu'il y ait une hégémonie d'une des forces par rapport à l'ensemble des autres. Croire qu'un candidat émanant d'un parti puisse représenter l'union me paraît une faute historique. Et ce n'est pas le problème des personnes ni une mise en cause des partis et de ce qu'ils représentent. Mais le rassemblement aurait alors un caractère restreint.

**Qu'est-ce qui peut décider les Français de gauche à converger dans les collectifs unitaires ?**

Je rencontre beaucoup de gens qui me disent être intéressés par notre projet, mais qui restent pour l'instant sceptiques concernant notre capacité à réunir la totalité de l'arc à gauche. Si nous y parvenons, je ne doute pas que nous réussirons à créer un phénomène de mobilisation qui sera d'autant plus fort que nous aurons réussi à réunir l'ensemble de l'arc. Je crois que beaucoup sont dans l'attente de cet accord général pour nous rejoindre.

**Si toutes ces conditions sont réunies, serez-vous prêt à vous effacer devant un ou une autre candidat(e) ?**

Absolument, peu m'importe la place que j'occuperai, si toutes ces conditions sont réunies. Je participerai sans aucun problème à l'ensemble de la campagne comme candidat choisi ou comme porte-parole. Ce qui est central pour moi, ce sont ces conditions à réunir.

**Comment présenteriez-vous votre candidature ?**

Je ne vais pas me vendre. On n'est pas des savonnettes ! Ce que je peux dire, c'est que ma particularité est d'avoir participé à la lutte sur le terrain en France et au niveau international depuis pas mal d'années. C'est d'être issu du mouvement social et de n'appartenir à aucune organisation politique. Les luttes auxquelles j'ai participé ont mobilisé largement sur les questions des OGM, de l'OMC et de la mondialisation. Je crois être parvenu à redonner une cohérence entre la lutte sur le terrain et la lutte internationale. C'est ma spécificité. Mais il se peut aussi que j'aie une trop grande gueule et que ma trop grande visibilité puisse faire de l'ombre. Et, pour finir, il peut y avoir une volonté de faire le choix du plus petit dénominateur commun. Ce qui à mon avis serait une erreur. Tous les cas de figure sont possibles. Ce qui m'importe, c'est qu'on est dans un système où les dés ne sont pas pipés d'avance. Je reste donc ouvert.

PROPOS RECUEILLIS PAR CLOTILDE MONTEIRO

**« Les personnes qui participent à ces mobilisations ont découvert à travers l'action sociale une autre forme de mobilisation. C'est ce qu'il faut mettre en avant pour permettre au plus grand nombre de se reconnaître dans notre dynamique unitaire. »**

## PORTRAIT



François Mitterrand, en visite dans le marais poitevin, en février 1992, accompagné de Ségolène Royal.

## Une candidate antiparti ?

La désignation de Ségolène Royal par les adhérents socialistes consacre un parcours politique singulier. Elle enterre aussi un parti avec lequel la candidate a constamment pris ses distances.

**L**ibre ! Ségolène Royal, forte du soutien de 60,6 % des adhérents socialistes, dès le premier tour, dans un scrutin marqué par une participation élevée (82 %), a désormais les coudées franches. « Je ne peux pas être récupérée par l'appareil », s'est félicitée la candidate à l'annonce de son score. Ses adversaires ont d'ailleurs vite admis que son triomphe était aussi leur totale défaite. « Elle mènera la campagne comme elle l'entend », a agréé le mandataire de Dominique Strauss-Kahn (20,7 %), Jean-Christophe Cambadélis, sitôt connue l'ampleur de la victoire de la candidate pictocharentaise. « Nous ne demandons rien », a-t-il ajouté. « Les militants lui ont donné tous les moyens pour l'emporter en 2007 », a concédé pareillement Laurent Fabius. Cette liberté, Ségolène Royal l'a toujours recherchée. Au point d'en faire le fil conducteur de son existence et de se présenter aujourd'hui comme « la candidate de l'insoumission ». Insoumission à l'égard de la figure paternelle et de l'institution du mariage. Insoumission à l'égard de son parti, de ses codes, de ses rites et de ses idées aussi.

Née le 22 septembre 1953 à Dakar (Sénégal), fille d'officier, Marie-Ségolène Royal est la quatrième d'une famille catholique de huit

enfants. Enfant dans un village des Vosges où sa famille s'est installée après la retraite de son père, elle comprend vite que pour échapper au destin que lui promet son éducation sa « seule chance de liberté » est de réussir à l'école et d'acquiescer un métier. Afin d'échapper au destin de femme au foyer que lui réserve son père. Brillante lycéenne de l'institut Notre-Dame d'Épinal, elle s'émancipe de la tutelle paternelle en choisissant l'université plutôt qu'un IUT. À la séparation de ses parents, son père refuse de continuer à participer à ses frais d'études. Boursière, elle l'assigne alors en justice et obtient gain de cause après plusieurs années de procédures. Après une licence en sciences économiques et un diplôme de sciences politiques, elle entre en 1978 à l'ENA, où elle rencontre son compagnon François Hollande, avec qui elle aura quatre enfants. Sans jamais se marier. À sa sortie, en 1980, en fin de classement, elle opte pour un poste de conseillère au tribunal administratif. Adhère du PS depuis 1978, elle s'engage dans la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1981 et devient conseillère à l'Élysée, où elle restera plusieurs années. Parachutée dans les Deux-Sèvres, sur une terre conservatrice, elle est élue députée en 1988 sous l'étiquette

« Génération Mitterrand », constamment réélue depuis mais sous son seul patronyme. Elle a toutefois échoué dans sa tentative de conquérir, avec l'aval des instances nationales du parti mais contre le maire socialiste sortant, la ville de Niort aux municipales de 1995.

« Si vous voulez connaître de quel côté penche un élu, regardez ses pieds », conseillait François Mitterrand. Dans sa circonscription rurale, la jeune députée prend fait et cause pour ses administrés. Elle part en guerre contre l'heure d'été, sur laquelle elle rédige un rapport parlementaire. Cette bataille lui vaut sa première renommée médiatique et révèle déjà sa capacité à transformer un débat technique en débat de société. Suivent sa croisade victorieuse pour la reconnaissance AOC du chabichou, ce petit fromage de chèvre pour lequel elle déclame un poème à la tribune de l'Assemblée – une scène d'anthologie pour bêtisiers – et paraît en habit poitevin à l'Élysée lors d'une garden-party, puis son *djihad* contre les naiserries et la violence des programmes enfantins à la télévision, dont elle fait un livre. Après *le Printemps des grands-parents* (1987), hymne à la famille, elle publie en 1989 *le Ras-le-bol des bébés zappeurs*, réquisitoire contre la « télé-massacre ». La jeune élue forge son image, provinciale, à l'écart des modes, aidée en cela par les médias qui prennent l'habitude de consulter cette représentante des Français des champs.

Ministre de l'Environnement en 1992 dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, elle médiatise à l'envi ses actions – première journée sans voitures, Semaine du silence à la télévision, labellisation des jardins ouvriers pittoresques, collecte des piles usagées dans les écoles... Et tant pis si, parfois, les crédits de communication absorbent l'essentiel des subventions, comme ce fut le cas pour la protection du mont Ventoux. Ségolène Royal « préfigure l'Homo festus, cette race politique nouvelle – découverte et baptisée par l'essayiste Philippe Muray – qui vit par et pour la mise en scène », résume son biographe Daniel Bernard (1). Enceinte, elle se rend à la conférence de Rio et livre à *Paris-Match* des images de son accouchement. Ségolène Royal rompt le clivage vie publique-vie privée pour se poser en mère de famille.

Au gouvernement de Lionel Jospin, de 1997 à 2002, d'abord à l'Enseignement scolaire, puis à la Famille et à l'Enfance, elle jouera à fond de ce registre. Elle légifère contre le bizutage, pousse à la dénonciation des éducateurs soupçonnés de pédophilie – jusqu'à malmener la présomption d'innocence –, tonne contre le port du string à l'école, impose de modifier la législation sur l'accouchement sous X, autorise la délivrance de la pilule du lendemain par les infirmières scolaires, instaure le congé de paternité... Il n'y a pas pour elle de combat insignifiant ou mineur. En se portant sur les faits de société et les faits divers, son action échappe aux pages politiques des journaux, mais elle est perçue par

la grande masse des Français qui se désintéressent de la politique. « *L'éducation, la santé, la famille, l'environnement, c'est ça le socle politique !* », affirme-t-elle. À cette marque de fabrique, Ségolène Royal en ajoute une autre, en mars 2004. Deux ans après la gifle du 21 avril, elle s'impose comme symbole du triomphe socialiste aux régionales, en enlevant la présidence du Poitou-Charentes à la droite, avec la promesse de mettre en place une « *démocratie participative* ». Sur le terrain du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, chantre de la proximité, l'élue des Deux-Sèvres a fait mieux que rivaliser. Sa courbe de popularité s'envole. Les journalistes politiques la font entrer dans le cercle restreint des présidentiables. Un an et demi plus tard, en septembre 2005, elle se dit officiellement « *disponible* » pour la course à l'Élysée, dans un entretien à *Paris-Match*. Publié au beau milieu des journées parlementaires du PS, cette annonce, qui détourne l'attention des médias sur elle, agace. Une fois de plus, Ségolène Royal a tiré la couverture à elle. À l'Assemblée nationale, où elle n'hésite pas à devancer devant les caméras les conférences de presse de ses petits camarades, sa réputation de madame Sans-Gêne n'est plus à faire.

Sa candidature, elle va l'affirmer et la construire d'abord en dehors du parti, avec l'appui des comités Désirs d'avenir, lancés au début de l'année à la vitesse d'Internet. Au congrès du Mans, en novembre 2005, elle n'intervient pas. Muette dans les congrès socialistes, absente dans les combats d'appareils du PS – lors du calamiteux congrès de Rennes, elle était retenue par la varicelle de ses enfants –, Ségolène Royal n'a que peu participé aux débats internes du parti. Qu'importe ! De cette virginité partisane et de la présomption de pureté qu'elle lui confère, elle fait un étendard avec lequel elle sillonne la France, affirmant ne s'adresser qu'aux Français. Se présentant comme la « *candidate des gens* », elle affiche des positions à rebours du parti. Principalement sur des sujets de société comme sur la sécurité, quand elle suggère un « *encadrement militaire* » des jeunes délinquants, ou sur la carte scolaire, dont elle prône « *l'assouplissement* ». Mais aussi à l'égard de Tony Blair, dont elle vante l'action et reprend quelques thèmes, comme « *la République du respect* ». Car, derrière ses prises de position iconoclastes, la candidate fait preuve de conformisme idéologique à l'égard des canons du social-libéralisme. C'est le cas sur l'Europe, où, avant même que le texte de la Constitution européenne soit connu, elle annonçait qu'elle voterait « *oui, bien sûr* ». Au cours de sa campagne, Ségolène Royal a constamment joué du discrédit supposé des partis et de la politique, ne cessant de dénoncer « *le fossé entre le discours et les actes* », se disant contrariée par le passage obligé que constituait la primaire quand l'important était à ses yeux « *le contact avec les Français* ». Une prise de distance qui ne

date pas d'hier. Quand, en 1995, les militants sont appelés pour la première fois de l'histoire à choisir entre deux candidats à la présidentielle, Henri Emmanuelli et Lionel Jospin, elle démissionne de la présidence du conseil national avec fracas, appelant « *les militants à s'écarter des voies* ». « *Je reste au PS pour l'instant* », déclare-t-elle à l'AFP avant de menacer : « *Il va falloir imaginer de nouvelles militances, une nouvelle éthique, des engagements partagés, de nouveaux visages et sans doute un nouveau mouvement*. » Nous y sommes. L'annonce, faite par François Hollande, d'une nouvelle campagne d'adhésion pour mener la campagne et atteindre les 300 000 adhérents augure bien de cette transformation voulue par la candidate. Dans un long entretien avec les lecteurs du *Parisien*, le Premier secrétaire a même vendu la mèche, à mots couverts. Selon lui, pour tenir bon dans la campagne présidentielle, la candidate doit être appuyée, soutenue « *par une force qui [la] dépasse et qui n'est pas un parti en tant que tel, mais un mouvement. Celui que j'anime* ». Le parti d'Épinay a fait son temps. Place au mouvement !

MICHEL SOUDAIS

(1) *Madame Royal, Daniel Bernard, Éditions Jacob-Duvernet, 2005.*

**Se présentant comme la « candidate des gens », elle affiche des positions à rebours du parti. Principalement sur des sujets de société comme sur la sécurité ou la carte scolaire.**





### Tentés par la « flexicurité »

**SOCIAL.** La Commission européenne remet en cause le droit du travail.

**ADAPTER LE DROIT DU TRAVAIL** pour garantir à tous la flexibilité et la sécurité, tel est le titre de ce nouveau « livre vert » élaboré par les services du commissaire européen à l'Emploi, Vladimir Spidla. La publication du document, à l'origine prévue en septembre, a été retardée pour tenir compte des critiques de l'organisation européenne des employeurs, l'Unice. Le texte lui a en effet été officieusement présenté, pour être ensuite remanié, à la suite d'une réunion houleuse, le 4 octobre, du groupe des commissaires appliquant la stratégie de Lisbonne (destinée, entre autres, à assouplir les législations du travail), dirigée par le président de la Commission, José Manuel Barroso, et le vice-président, Günter Verheugen.

Selon le livre vert, « les gouvernements nationaux sont confrontés à la question de savoir comment introduire plus de flexibilité dans le marché du travail », pour renforcer la compétitivité de l'Union. Il s'agit donc de promouvoir la « flexicurité » et d'atteindre cet objectif en préparant les États membres à une adaptation de leur législation du travail. Le document présente ainsi une série de questions qui ne laissent aucun doute sur la volonté libérale d'en découdre avec les législations et les protections sociales. Le texte se réfère aux « réformes [qui] ont tendance à accroître la flexibilité en assouplissant les formes d'embauche et en diminuant la protection contre le licenciement, ce qui donne lieu à des marchés du travail de plus en plus segmentés ». Il donne aussi une préférence « à la dimension personnelle du droit du travail plutôt qu'aux droits du travail collectifs », c'est-à-dire au contrat individuel plutôt qu'à la loi, selon les vœux de l'Unice. La Confédération européenne des syndicats (CES) n'a pas manqué de réagir en adressant, le 12 octobre, une lettre à José Manuel Barroso, « afin de lui demander de résister aux pressions exercées par [...] l'Unice, en vue de retarder la publication du livre vert sur le droit du travail, attendu depuis longtemps ». La CES note aussi que « plusieurs États membres ont apporté des réformes à leur droit du travail qui, loin de créer de meilleurs emplois, conduisent à un marché du travail à deux vitesses et à une insécurité croissante pour les groupes de travailleurs les plus vulnérables ».

Le livre vert sera accompagné d'une communication intitulée : « Travailler en Europe : emplois, compétitivité et justice sociale sur le marché du travail européen », et la Commission a prévu une consultation publique d'une durée de quelques mois. La publication de ce texte n'a rien d'anodin, alors que le Conseil des ministres européens de l'Emploi et des Affaires sociales n'est pas parvenu à un accord sur la directive destinée à réviser la législation européenne sur le temps de travail. Cette directive, qui devait introduire de nouvelles formes de flexibilité, ne devrait revenir sur la table des ministres européens qu'à partir de juillet 2007, si la Commission ne retire pas son texte, ce que n'a pas exclu Vladimir Spidla. Le livre vert constitue un premier pas vers la préparation d'une directive et permet donc à la Commission de s'attaquer à nouveau à l'ensemble des législations du travail sur le thème de la « flexicurité ».

THIERRY BRUN

### À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

### Déclinologues de gauche



CHRISTOPHE RAMAUX,  
Maître de conférences  
à l'université Paris-I

Le déclin n'est pas général : les très riches ont vu leurs revenus exploser ces dernières années. Les dernières « trente piteuses » ont été pour eux les « trente farmineuses ». Contrairement à ce que promettaient les libéraux, cela n'a pas relancé l'investissement, la croissance ou l'emploi. Qu'importe : certains ont l'indécence d'en exiger toujours plus. La droite n'a-t-elle pas introduit le « bouclier fiscal » ? Insuffisant : il faut baisser à nouveau drastiquement la tranche supérieure de l'impôt sur les revenus, sur la fortune et sur les sociétés. C'est ce que plaide notamment Christian Saint-Etienne dans le livre du Cercle des économistes *Politique économique de droite, Politique économique de gauche* (Perrin) (voir également *Politis* n° 925).

Comme son nom l'indique, ce livre entend « cadrer » le débat pour la présidentielle. Pas peu prétentieux, notre « cercle ». De la prétention à l'infatuation, il n'y a parfois qu'un pas. Vite franchi en l'occurrence compte tenu du niveau proprement aberrant des arguments que la plupart des auteurs se sont autorisés. Cette perle parmi tant d'autres : « *Le refus de l'assouplissement de la première embauche* » démontre « que la France a atteint le sommet de sa passion irrationnelle ». C'est écrit par un libéral (Christian Stöffaës), dira-t-on. Certes, mais c'est justement le seul mérite de l'ouvrage : étaler l'arrogance des libéraux et la pusillanimité des sociaux-libéraux censés leur faire contrepont. Parmi ces derniers, Jean Pisani-Ferry ne soutient-il pas que « les avancées de la connaissance ont progressivement vidé de contenu les conflits sur le fonctionnement de l'économie » ?

Partant de là, on ne s'étonne pas des termes de l'alternative qu'il nous propose : « *De la droite et de la gauche, on voudrait qu'elles disent si leur projet sera mieux servi par un contrat de travail unique ou un marché du travail dual.* » Selon Patrick Artus, autre social-libéral, à l'initiative de ce livre, il y a des « contraintes » qu'on ne peut remettre en cause : « *Celles-ci concernent, par exemple, la rémunération du capital, la comptabilité, la concurrence, la gouvernance des entreprises, l'ouverture des marchés (électricité, transport, courrier)* » ou bien encore l'impossibilité

de toute inflexion en matière de politique monétaire ou budgétaire. La peur désarme et elle fait vendre. Les déclinologues de droite l'ont depuis longtemps compris. Une certaine gauche leur emboîte le pas. Elle noircit la situation économique et sociale pour ensuite faire entendre que les instruments « traditionnels » d'intervention publique ne sont, vu l'ampleur des enjeux, plus à la hauteur. Le débat sur les retraites, avec l'agitation de la « bombe démographique », l'avait déjà montré. Même chose au moment du CPE : les conditions d'insertion des jeunes ont été délibérément noircies afin de faire admettre qu'il faut « faire quelque chose ». Idem encore avec l'idée en vogue selon laquelle émerge un modèle d'emploi « intrinsèquement » instable qu'il faut bien admettre, quitte à le compenser par quelques rustines (la flexicurité). L'alternative économique n'existe plus, tout juste peut-on envisager des inflexions à la marge. Telle est bien en substance la variante « de gauche » du déclinisme.

Une certaine gauche noircit la situation pour faire entendre que les instruments traditionnels ne sont plus à la hauteur.

**Dernière salve en la matière** : le livre de Louis Chauvel, *Les Classes moyennes à la dérive*, publié par le surgenon de la fondation Saint-Simon qu'est « La République des idées » (collection dirigée par Pierre Rosanvallon au Seuil). Pendant des années, celui-ci a vendu la thèse de la « guerre des générations » en noircissant la situation des jeunes pour mieux ensuite imputer la responsabilité des biens réels problèmes non pas au libéralisme mais aux parents qui se repaissent sur le dos de leurs enfants. Il récidive à présent en promettant « une déliquescence prochaine et inéluctable » des classes moyennes. L'argument précédent est au passage recyclé : ce sont les avantages acquis des vieux qui empêchent la promotion sociale des jeunes. Ceux-ci sont victimes « d'un faux socialisme qui ne les a pas soutenus, qui leur fait payer par leurs impôts [...] le prix d'un État providence obèse qui ne leur bénéficie guère et au bout du compte qui leur fera supporter longtemps les dettes accumulées par leurs heureux prédécesseurs ». Le creusement de la dette de l'État n'est-il pas dû au défaut de recettes fiscales, lui-même dû à l'atonie de la croissance et aux cadeaux fiscaux faits au plus riches, deux purs produits du libéralisme ? Que nenni ! Ainsi, la critique antilibérale n'est pas à la hauteur du « déclin ».

Une leçon est à retenir pour la gauche non libérale : attention à ne pas noircir davantage la situation, car la peur tétanise et tue la politique.



# Solidarité avec le peuple kanak

**NOUVELLE-CALÉDONIE.** La mobilisation contre le projet de mine Goro-Nickel au sud de l'île s'étend à la France. L'environnement, la culture kanake et le processus de décolonisation sont menacés.

LA SOLIDARITÉ S'ORGANISE avec les mouvements écologistes et indépendantistes de Nouvelle-Calédonie qui s'opposent au titanesque projet de mine Goro-Nickel, au sud de l'île. Il était temps. En effet, malgré les incertitudes sur les conséquences de ce projet pour la population, l'environnement et la culture de Nouvelle-Calédonie, malgré les recours juridiques et l'annulation de l'arrêté d'exploitation obtenue en juin dernier, et malgré la forte mobilisation de nombreux Calédoniens, la construction de l'usine de traitement du nickel avance. Et elle devrait même s'accélérer, si l'on en croit les propos tenus sur place, à la mi-novembre, par le président de la multinationale brésilienne Companhia Vale do Rio Doce (CVRD), Roger Agnelli, qui vient de racheter la multinationale canadienne Inco à l'origine du projet.

Une délégation de chefs coutumiers et de militants du comité Rhéébù Nùù, opposés à Goro-Nickel, sont venus à Paris à la rencontre des mouvements sociaux pour leur demander de les soutenir. « Nous devons sortir de Nouvelle-Calédonie, car il y a là-bas une chape de plomb sur cette affaire », explique Roch Wamytan, grand chef de la tribu de Saint-Louis, ex-président du FNLKS et signataire des accords de Nouméa, en 1998, confirmant les Accords de Matignon de 1988, qui lançaient le processus de décolonisation. Une réunion s'est tenue au siège des Verts le 14 novembre, pour lancer un Collectif anti-Goro-Nickel en solidarité avec le peuple kanak. Étaient présents, autour de Roch Wamytan, un représentant du Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie et le délégué à l'international des Verts, Patrick Farbiarz, de nombreux membres d'associations kanakes de Paris, des représentants d'associations comoriennes, du WWF, de Survie, de Cap 21, et aussi l'avocat Jean-Jacques de Felice, compagnon de route des indépendantistes kanaks. La LCR et la Confédération paysanne étaient absentes mais ont fait savoir qu'elles rejoindraient le collectif, tandis que la CGT a affirmé soutenir la démarche, qu'elle devrait bientôt rejoindre. Le représentant du WWF a affirmé que son organisation suit ce projet « extrêmement destructeur » depuis des années, mais ne peut figurer dans un comité qui réunit des partis politiques. Elle soutiendra donc le mouvement en participant aux mobilisations, ainsi qu'en portant le dossier auprès d'autres organisations écologistes françaises et auprès du WWF-Canada.

« Il y a trois dimensions dans les procès que nous menons, estime M<sup>e</sup> Bouquet-Elkaïm, l'avocat du comité Rhéébù Nùù. Ce projet est indissociable du processus d'indépendance kanak, car il remet en cause les accords de Matignon et de Nouméa en renforçant l'emprise extérieure sur la Nouvelle-Calédonie (1) ; il a aussi une dimension humaine puisqu'il est mené sur la terre des Kanaks sans concertation véritable avec eux, au mépris du principe de consentement libre et éclairé des populations reconnu par le droit international ; il a enfin une dimension environnementale, puisqu'il est à peu près ce qui peut se faire de pire en matière de non-respect des normes internationales. » C'est sur ce dernier point que se mène l'essentiel de la bataille juridique. Il faut savoir que Goro-Nickel sera l'une des principales usines d'extraction de nickel au monde, à l'heure où explose la demande, notamment chinoise, en minerais. Mais le site de son implantation était jusque-là vierge, et c'est même l'une des plus grandes réserves mondiales de

biodiversité, avec 120 espèces endémiques sur terre. Des milliers d'hectares ont fait l'objet de déforestation. Les sept réserves naturelles qui jouxtent le site sont menacées, comme la baie de Prony, qui est la destination finale des migrations des baleines à bosses du Pacifique sud. Pourquoi ? Parce que cette usine va utiliser un nouveau procédé hydrométallurgique, à base d'acide sulfurique, dont l'impact sur l'environnement n'a pas été étudié sérieusement. Et parce qu'il est prévu 36 millions de mètres cubes de rejets liquides par an, regorgeant de métaux lourds. Par exemple, les 3 000 tonnes de manganèse qui vont être déversées chaque année dans le lagon représentent un taux de rejet cent fois supérieur au maximum autorisé en Europe, et mille fois supérieur à ce qui est admis aux États-Unis. Il n'y a pas eu d'études sur les courants, ni sur l'accumulation des métaux lourds dans les espèces animales et la chaîne alimentaire, au bout de laquelle se trouvent les populations qui pratiquent encore la chasse et la pêche traditionnelles. « Nous sommes comme des cobayes », résume Roch Wamytan. En outre, des déchets seront stockés dans le sol sans que l'on sache si des infiltrations d'eau ne vont pas conduire à de fortes pollutions, et l'atmosphère sera souillée puisque la centrale thermique qui va être construite fonctionnera au charbon, ce qui ne se fait plus nulle part ailleurs. Et déjà, en raison de la déforestation, des boues rouges coulent dans le lagon par fortes pluies.

Pourquoi un tel manque de précaution ? « Quand on gratte un peu, on se rend compte qu'il s'agit d'une course de vitesse pour imposer ce projet et contrôler l'avenir de la Nouvelle-Calédonie », explique l'avocat de Rhéébù Nùù. Ce qui pourrait expliquer pourquoi l'État français soutient de toutes ses forces ce projet : non seulement il a octroyé aux riches multinationales 175 millions de dollars de défiscalisation (environ 130 millions d'euros), selon les opposants au projet, mais il a construit avec l'argent public une gendarmerie au sein même du site de l'usine pour le protéger des manifestants, et il y a affecté une centaine de militaires. Quand, au printemps, les militants ont dressé des barrages pacifiques sur l'île pour se faire entendre, les gendarmes les ont brutalement dispersés, faisant usage

d'une force disproportionnée, et certains membres de Rhéébù Nùù ont dû prendre le maquis. Les médias n'en ont pas parlé en France, et c'est pourquoi la création d'un collectif de soutien a été lancée. Dès le début de l'année prochaine, il devrait non seulement relayer l'information en provenance de Nouvelle-Calédonie, mais aussi sensibiliser et mobiliser l'opinion à travers un appel et toute une série d'actions ciblées. Il est temps d'agir, car si la pression politique et médiatique ne suffit pas, la violence militante pourrait répondre à la violence de l'État. D'autant que la multinationale cherche à diviser la population en distribuant des enveloppes aux responsables de tribu et en embauchant comme gardiens de jeunes Kanaks. Ce qui ne peut que conduire à une montée de l'exaspération.

DANTE SANJURJO

(1) Au niveau économique et donc politique, mais aussi démographique : il est prévu de faire venir travailler sur le site 5 000 Philippins qui, avec leur famille, pourraient conduire, à terme, à une dilution de l'électorat indépendantiste.

## ALERTE !

### Nouveau risque MAJEUR sur les êtres vivants...

#### ... Le plutonium c'est :

- > 430 réacteurs dans le monde
- > 1% du combustible utilisé c'est 3 000 tonnes en 2006, 4 900 tonnes en 2020
- > Une vie radioactive de 244 000 ans
- > Un centième de milligramme nocif pour le vivant

#### ... Le plutonium entraîne :

- > La destruction des cellules, des plantes, des animaux, des humains
- > Des maladies : cancers, leucémies, mutations génétiques transmissibles

#### ... Les risques du plutonium :

- > Pollution dû au stockage et au transport
- > Contamination par explosion des réacteurs
- > Terrorisme nucléaire

## URGENT

**Il est impératif d'arrêter de produire de l'électricité avec l'énergie nucléaire**

le Forum Plutonium

# Augmenter la pression

**AFRIQUE.** Alors que les combats redoublent et que les massacres s'intensifient au Darfour et au Tchad, le gouvernement soudanais gagne du temps face aux négociations internationales.

LE GOUVERNEMENT SOUDANAIS continue à souffler le chaud et le froid à propos de la guerre qu'il mène contre les rebelles du Darfour, à l'ouest du pays. D'un côté il intensifie les exactions contre les populations civiles, de l'autre il fait des concessions conditionnelles aux négociateurs des Nations unies qui lui demandent d'accepter le déploiement sur place d'une force d'interposition.

Depuis plusieurs semaines, les combats redoublent, et les populations civiles, y compris les enfants, sont délibérément visées. Le conflit a fait au moins 200 000 morts depuis 2003, et plus de deux millions de déplacés. Quand il n'envoie pas ses propres troupes, le gouvernement soudanais utilise les miliciens arabes Janjawids, qui commettent des atrocités contre les populations locales, noires, dont sont issus les rebelles. « Le gouvernement

arme les milices arabes davantage qu'à aucun moment, et celles-ci mènent une terreur inexplicable contre les civils », a affirmé en fin de semaine dernière le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires, Jan Egeland, dans un entretien à l'Associated Press. Cela n'empêche pas Khartoum de se prêter parallèlement au jeu de la diplomatie.

En août, l'ONU a décidé le déploiement d'une force pouvant aller jusqu'à 20 000 casques bleus au Darfour pour protéger les civils, mais l'a conditionné au feu vert des autorités soudanaises. Celles-ci s'y sont opposées, préférant la seule présence des 7 000 hommes de la force constituée par l'Union africaine (UA), d'une inefficacité patente. Les pressions de la communauté internationale, insuffisantes pour arrêter les massacres, ont cependant conduit les autorités à participer à une réunion avec

l'ONU dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba. Les responsables soudanais ont d'abord fait savoir, vendredi, qu'ils acceptaient finalement la création d'une force mixte UA-ONU au Darfour. Puis certains d'entre eux ont insisté sur le fait que le commandement devait rester africain, tandis que d'autres avançaient le chiffre de 12 000 casques bleus au lieu des 17 000 annoncés par les responsables onusiens. Enfin, samedi, Lam Akol, le ministre soudanais des Affaires étrangères, a déclaré que Khartoum n'avait pas donné son accord la veille pour une « force mixte » mais pour une « opération mixte ». « Le rôle des Nations unies sera de fournir des unités de support et une assistance technique à la mission africaine, a-t-il précisé. Il n'y a aucun moyen que la principale force combattante soit mixte. » La pression internationale doit donc s'accroître pour que Khartoum prenne des engagements fermes et s'y tienne. Est-ce possible ?

« Il est clair que ce sont les divisions au sein de la communauté internationale et son manque de volonté politique qui permettent aujourd'hui à Khartoum de continuer de perpétrer ces crimes en toute impunité, au vu et au su du monde entier », écrivaient lundi dans le Figaro Reed Brody et Leslie Lefkow, porte-parole de l'ONG américaine Human Rights Watch (HRW). Les intérêts pétroliers chinois au Soudan, les ventes d'armes russes à Khartoum, la solidarité panarabique, tout cela explique pourquoi les États membres de l'ONU n'ont pas fait fermement pression sur le gouvernement soudanais. Les civils tchadiens voient maintenant ce même cauchemar arriver à leur porte, et ils sont inquiets. » Comme toutes les ONG, HRW demande des sanctions ciblées contre les cercles dirigeants soudanais – gel des avoirs, interdictions de voyager, menaces de condamnation devant la Cour pénale internationale, etc. « Notre manque d'action n'est pas de l'impuissance, c'est bien, comme au Rwanda et à Srebrenica, un mélange d'aveuglement et de lâcheté », écrivent les deux défenseurs des droits de l'homme.

Sans action rapide, la situation pourrait encore dégénérer au Darfour et au-delà, puisque le conflit se propage à la Centrafrique et surtout au Tchad, où combats et massacres s'intensifient. Ces deux pays accusent le Soudan de vouloir les déstabiliser, tandis que Khartoum affirme qu'ils ne cessent de s'ingérer au Darfour. Le Tchad étant lui-même au bord de la guerre civile, on peut craindre un embrasement de la région dans lequel la France, qui soutient – y compris militairement – la dictature tchadienne d'Idriss Déby, pourrait être d'une manière ou d'une autre impliquée.

DANTE SANJURJO

ICI...

## Antiracisme

Enfin, une vraie réhabilitation de cet antiracisme si souvent dévoyé ! Le Prix Françoise Seligmann 2006 contre le racisme, l'injustice et l'intolérance a été attribué conjointement d'une part à Esther Benbassa et à Jean-Christophe Attias pour leur ouvrage *Juifs et musulmans : une histoire partagée, un dialogue à construire* (La Découverte) ainsi que pour leur action dans le domaine de la lutte contre le racisme et les discriminations, et d'autre part à Françoise Vergès, pour *La Mémoire enchaînée. Questions sur l'esclavage* (Albin Michel). Ce double choix, qui n'est ni tiède ni conformiste, consacre des auteurs proches des valeurs que nous défendons à Politis.

## Sources divergentes

« L'Algérie mise sur ses binationaux », titre un article du site Internet algeri-dz.com inspiré du quotidien algérien *Liberté*, en référence à la manne, notamment économique, que représentent les Franco-Algériens pour le pays.

« Les attaques contre les binationaux deviennent une habitude » en Algérie, assure au contraire *Libération*, en France donc. Au lendemain de la visite de Nicolas Sarkozy à Alger, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Djamel Ould Abbès, aurait appelé à se méfier « de tous ceux qui ont la double nationalité ». En juin, le président Bouteflika avait déclaré : « Nous allons nous comporter avec eux comme avec des étrangers. » Alors, bienvenus ou pas ?

## Dépassement électoral

Un amendement de dernière minute a été ajouté par le gouvernement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), adopté au Sénat dans la nuit du vendredi 17 novembre. Il institue un secteur tarifaire « optionnel » pour les médecins de certaines spécialités, notamment les chirurgiens, ce qui permettra à ces chanceux praticiens de recourir à des dépassements d'honoraires pour une partie de leur activité. Dénoncé par la gauche, cet amendement électoraliste ouvre grand la porte à une médecine à deux vitesses, ce qui ne sera pas sans conséquences sanitaires et sociales. Au gouvernement, on appelle cela « une nouvelle étape décisive dans le redressement des comptes » de la Sécu.



**Azimuts**  
ARTISANS DU NEPAL

**SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE  
REÇU VOTRE CATALOGUE  
AUTOMNE/HIVER 2006,  
RÉCLAMEZ-LE !**

**ENVOI GRATUIT SUR DEMANDE**



Transparent Trade  
www.commerce-transparent.fr

**COMMERCE  
EQUITABLE  
ET  
TRANSPARENT**



**FEMMES  
HOMMES  
ENFANTS**

**VÊTEMENTS EN FIBRES NATURELLES  
COTON BIO PURE LAINE**

**AZIMUTS SARL - 54, rue Gambetta  
47400 TONNEINS - Tél. 05 53 64 30 39 - Fax 05 53 64 59 35  
Internet : www.azimuts.fr - E-mail : contact@azimuts-art-nepal.com**



## ...ET AILLEURS

### Percée radicale

À trois jours des élections législatives néerlandaises du 22 novembre, le parti socialiste paraissait en mesure d'effectuer une percée. Ce parti de la gauche radicale, artisan du « non » à la Constitution européenne, était crédité de 22 à 27 sièges contre 9 dans l'assemblée sortante. Le parti travailliste, crédité de seulement 34 sièges, ce qui lui en ferait perdre 81, ne tire pas profit du recul des partis de droite dans l'électorat. Explication : la question européenne, que les grands partis espéraient éviter, a fait son retour dans la campagne. Un scénario qui pourrait se reproduire en France.

### La poule et l'œuf

« Le Parlement [espagnol] a autorisé l'ouverture d'un dialogue lorsque ETA manifesterait une volonté sans équivoque d'abandonner les armes. Cette volonté doit être vérifiée », a affirmé José Luis Zapatero au *Figaro* (14 novembre). Le président du gouvernement espagnol explique ainsi le blocage du processus de paix au Pays basque. Après l'annonce par ETA d'un cessez-le-feu permanent, le 22 mars, il avait déjà « vérifié » durant trois mois la véracité de cette trêve avant d'annoncer l'ouverture de négociations... qui n'ont pas encore démarré. Il se pourrait bien que ce soit ce refus d'ouvrir les discussions qui explique le regain de violence, et non l'inverse.

### Comme en Irak ?

« C'est ici, dans cet extraordinaire morceau de désert, que l'avenir de la sécurité du début du XXI<sup>e</sup> siècle va se jouer », a déclaré Tony Blair, lundi, aux troupes britanniques stationnées au sud de l'Afghanistan. Ce qui ne laisse rien augurer de bon. Les talibans intensifient leurs attaques, et la population perd patience. L'Otan, qui commande la force multinationale, va demander à ses membres, lors de son sommet de Riga (Estonie) les 28 et 29 novembre, d'envoyer plus de soldats. Pour faire de l'Afghanistan un bourbier comparable à celui de l'Irak ?

### Si vis pacem...

La Convention sur les armes biologiques, qui réunit 155 États et se réunit à Genève jusqu'au 8 décembre, interdit la recherche, l'utilisation et le stockage d'armes biologiques. Sans prévoir, comme pour les armes chimiques ou nucléaires, de contrôles dans les laboratoires privés ou militaires. Or, les biotechnologies sont en pleine révolution, et leurs applications militaires pourraient être terrifiantes. Mais plusieurs pays, dont les États-Unis, s'opposent pour l'instant à tout contrôle sérieux. Sans doute pour construire un monde plus sûr...

### Président fantôme

Andrés Manuel López Obrador (Amló), le candidat de centre-gauche battu de justesse – et de façon frauduleuse, selon lui – le 2 juillet, s'est fait introniser lundi « président légitime du Mexique ». Il avait déjà, auparavant, nommé son gouvernement et fait un appel aux dons pour le financer. Son objectif est d'entraver l'action du président Felipe Calderón, qui entrera en fonctions le 1<sup>er</sup> décembre. Reste à espérer que celui-ci, face au mécontentement social sur lequel s'appuie Amló, ne choisira pas la manière forte, qui ferait de nombreux morts dans un pays comme le Mexique.

## ...ENTENDU

### Compères

Pour Jean-Marie Le Pen, le socialiste Georges Frêche est « une personnalité un peu pittoresque, un peu farfelue ». « On donne de l'importance à ses déclarations, et la pensée unique est à l'affût de savoir s'il a franchi la ligne jaune », a poursuivi le président du FN, sur RMC, lundi, qui s'est dit encore partisan de « la liberté d'opinion ». Georges Frêche, on le sait, a regretté que l'équipe de France de football compte « neuf Blacks sur onze » joueurs, alors que, selon lui, « la normalité serait qu'il y en ait trois ou quatre ». En juin, Jean-Marie Le Pen avait aussi estimé que les Français « ne se sentent pas complètement représentés » par une équipe aussi colorée.

## ...VU



AFP

« Je n'ai jamais cru à la stratégie qui consiste à aller pêcher dans les eaux du FN. C'est une erreur », a lancé sur France 5, dimanche, Dominique de Villepin. Le Premier ministre s'est toutefois bien gardé de préciser s'il visait quelqu'un dans son camp. Une précision inutile, le téléspectateur étant capable de traduire lui-même. D'autant que Dominique de Villepin a assuré aussi que l'UMP n'était « pas au bout du débat politique en ce qui concerne l'éventuel candidat de [cette] famille » politique, et qu'il n'était pas dans « l'intérêt » de Nicolas Sarkozy de rester au gouvernement, s'il était ce candidat.



AFP

### Entre ombre et lumière

Le rapport 2006 du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (Cerc) présidé par Jacques Delors, est un cru intéressant. Les auteurs ont examiné la période 1993-2005 d'une « France en transition » (1) pour en souligner les inégalités économiques et sociales. Le constat diffère peu du premier état des lieux des inégalités, dressé par l'Observatoire des inégalités (2), et de celui publié par l'économiste Jean Gadrey (3). Il est sans doute incomplet si on le compare à la publication annuelle du BIP 40, baromètre des inégalités et de la pauvreté réalisé par le Réseau d'alerte sur les inégalités (RAI). Le Cerc reprend des données désormais connues mais peu médiatisées sur les inégalités économiques et sociales. Et il va même jusqu'à s'interroger sur « le niveau élevé de rentabilité exigé des entreprises par les marchés financiers », qui « tend à laminer la rentabilité des autres entreprises, notamment les sous-traitants » et fait au bout du compte des salariés « la principale variable d'ajustement ». Cependant, les leçons tirées par les auteurs ne sont pas à la hauteur du constat. Le Cerc invite à réfléchir à la « sécurisation des parcours professionnels », expression que revendiquent depuis peu Nicolas Sarkozy et le Medef de Laurence Parisot pour revendiquer une « modernisation » du code du travail. Et l'on n'échappe pas au discours sur l'inéluctabilité de la mondialisation et de la concurrence pour justifier une « flexicurité » de bon aloi. Le seul remède serait donc « cette conciliation entre flexibilité et sécurité [qui] peut permettre d'assurer un dynamisme suffisant de la société permettant [sic] de faire face aux nouveaux défis et de lutter contre les tendances profondes au creusement des inégalités face à l'emploi ». Un vrai miracle !

THIERRY BRUN

- (1) *La France en transition*, n° 7, Cerc, La Documentation française.
- (2) Éditions Belin, 2006.
- (3) *En finir avec les inégalités*, éditions Mango, 2006.

## ...LU

### Violence méconnue

« Depuis le début de la saison, 40 arbitres ont été agressés physiquement. C'est deux fois plus que l'année dernière », se plaint Bernard Saules, président de l'Union nationale des arbitres de football, dans le *Parisien* (18 novembre), alors que les arbitres corses sont en grève à la suite de l'agression de trois des leurs le week-end du 11 novembre. Bernard Saules, qui « craint le pire » lorsque arriveront « les matchs tendus de fin de saison », accuse les instances du football, seul sport d'équipe touché par cette violence, de ne « pas bouger ».

### Sélectionneurs

« J'en appelle au civisme : quand les sondages annoncent les intentions de vote des citoyens, ils violent la loi sur le secret du vote », écrit Alain Garrigou dans *Réforme* (16 novembre), un hebdomadaire protestant d'actualité. Ce professeur de sciences politiques, auteur d'un essai décapant sur *l'ivresse des sondages* (La Découverte, 6,90 euros), accuse les sondeurs d'être « devenus des faiseurs de roi. Non qu'ils annoncent avec exactitude le résultat du vote, au contraire [...]. Mais ils contribuent à la sélection des candidats en délimitant l'offre électorale. » Et c'est sans doute le pire.

### Ignorance

À en croire une anecdote rapportée par le *Figaro magazine* (18 novembre), Ségolène Royal a surpris José Manuel Barroso lors de leur rencontre, le 13 septembre : elle « semblait ignorer, à cette date, que la Roumanie et la Bulgarie s'apprentent à intégrer l'Union européenne au 1<sup>er</sup> janvier prochain ». On n'ose le croire.

## LE CHIFFRE

# 14 500,

c'est le nombre d'emplois salariés créés dans le secteur privé au troisième trimestre. Ce chiffre montre la grande faiblesse de la création d'emploi dans le pays : sur un an, le rythme n'a augmenté que de 0,9 % (131 900 postes), et cette tendance est confirmée par un ralentissement dans le secteur tertiaire ainsi que dans l'interim. Cette mauvaise nouvelle s'ajoute à celle d'une croissance zéro du PIB au troisième trimestre, annoncée il y a quelques semaines. On est ainsi loin du fameux « cercle vertueux » de baisse du chômage, vanté par le ministre de l'Emploi, Jean-Louis Borloo.

# La peur du public

**TRIBUNE.** L'Observatoire de la liberté d'expression en matière de création de la Ligue des droits de l'homme revient sur les raisons contestables avancées pour justifier la déprogrammation de films israéliens cet été à Lussas. Raisons que l'on retrouve dans d'autres cas de censure.

L'OBSERVATOIRE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION en matière de création de la Ligue des droits de l'homme souhaite revenir sur la décision prise par la direction des États généraux du documentaire de Lussas de supprimer des films israéliens de la programmation « Route du Doc : Israël », en août dernier. S'il est important et nécessaire de débattre du bien-fondé de cette décision, il est intolérable que certains réclament de voir des têtes tomber et s'attaquent aux subventions et aux aides accordées à Lussas. L'Observatoire avait déjà dénoncé le limogeage du directeur de la Comédie-Française par le ministre de la Culture, à la suite de la déprogrammation mal venue d'une pièce de Peter Handke. C'est pourquoi l'Observatoire a signé l'appel au soutien des États généraux de Lussas lancé par des cinéastes amis de cette manifestation.

**La confusion entre l'œuvre et la pensée de l'auteur revient à nier ce qui fait l'essence du geste artistique : la représentation du réel à partir de la subjectivité de l'artiste.**

Cela étant posé, l'Observatoire souhaite dire son désaccord profond avec cette décision de déprogrammer certains films israéliens, et plus encore avec les motifs qui sont invoqués par la direction des États généraux. La réalité de la guerre au Liban aurait pesé sur la « montrabilité » de ces films au public des États généraux, au point d'inverser le jugement qui avait pesé en faveur de leur sélection. Leur qualité, intacte, n'aurait pas de rapport avec leur suppression. Ce changement de nature repose donc sur la crainte que le public ne pourrait plus voir ces œuvres comme elles devraient être vues, parce que son regard aurait été changé par la guerre.

Cette prétendue incapacité du public à voir l'œuvre pour ce qu'elle est, ou pour ce qu'elle évoque, suggère, ou suscite, est une tarte à la crème de la censure. C'est toujours au nom du public et de ses réactions présumées que des responsables de programmation rompent leurs engagements, qu'il s'agisse de festivals, comme le Cinéma du réel qui, en 2004, avait déprogrammé *Route 181* de Michel Kleifi et Eyal Sivan, ou de salles, souvent municipales, qui, sous certaines pressions, ont déprogrammé des films palestiniens, pour ne rester ici que dans le domaine du documentaire. Or, s'il est parfaitement légitime de tenir compte du contexte des programmations, cela doit se faire en accompagnant la réception des œuvres par des débats avec le public. C'est ce qu'on attendait de Lussas, qui privilégie, depuis dix-huit ans, l'échange avec son public, ignorant les paillettes et la compétition marchande. Lussas nous a d'autant plus déçus que cette manifestation se caractérise par son ambition à présenter des œuvres



L'opéra de Mozart « Idoménée » a été joué au festival de Salzbourg cet été, mais pas à l'opéra de Berlin, où il a été déprogrammé par crainte de réactions islamistes.

reconnues pour leur singularité, leur complexité, et pour les débats sur les formes et sur les contenus qu'elles peuvent susciter.

La décision, revendiquée comme telle, d'« écarter des films » pour « ouvrir un espace », n'a donc pas débouché sur l'ouverture souhaitée. Comment aurait-il pu en être autrement, quand cette déprogrammation renvoie les œuvres à la seule nationalité de leurs auteurs et les rattache implicitement à la politique et aux actes de l'État dont ils sont les ressortissants, en l'occurrence l'État israélien ? Cette assimilation n'est pas supportable, car elle nie la liberté et l'indépendance des auteurs, ainsi que l'autonomie des œuvres, lesquelles ne sauraient se réduire à des messages de propagande nationaliste. En tous les cas, aucun des films programmés à Lussas, signés par des cinéastes israéliens critiques, n'y ressemblait, de près ou de loin.

Encore plus insupportable est la démarche de l'*Appel des cinéastes pour le Liban et la Palestine*, lesquels prétendent soutenir les États généraux du documentaire de Lussas en se déclarant entièrement solidaires des choix des organisateurs de modifier leur programmation. Des cinéastes qui revendiquent le boycott de confrères à seule raison de leur nationalité rendent un bien mauvais service à la liberté d'expression.

De façon générale, l'Observatoire affirme que la déprogrammation d'une œuvre n'est pas plus

justifiable quand son auteur fait des déclarations politiques problématiques, comme ce fut le cas dans l'affaire Peter Handke, précisant qu'en l'espèce les cinéastes israéliens n'avaient rien fait de tel.

## Pour le débat

Nous l'avions évoqué dans ces colonnes : la déprogrammation de films israéliens lors des derniers États généraux du documentaire à Lussas était pour le moins problématique (voir *Politis* n° 915, du 31 août 2006). Le prétexte avancé – le contexte de la guerre au Liban et le louable souci d'ouverture de la programmation à des films arabes – ne pouvait justifier ce qui s'apparentait à une censure. Depuis, la polémique n'a cessé d'enfler. Tribunes et pétitions ont fleuri, tandis que des menaces de retrait de subventions ont commencé à peser sur les États généraux : la censure économique comme mesure de rétorsion, la manière est odieuse. Las, de leur côté, les responsables de la manifestation cinématographique ardéchoise n'ont su répondre avec pertinence de leur acte de déprogrammation. Réunissant notamment des artistes, des critiques et des associations culturelles, l'Observatoire de la liberté d'expression en matière de création de la Ligue des droits de l'homme a privilégié dans cette affaire le débat à la polémique. Pour preuve : la tribune que nous publions ici, à laquelle nous nous associons pleinement.

C. K.



Confondre la pensée de l'auteur avec la pensée d'une œuvre, assigner aux œuvres le rôle unique de reflet de la pensée de leur auteur est le moteur de la censure rencontrée partout : telle exposition doit être fermée, interdite, tel roman censuré, parce que celui qui prend cette initiative pense en lieu et place de l'auteur, parle pour l'œuvre et la reçoit pour le public : à l'interprétabilité de l'œuvre, il substitue le sens unique, à l'appropriation par l'autre, il oppose la sienne. L'œuvre n'est plus œuvre dans la main du censeur, mais le seul reflet de son fantasme. Chaque décision de ce type devrait nous renvoyer à la lecture des actes du procès Flaubert, intenté contre *Madame Bovary*, et publié aujourd'hui dans les bonnes éditions, car ce qui était débattu devant la justice en 1857 est d'une frappante et cruelle actualité, signe de la régression à laquelle nous assistons.

La confusion entre l'œuvre et la pensée de l'auteur revient à nier ce qui fait l'essence du geste artistique, soit la représentation du réel à partir de la subjectivité de l'artiste, et la proposition d'une interprétation dans une forme qui permet la mise à distance et préserve la liberté du spectateur. L'œuvre ne naît vraiment que dans cet échange. La priver de public, c'est la tuer. Il faut, parfois, malgré les idées de leurs auteurs, sauver les œuvres. Le cas de Céline est ici emblématique, pour ne citer que lui.

La réflexion que l'Observatoire mène depuis sa création en 2001 autour de la réception des œuvres nous paraît plus que jamais nécessaire, alors que les tensions du monde sont loin d'être apaisées et que se multiplient, bien au-delà du documentaire, les censures faites au nom d'un public qui ne serait pas prêt à recevoir, ou qui risquerait d'être choqué. Ainsi, une exposition d'Hans Bellmer a été déprogrammée d'une galerie londonienne, tout comme l'opéra de Mozart *Idoménée*, à Berlin : la peur du public est mauvaise conseillère partout en Europe.

Il existe des recours contre la censure. Ainsi, au sujet de trois expositions d'art contemporain annulées par leurs commanditaires, toujours au nom du public (conseil général du Var, commune de Carpentras, université de Toulouse le Mirail), l'Observatoire se félicite que les tribunaux administratifs saisis aient systématiquement condamné le préjudice causé aux artistes (Gloria Friedmann, Jean-Marc Bustamante, Aude du Pasquier Grall), et qu'ils aient ainsi tenu leur rôle de gardiens des libertés fondamentales.

Mais, à l'inverse, des diffuseurs, des éditeurs ou des auteurs sont aujourd'hui poursuivis pénalement pour avoir rendu publiques des œuvres dont le contenu dérange, qu'il s'agisse de romans (*Il entretrait dans la légende*, de Louis Skorecki, *Plateforme*, de Michel Houellebecq, *Pogrom*, d'Éric Bénier-Bürckel) ou d'expositions d'art contemporain. Fort heureusement, dans ces trois cas, les tribunaux se sont révélés les gardiens de la liberté d'expression. Mais, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le directeur du musée de Bordeaux, où l'exposition « Prémusés innocents » a eu lieu en 2000, vient d'être mis en examen, six ans après les faits, par un juge d'instruction (voir ci-contre, NDLR).

Exposés aux désirs de les soumettre à un contenu, de leur imposer des interdits moraux, religieux ou politiques, de les instrumentaliser au profit de la réalité façonnée par les convictions des uns ou des autres, les œuvres, aujourd'hui au moins autant qu'hier, requièrent une protection déterminée et la solidarité de tous.

L'Observatoire appelle à une réflexion sur les conditions de réception des œuvres et compte sur les États généraux du documentaire de Lussac pour retrouver le chemin du débat, et de ce débat.

## Le mouchoir des tartuffes

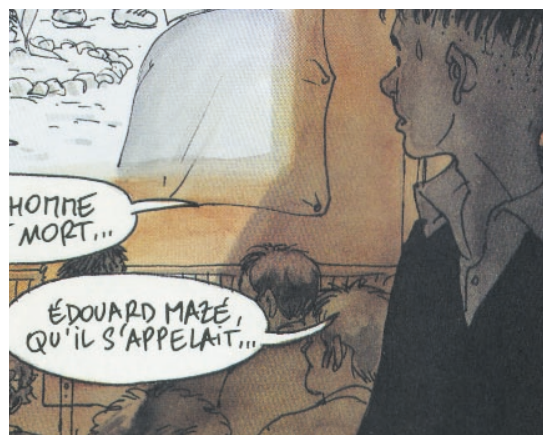
Cela rassure : la police et la gendarmerie travaillent à retrouver les individus dangereux. Dernier exemple en date : Henry-Claude Cousseau. Son crime ? Avoir organisé, en 2000, en tant que directeur du CPAC, le musée d'Art contemporain de Bordeaux, une exposition sur le thème de l'enfance, « Prémusés innocents ».

Deux cents œuvres, quatre-vingts artistes de renommée internationale, dont Annette Messager, Christian Boltanski, Jeff Koons ou Maurizio Cattelan, 30 000 visiteurs, mais aussi... une association agénais de protection de l'enfance, la Mouette, qui, après la fermeture de l'exposition, porte plainte contre les organisateurs, les artistes et les organismes prêteurs des œuvres, les accusant d'avoir présenté des « images très violentes, à caractère pornographique ». Six ans plus tard, Henry-Claude Cousseau, désormais directeur de l'École nationale des beaux-arts de Paris, est mis en examen. Ne pas voir, dans le récent retour aux affaires bordelaises d'Alain Juppé, qui avait à l'époque boycotté l'exposition et avait interdit à son adjointe à la culture de se rendre au vernissage, un lien de cause à effet...

Nous n'avons pas visité l'exposition en 2000. Mais les nombreux enseignants et éducateurs qui ont emmené des classes d'élèves découvrir « Prémusés innocents » ont témoigné de la qualité pédagogique de l'accueil du CPAC – le personnel faisait suivre aux élèves un parcours qui les détournait des œuvres « sensibles » – et ont souligné les vertus de l'exposition à mettre en valeur la façon dont la société exploite l'image de l'enfant et la violence qui lui est faite.

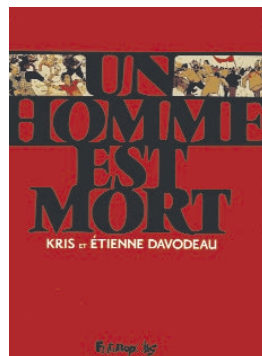
Alors ? Alors, face à l'entreprise de destruction systématique des avancées de 1968, tant en ce qui concerne la pensée que les mœurs, l'art se retrouve en position difficile. Jusqu'à maintenant, quand ils travaillaient les limites ou les tabous de notre société, on traitait les artistes de provocateurs organisant leur propre promotion. Désormais, l'accusation de pédophilie est au bord des lèvres. Il ne s'agit certainement pas de nier aux artistes toute responsabilité. Mais le recours aux tribunaux correctionnels est une arme d'intimidation. Ceux qui en usent sont incapables d'arguments rationnels tant envers les artistes qu'envers les spectateurs. La protection de l'enfance est devenue le mouchoir des tartuffes. Et c'est en son nom que le public est infantilisé.

CHRISTOPHE KANTCHEFF



## Colère de Brest

**BANDE DESSINÉE.** Kris et Davodeau ressuscitent un film de René Vautier. Et l'émotion de la lutte.



**RÉALISÉ EN 1950** par René Vautier, cinéaste engagé et longtemps censuré, le film *Un homme est mort* a cessé d'exister la même année. Littéralement. L'unique bobine a rendu l'âme. Le scénariste Kris et le dessinateur Davodeau montrent, en images fixes, son auteur, tout penaud, balayant les restes de la pellicule, répondant à un compliment : « C'était un beau film... Mort au combat. »

Son combat ? La grève des ouvriers brestois dont la répression fit, elle, un mort de chair et de sang, Édouard Mazé, syndicaliste CGT. Appelé par ses camarades, le cinéaste aide à la lutte : d'abord tourner le court-métrage avant de le faire tourner. La nuit, de baraquement en baraquement, le projecteur dans une décapotable, une bache de camion pour écran. Cent cinquante projections. L'encrage tout en ocre et noir, le rythme des cases,

leur silence, en restituent la beauté éphémère. L'émotion saisit les visages, les fige d'abord, puis les anime, jusqu'aux paroles qu'elle fait naître, à la détermination qu'elle renforce. Sans lourdeur ni pathos. Car l'émotion se niche également derrière les blagues potaches, les répliques joyeuses qui s'échangent dans l'action, aident à en amoindrir les tensions. Mort de sa belle mort, voilà le film de Vautier soudain revisité. Ressuscité.

Ressuscité aussi, dans cette bande dessinée, le poème de Paul Éluard, *Un homme est mort*. Écrit pour un résistant, il fut lu par Vautier à chaque projection de son film. Réinventé par P'tit Zéf, coéquipier du cinéaste : les mots lui ont servi une fois, une fois seulement, de canevas pour libérer sa rage et sa peine. Celle d'avoir vu un camarade tomber à ses pieds. Ressuscité, enfin, le grand-père du scénariste Kris : son héros d'enfance, qui lui donna le goût des mots et de l'engagement, réapparut à côté du cercueil de Mazé, dans des images d'archives. Un homme est mort. « Mais grâce à lui, nous nous connaissons mieux. Tutorons-nous. Son espoir est vivant. »

MARION DUMAND

*Un homme est mort*, de Kris et Étienne Davodeau, Futuropolis, 80 p., dont 16 de dossiers, 15 euros.



## Glacé

**CINÉMA.** Dans « Cœurs », Alain Resnais ne retrouve pas l'inventivité qui est la sienne.

« CŒURS » COMMENCE par un long travelling aérien, du quai de Bercy au quartier de la Très Grande Bibliothèque, à Paris. Un travelling de poche, à vrai dire, puisque ce qui est là survolé est une maquette. Ostensiblement. Nous sommes bien chez Alain Resnais, grand cinéaste passé maître de l'antinaturalisme, du faux-sembant et de la mise en scène comme sur un plateau (de théâtre).

*Cœurs* réunit ses comédiens fétiches – Pierre Arditi, Sabine Azéma, André Dussollier, Lambert Wilson – auxquels s'adjoignent cette fois-ci l'impeccable Laura Morante, la pâlotte Isabelle Carré et, sans jamais apparaître, Claude Rich, en vieux père alité d'Arditi, érucant jurons et vulgarités. Réunir, là aussi, est un mot trop fort. En réalité, ces personnages ne se trouveront jamais ensemble à l'écran. Si *Cœurs* est bien un film choral, il s'agit plus exactement de dialogues successifs, entre le trop sage Thierry (Dussollier) et la drôle de paroissienne Charlotte (Azéma), entre celle-là même et le dévoué Lionel (Arditi), barman dans un hôtel où il sert de confident à Dan (Wilson), qui boit pour oublier que le couple qu'il forme avec Nicole (Morante) bat sérieusement de l'aile, etc.

Comme *Smoking/No smoking*, *Cœurs* est l'adaptation (signée Jean-Michel Ribes) d'une pièce du dramaturge anglais Alan Ayckbourn. Alain Resnais a choisi cette pièce parce que « plus grave et mélancolique que d'habitude ». Est-ce pourquoi *Cœurs* ne retrouve pas la légèreté et surtout l'invention de *Smoking/No smoking*, mais fait songer au compassé *Mélo* ? Pas uniquement. Du point de vue visuel, tout d'abord, *Cœurs* est un film extrêmement léché, où nul détail de lumière, de décor n'est laissé au hasard, au point que tout finit par « faire effet ». Les comédiens, contraints par cet environnement esthétique au cordeau, sont lancés comme sur des rails : ils donnent exactement ce qu'on attend d'eux. Ils le font bien, mais sans surprise.

Cette absence de libre arbitre est en fait le sujet du film, qui, selon le cinéaste, porterait cette idée : « Le mouvement d'un personnage peut bouleverser le destin d'un autre sans pour autant le connaître, voire le rencontrer. » Hélas, cette dimension métaphysique n'est jamais atteinte. Tout au plus, il est question de solitude. Mais il ne suffit pas de faire constamment tomber de la neige, y compris entre chaque scène (une citation de *L'Amour à mort*), pour signifier que, dans les poitrines de Charlotte, Thierry, Lionel ou Dan... battent des *Cœurs* en hiver.

CHRISTOPHE KANTCHEFF

### EXPOSITION

#### Gangsters

Attraction ou nostalgie ? Pénétrer dans l'exposition, d'apparence modeste, « Gangsters de Paris » à la Bibliothèque des littératures policières (Bilpo), c'est comme basculer dans un univers parallèle. Un univers trempé d'affiches de films (*Du rififi à Paname*, *Touchez pas au Grisbi*, *le Doulos*, *l'Affranchi*), de couvertures de livres (*Panorama de la Pègre*, de Blaise Cendrars, *Jésus la Caille*, de Francis Carco, *la Métamorphose des cloportes*, d'Alphonse Boudard), de unes homériques de *Détective*, de coupures de presse sur Émile Buisson, Pierrot le fou, les frères Zemour, les Pantinois, les Corses... de photos de rades, d'eaux-fortes montrant des filles nues, de spécimens de la monnaie de singe qui s'échangeait dans les bordels, et aussi de vues de Paris. Car cette histoire du Milieu de 1920 à 1970 combine un regard sur l'évolution de la ville et une esquisse sociologique sur les mauvais garçons. Des apaches et rôdeurs de barrières des débuts aux fondus sanguinaires de la fin, en passant par l'heure américaine et l'époque « faste » de l'Occupation, l'exposition traverse un fantasme. Attraction ou nostalgie ? Fascination plutôt, pour ce Milieu disparu, avec ses coutumes, ses figures, sa langue, son suspense, et surtout son style, qui a alimenté faits divers et imaginaires, comme deux vases communicants. Il n'y a qu'à passer dans la bibliothèque mitoyenne pour mesurer à quel point : si le fonds archivé est considérable, les magazines d'aujourd'hui font pâle figure.

I. M.

**Gangster de Paris, Bilpo, 48-50, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris, 01 42 34 93 00. Jusqu'au 31 janvier.**

## Vox populi à l'italienne

**THÉÂTRE.** Ariane Ascaride joue deux monologues de Dario Fo et Franca Rame. Saignant !



BRIGITTE ENGERAND

**POURQUOI A-T-ON, EN 1997,** décerné le Nobel de littérature à Dario Fo, et non au tandem qu'il forme avec Franca Rame, alors qu'ils écrivaient main dans la main ? Le Nobel, ce gentil ramassis de machistes, a perdu une bonne occasion de montrer – ce n'est jamais inutile – que la femme est, au moins, l'égale de l'homme. Quand il monte *la Maman bohème* et *Médée*, Didier Bezace n'oublie pas, lui, de mentionner la double paternité (ou maternité ?) de ces œuvres ! Dans ces deux monologues, c'est une mère qui est en scène. Une mère en guerre contre le conformisme et les pouvoirs, politique et masculin. La mère est justement le thème de la saison au théâtre de la Commune, que dirige Didier Bezace. La programmation, à laquelle la comédienne Ariane Ascaride apporte son énergie formidable de Marseillaise qui a volé une partie de sa culture à la criée italienne, laisse les mères idéales au vestiaire, et va chercher les génitrices dans la rue et dans les coulisses de la mythologie.

**Acte un : la Maman bohème.** La femme qui entre en scène, fagotée comme l'as de pique (carrément bariolée), cherche à échapper à des flics. Car c'est une militante, une révolutionnaire. Le seul refuge qu'elle trouve est une église, et même un confessionnal. Comme la niche est habitée par un prêtre invisible, elle va se confesser. Elle est « communiste croyante » ! Elle parle donc au prêtre, lui raconte sa vie, ses luttes, la dureté du mariage, son retour à la solitude... Tout ce qu'elle confie contrevient aux vérités de l'Église, qui reste, par-dessus le marché, l'alliée de la police. Dans cette première partie, Ariane Ascaride, les cheveux en pétard, la jupe mini et les talons maxi, semble tout droit sortie du *lumpenproletariat*

romain. Elle est une poissarde chahutée par la vie, qui la chahute à son tour : drôle et bouleversante.

**Acte deux : Médée.** Rame et Fo nous préviennent en prologue que, cette fois, la pièce n'est pas drôle. Mais on est quand même secoué de rires, grâce à la mise en scène de Bezace. Plus sobrement vêtue, le visage maquillé à grands traits pour retrouver la pureté du masque antique, Ariane Ascaride incarne une Médée moderne, qui met en œuvre sa vengeance contre l'infidèle Jason aux dépens des deux malheureux enfants bientôt sacrifiés. La pièce renferme un cri de révolte contre la société des mâles. Mais le metteur en scène, en évoquant burlesquement l'infanticide, invente une action comique qui amplifie l'idée de vengeance. Tandis qu'elle parle, Médée prépare à manger, et Jason vient ingurgiter son horrible mixture sous les yeux des spectateurs. Ariane Ascaride est, là encore, admirable, jouant sur deux tons la femme du peuple et la femme mythologique, possédée par ses voix intérieures. Didier Bezace a conçu ce diptyque comme un hommage aux idées de Mai 68. La « chienlit » de cette année-là est d'ailleurs saluée dans le prologue. Ariane Ascaride et lui ont retrouvé en même temps l'insolence bouffonne des farces antiques. Le peuple bousculait les empereurs romains, qui en tremblaient sur leur socle ! Comme il est aimable, ce théâtre où la *vox populi*, dans sa version féminine, retrouve la verdeur mal élevée et malodorante des origines !

GILLES COSTAZ

**La Maman bohème et Médée, théâtre de la Commune, Aubervilliers, 01 48 33 16 16. Jusqu'au 17 décembre. Texte français de Valeria Tasca aux éditions Dramaturgie.**



# Récit

Nous revenons ici sur la crise qui a secoué durement notre journal au cours des derniers mois. Et nous apportons certains éléments que nous n'avions guère eu l'occasion d'expliquer jusqu'ici. Nos lecteurs y comprendront que les difficultés ont d'abord été politiques avant d'être économiques. Et qu'elles ne sont pas sans rapport avec la crise d'Attac.

## Quelle histoire !

D

e nombreux lecteurs ont noté qu'il y avait comme un maillon manquant dans la chaîne de nos explications. On nous demande comment il se fait que l'équipe du journal ait découvert le péril, comme ça, un certain lundi 2 octobre, alors que, la semaine précédente, il n'était fait mention d'aucune difficulté économique. Pourquoi soudain cet appel à trouver un million d'euros en quinze jours ? Que s'est-il passé ? À cette question, nous avons répondu incomplètement. Nous avons indiqué que l'un de nos actionnaires, candidat à la reprise du titre à cent pour cent, s'est brusquement désisté le 1<sup>er</sup> octobre. Vrai. Absolument vrai. Et toujours difficilement compréhensible. Mais, nous demandent certains lecteurs, pourquoi fallait-il un repreneur si tout allait bien ? C'est évidemment une bonne question. Le désistement du candidat repreneur, en l'occurrence Thierry Wilhelm, a certes ajouté un élément de dramatisation à la situation. Mais ce désistement n'explique pas l'origine de la crise. Il n'en a pas été la cause puisque *Politis* était déjà en dépôt de bilan depuis le 8 août. Pourquoi donc ce dépôt de bilan ? La déjà longue histoire du journal (dix-huit ans) ayant été marquée par plusieurs dépôts de bilan, s'agissait-il d'une crise économique de plus dans une existence décidément chaotique ? Non ! La crise qui a affecté *Politis* cette fois est d'une autre nature. Elle a été provoquée, au minimum, par une coupable négligence. Au pire, par une stratégie visant à transformer *Politis* dans son contenu, et cela contre son équipe.



Avant d'en dire plus, rappelons que les premières difficultés apparues quelques mois après le lancement de *Politis*, en janvier 1988, ont résulté d'une classique sous-capitalisation. En outre, l'idée d'un journal à contre-courant de la pratique journalistique dominante, attaché – au risque d'une certaine austérité – au traitement de fond des problèmes de l'époque, écologiques, démographiques, Nord-Sud, plutôt qu'aux « petites phrases » ou aux aspects scandaleux, ne s'est pas imposée aussi vite que les fondateurs de *Politis* l'avaient espéré. Sans doute *Politis* était-il trop à contre-courant dans les années 1990, années

fric, années paillettes, années Tapie... Ce n'est qu'au tournant de la décennie, et de façon significative, que le journal a connu une spectaculaire progression. De 1999 à 2004, le nombre de ses abonnés a crû de 66 %, passant de 6 000 à 10 000, avant de connaître une période de stagnation et d'érosion conduisant à la situation actuelle. L'entrée de Thierry Wilhelm dans le capital de *Politis*, en 1998, puis celle du *Monde diplomatique*, en 2000, ont évidemment été salvatrices. Ce sont ces interventions qui ont permis ce développement. On les doit en partie à l'action de Jean-Pierre Beauvais, directeur général depuis 1997. Cette percée est évidemment aussi en rapport avec l'émergence du mouvement altermondialiste, et notamment d'Attac, dont *Politis* fut un membre fondateur, à l'initiative de Bernard Langlois, de Gérard Ryser et de moi-même. Mais ces trois-là n'ont jamais pensé que *Politis* avait vocation à être le « journal d'Attac », et moins encore celui d'un clan au sein d'Attac. C'est hélas cette conception que l'on a tenté de nous imposer, notamment, à partir de 2000, par de violentes interventions de la secrétaire générale d'Attac, Michèle Dessenne, au sein de la rédaction. Le paroxysme ayant été atteint en 2003, lorsqu'il fallut faire face à une tentative de débauchage de plusieurs journalistes « invités » à publier un numéro spécial de *Politis* consacré à Attac, et sous la responsabilité... de la secrétaire générale d'Attac. Le projet de faire *Politis* sans sa rédaction en dit long sur la volonté d'appropriation du journal, et

### Politis cherche un million d'euros

**PLURALISME** - L'hebdomadaire se mobilise après la défection de son reprenneur.

Barre-bas de combat à Politis. Il nous faut un million d'euros d'ici la fin du mois... assure le directeur de la rédaction, Denis Sieffert. Et c'est pour quoi l'hebdomadaire, en redressement judiciaire depuis le 8 août (l'Humanité du 31 août) lance une souscription « auprès de [ses] lecteurs et de tous ceux pour qui l'existence de notre titre importe ».



Denis Sieffert à la rédaction de Politis.

Pourtant, « vendredi dernier, nous mettons la touche finale, avec Thierry Wilhelm, actionnaire minoritaire de Politis depuis près de huit ans, au plan de reprise du journal. Un projet de développement – et non pas simplement de survie – comme rarement nous en avons connu. Et puis, dans la soirée, il nous a contacts pour nous annoncer que, pour des raisons personnelles, il retirait son offre. Nous sommes des maîtres porteurs de ce projet. Mais sans financement... ».

Même si le tribunal de commerce a prolongé la période d'observation de deux mois, « du fait de notre tré-

orerie nous ne pourrions tenir qu'un mois », précise le directeur de la rédaction qui, avec le reste de l'équipe, travaille à la constitution d'une société simplifiée par actions, où le personnel et les donateurs seraient actionnaires.

Pour Christophe Kandcheff, représentant du personnel, « il n'y a pas de lien de cause à effet » entre la défection de Thierry Wilhelm et le texte que la société des personnes de Politis a envoyé aux adhérents d'ATTAC, où est dénoncée avec virulence la gestion du patron de Politis, Jean-Pierre Beauvais. « Ne serait-ce que parce que ce texte a été diffusé au lendemain du retrait de l'offre. »

Mais, déplore un élu, « on a peu de marge de manœuvre face à un dirigeant soutenu par ses actionnaires ». Qui plus est lorsque il y a divergence de vue sur l'orientation du journal, Denis Sieffert rétorque la nécessaire indépendance du titre « que viennent appuyer plusieurs motions de défiance des personnes à l'encontre de leur dirigeant » lorsque il s'est exprimé au nom de Politis sans nous consulter.

Pour la suite, en revanche, « tout est ouvert », laisse entendre Denis Sieffert lorsqu'on l'interroge sur un certain nombre de dépenses qui auraient pointées le comité d'urgence. Toutefois, pour l'équipe, « l'urgence, c'est de trouver des fonds pour Politis. Non pas simplement pour survivre – pour cela, 20000 euros suffiraient – mais pour que nous développions, car, paradoxalement, nous sommes un journal qui pourrait être à l'équilibre ». Avant-hier, 5000 euros avaient déjà été trouvés.

Sébastien Horner

Consultez [www.politis.fr](http://www.politis.fr)

Les auteurs belges aux troussees de Google?

Les journalistes et photographes de presse belges s'apprêtent à se joindre aux éditeurs belges francophones dans leur combat contre Google et Google News. Les éditeurs, qui voulaient que le portail leur demande une autorisation préalable avant de publier leurs articles et qu'il les rémunère, ont récemment obtenu que Google News purge son site de tous leurs articles.

**Journaux américains: les sites à la fête**

Les sites Internet des journaux américains attirent un tiers de visiteurs de plus qu'il y a un an, selon une étude de l'Association des journaux d'Amérique. Au cours du premier semestre 2006, une moyenne de 55,5 millions de personnes ont consulté chaque mois le site d'un journal contre 42,4 millions un an plus tôt.

**Pas de télé pour « Parisien »**

Le groupe Armory, éditeur de la chaîne de télévision la

### «Politis» cherche un million d'euros

L'hebd fait appel à ses lecteurs alors que le reprenneur pressenti vient de se désister.

Le personnel de Politis est sous le choc. Il y a quelques jours encore, les salariés pensaient qu'ils allaient enfin avoir les moyens de sortir de l'économie de survie qui est la leur depuis la création de l'hebd en 1988. Et puis, dimanche, le publiciste qui devait déposer un plan de reprise s'est désisté. Actionnaire minoritaire soutenant fidèlement le journal depuis huit ans, Thierry Wilhelm travaillait pourtant depuis plusieurs mois, avec le personnel, sur un projet d'entreprise. Ce plan devait donner à Politis, en redressement judiciaire depuis le 8 août, les moyens d'élargir son audience, en particulier sur l'Internet.

Au siège de l'hebdomadaire altermondialiste, un petit immeuble à la peinture écaillée, dans le quartier populaire de Charonne, à Paris, on s'interroge. Pour-



La une de l'hebd de cette semaine.

appel aux lecteurs et aux investisseurs éventuels pour réunir cette somme avant la date fatidique du 30 octobre (1). « Ce qui est en jeu », déclare Denis Sieffert, « est la question de la diversité du champ médiatique. Politis est une voix originale, singulière, qui n'a pas toujours eu les moyens de se faire entendre alors qu'il a été l'un

des premiers à traiter de l'économie solidaire, du commerce équitable ou d'environnement... » L'actionnariat actuel de Politis se partage entre le Monde diplomatique (15%), Thierry Wilhelm (3%) et surtout une association pour la défense de la pluralité de la presse très liée à Attac (98%). Le président et le directeur général de l'hebd sont proches de la rédaction sortante d'Attac. Ils auraient été déçus de ne pas avoir réussi à transformer le journal en organe officiel de l'association altermondialiste, la rédaction voulant conserver son indépendance et son esprit critique. Du coup, il se sont désintéressés de l'hebd. Politis, dont la diffusion tourne autour de 13 000 exemplaires, n'est pourtant pas loin de l'équilibre: il perd environ 15 000 euros par mois. « Personne ne s'empêcherait », assure Denis Sieffert, « mais, avec des moyens, nous pourrions nous développer ».

Reste le ton, l'équilibre entre les notes et les mots, mais qui réfrènerait parfois l'enthousiasme des amateurs peu avertis. « Sur 24 heures de programmes, nous diffusons 13 heures de concert et, dans nos émissions, nous veillons à ne pas dépasser 30% de temps de parole, comptabilisé Beauvais. Nous ne nous battrions pas à tomber dans le côté "nécro" de Radio Classique ».

OLIVIER COSTANTINI

### France Musique se pique de notes économiques

Pour contrer le succès de Radio Classique, la station publique propose une grille de rentrée «rafraîchie».

« C'est la deuxième année qu'on met de l'économie le matin », sourit Thierry Beauvais, directeur de la station musicale du service public depuis septembre 2004. D'ailleurs, je ne vois pas trop ce qu'on pourrait apporter avec la politique, l'engagement traité par tous les 7-9. Nous avons, en revanche, remarqué que les gens qui s'inté-

la terminologie marketing? Marche arrière immédiat de Beauvais qui estime que ses auditeurs se rencontrent aussi chez « les jeunes ou les chefs-fleurs de taxi ».

En boucle. De fait, France Musique est à la peine. La chaîne publique avec ses petits moyens de promotion (une tournée de 150 000 euros par an) tente de faire à l'ombre la

group de musique classique, bien sûr, mais également d'analyses économiques distillées par des « stars » des ondes et du petit écran. « Il est clair que nous ne jouons pas dans la même cour », comment Beauvais, mais nous devons récupérer ceux qui sont passés sur Radio Classique et qui s'empêchent de

Reste le ton, l'équilibre entre les notes et les mots, mais qui réfrènerait parfois l'enthousiasme des amateurs peu avertis. « Sur 24 heures de programmes, nous diffusons 13 heures de concert et, dans nos émissions, nous veillons à ne pas dépasser 30% de temps de parole, comptabilisé Beauvais. Nous ne nous battrions pas à tomber dans le côté "nécro" de Radio Classique ».

accessoirement sur une certaine conception de l'indépendance de la presse. Le refus unanime de l'équipe a finalement découragé ces ardeurs. Le problème est que ce débat n'a jamais eu lieu. Les intentions du directeur général de Politis et d'une partie au moins de la direction d'Attac – et peut-être seulement de sa secrétaire générale – n'ont jamais été affichées au point de pouvoir être débattues.

**Est-ce la déception ?** Est-ce le sentiment que l'équipe de Politis serait décidément moins maniable que prévu ? Toujours est-il que le directeur général a ensuite donné nettement l'impression de se désinvestir de sa fonction pour s'impliquer bientôt à plein temps dans la direction d'Attac. Des négligences répétées et un absentéisme chronique ont alors lourdement pénalisé l'entreprise. Nous avons déjà eu l'occasion de le dire : à partir d'avril 2003, le directeur général a par exemple négligé de faire valoir les droits de Politis à des tarifs postaux préférentiels au titre de l'aide à la presse. À partir de septembre 2005, le manque à gagner sur ce seul poste budgétaire a représenté 6 800 euros par mois. Cette période s'est aussi caractérisée par une inertie dans le domaine de la promotion. Notre responsable de la publicité, par ailleurs exempté de tout reproche, étant placée dans une situation intenable. Le seul mailing important planifié s'est achevé en fiasco. Un numéro d'actualité préparé par la rédaction le 4 novembre 2004 pour servir de support au mailing, et évidemment destiné à être lu dans la semaine, n'a été envoyé par le directeur général que... fin janvier 2005. L'opération s'est soldée par une perte de 48 000 euros. De même, la

rédaction a dû prendre elle-même l'initiative de créer un site Internet, bousculant l'inertie du directeur général. L'attitude de ce dernier a progressivement fait naître un fort climat de méfiance, puis de défiance, de la part d'une rédaction qui n'a cependant jamais baissé les bras, ni même perdu de son enthousiasme.

**Hélas, les différentes tentatives d'alerter les actionnaires** sont restées sans suite. À l'exception de Thierry Wilhelm, qui ne possédait plus que 1 % du capital, les autres actionnaires de la SAS Politis sont restés de marbre devant les différents courriers que je leur ai adressés en tant que directeur de la rédaction. Un rapport d'audit qui leur a été livré à la mi-décembre 2005, et qui pointait les anomalies de fonctionnement et de gestion, n'a jamais fait l'objet d'une discussion. Les réunions qui devaient s'en saisir ont été brusquement annulées. Même les réserves émises par le commissaire aux comptes, fin 2005, portant sur 35 000 euros de dépenses inexplicables effectuées par le directeur général, n'ont provoqué aucune réaction particulière, ni la moindre disposition pour redresser la barre. Loin de mettre en cause l'absence de gestion et l'absentéisme du directeur général, son implication permanente dans Attac au détriment de Politis, c'est la « ligne rédactionnelle » qui a été mezza voce incriminée. Cette inertie de l'actionnariat et sa bienveillance par rapport à une gestion qui apparaissait à l'évidence calamiteuse sont un autre sujet d'interrogations. On ne veut pas imaginer qu'elle se soit inscrite dans une attitude délibérée visant à mettre à genoux l'équipe de Politis. On préfère croire que l'actionnariat de Politis, très

proche (à l'exception de Thierry Wilhelm) de la direction d'Attac, a tout simplement sous-estimé la gravité de la situation. Mais peut-être y a-t-elle aussi trouvé avantage. La voix de Jean-Pierre Beauvais (et donc de Politis) était acquise à la direction sortante dans les querelles internes d'Attac – et cela en dépit du souci de neutralité revendiqué par l'équipe de Politis. Et Politis payait, de facto, un permanent à Attac. Quoi qu'il en soit, le principe était déplorable. Et le dommage considérable pour notre journal, en termes économiques : poids d'un salaire improductif, dépenses de représentation sans rapport avec l'activité de Politis, abandon de la gestion, paralysie totale du développement.

**C'est pour se sortir de cette situation**, qui nous conduisait inexorablement dans le mur, que nous avons, Thierry Wilhelm et moi-même, travaillé à partir de début 2006, à un plan de reprise, et souhaité revenir devant le tribunal de commerce. Nous avons ainsi anticipé une crise économique probablement fatale, ou qui nous aurait conduits vers d'imprévisibles aventures politiques. Puisque la voie qui nous était proposée était de « tenir en attendant la victoire de Ségolène Royal en 2007... » Une promesse qui s'est éclaircie depuis que nous avons appris, ces jours-ci, que l'ex-secrétaire générale d'Attac avait rejoint le staff de la candidate socialiste. Faire de Politis le journal de Ségolène Royal, après avoir failli faire celui de la direction d'Attac, n'était guère, c'est le moins que l'on puisse dire, respectueux de la rédaction ni de nos lecteurs. Mais à quelque chose malheur est bon. Le bilan de cette crise incite paradoxalement à l'optimisme. En dépit d'une gestion défallante, d'une

### Politis et Attac

Nos lecteurs auront bien compris après avoir pris connaissance de l'article ci-contre que Politis sortait de cette crise plus que jamais déterminé à tenir toute sa place au sein d'une Attac altermondialiste et démocratique. Le soutien qui nous a été apporté par de nombreuses sections d'Attac témoigne à cet égard d'un sentiment de solidarité partagé. Nous les en remercions ici chaleureusement. Par ailleurs, l'équipe de notre journal soutient la décision prise par Bernard Langlois de présenter sa candidature au prochain conseil d'administration. S'il est élu, il siègera en concertation avec la rédaction et le personnel du journal. En outre, pour l'élection du 8 décembre, nous sommes favorables à la liste que présente le collège des fondateurs, dont Jean-Pierre Beauvais a désengagé Politis sans notre consentement.

L'équipe de Politis



# Un mois pour sauver Politis

Après son dépôt de bilan de cet été, les plans de reprise et de développement de l'hebdomadaire *Politis* s'annoncent rochers. Thierry Wilhelm, déjà actionnaire minoritaire, devait présenter mercredi 4 octobre devant le tribunal de commerce son plan pour sortir l'hebdomadaire politique de l'incertitude et assurer son indépendance. Une façon aussi de mettre fin à la crise qui oppose la rédaction à son directeur général, Jean-Pierre Langlois, et le poussent vers la sortie. La société des rédacteurs lui reproche une gestion catastrophique du titre ainsi que ses mauvaises fréquentations avec l'ex-directeur d'Elle, France accusée de fraude fiscale.

**Politis. Politis.**

## PRELÈVEMENT JUDICIAIRE

« Politis » cherche 1 million d'euros pour assurer sa survie

L'hebdomadaire *Politis*, placé sous la tutelle judiciaire par le tribunal de commerce depuis le dépôt de son bilan, est en situation d'urgence. Le journal a enregistré une chute de 50 % de son chiffre d'affaires et une audience du titre qui a baissé de moitié.

Le 5 octobre, M. Sieffert, président du tribunal de commerce, a ordonné la mise sous tutelle de l'hebdomadaire. Le tribunal a nommé un administrateur judiciaire, M. Sieffert, pour gérer le journal. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire.

Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire.

torale. Mais 24 heures avant l'échéance fixée pour le dépôt des offres, soup de théâtre : Denis Sieffert, le directeur de la rédaction, reçoit un coup de téléphone du futur repreneur qui lui annonce son désengagement. « Pour raisons personnelles », dit-il.

Strangler dans la rédaction, l'offre de reprise et le plan de développement avaient pourtant été largement travaillés et finalisés jusqu'au dernier moment. Pour éviter la liquidation judiciaire synonyme de disparition du journal, la rédaction a dû monter un nouveau plan de reprise en catastrophe deux jours avant de passer devant le tribunal du commerce. « C'est une offre de

**Politis. Politis.**

## Médias & Politis

Les nouveaux visages de la presse altermondialiste

Après une nouvelle prise, l'hebdomadaire *Politis* a été saisi par les créanciers pour le capital social et la dette sociale.

Le tribunal de commerce a ordonné la mise sous tutelle de l'hebdomadaire. Le tribunal a nommé un administrateur judiciaire, M. Sieffert, pour gérer le journal.

Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire.

Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire.

Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire.

Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire.

Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire.

Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire.

Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire. Le tribunal a également ordonné la vente de l'hebdomadaire.

La presse, dont *Libération*, *l'Humanité*, *les Inrockuptibles*, *le Nouvel Économiste* et *le Monde*, a suivi pas à pas les efforts de *Politis* et son sauvetage par ses lecteurs.

Pour la première fois, *Politis* a été associé dans les médias à des valeurs positives de solidarité et de dynamisme. Pourvu que ça dure !

2006

# L'hebdomadaire «Politis» remis à flot par ses lecteurs

Une association a réuni près d'un million d'euros pour relancer le titre.

Politis remporte son pari. La main. L'hebdomadaire de gauche antiraciste et écologiste, en redressement judiciaire depuis le 8 août, a réussi à réunir 968 097 euros en un mois auprès de ses lecteurs, réunis dans l'association Pour Politis. Et le tribunal de commerce de Paris, convaincu par le projet des salariés du journal, a accepté hier leur plan de reprise. « Nous sommes très heureux de la mobilisation de nos lecteurs, qui se sont engagés de leur journal », nous a déclaré l'actuel directeur de la rédaction, Denis Sieffert, qui va devenir le nouveau président de Politis.



Hier dans les locaux de Politis, à Paris (XII). L'hebdo se vend à 13 000 exemplaires.

L'hebdomadaire, qui revendique 10 000 abonnés et 3000 ventes hebdomadaires, peut compter 13000 euros par mois. Mais la rédaction estime que le journal sera à l'équilibre avec une meilleure gestion. La nouvelle équipe de direction prévoit d'utiliser l'argent recueilli auprès des lecteurs pour investir notamment dans le site Internet de Politis. Son plan prévoit que Politis acquière des exemplaires, et chaque année un petit bénéfice de 2008.

Le journal a failli sombrer corps et biens début octobre. À l'époque, la rédaction travaillait à un plan de reprise avec un actionnaire minoritaire du titre, le publicitaire Thierry Wil-

helm. Mais celui-ci a jeté l'éponge à la veille d'une audience au tribunal de commerce, invoquant des « raisons personnelles ».

Le personnel de Politis a alors de lever un SOS à ses lecteurs, expliquant qu'il a besoin de réunir 1 million d'euros en un mois.

65 % à l'association Pour Politis, dirigée par Patrick Piro (journaliste à Politis) et quelques personnalités pour les 35 % restants : deux journalistes de l'hebdo (Denis Sieffert et Christophe Kontschew), deux

entrepreneurs et militants des libertés sur Internet (Valentin Lacomette et Laurent Chemla), le créateur de la Fondation pour une Terre humaine (Jean-Louis Oury), et l'universitaire Pascal Bonifas.

C'est la deuxième fois en une semaine qu'un journal est repéré par ses salariés grâces à l'argent recueilli auprès de ses lecteurs. Le 9 novembre, le tribunal de commerce de Lyon a retenu le plan de reprise présenté par le personnel de Tribune de Lyon.

OLIVIER COSTANTIN

medias

Droits élargi pour la presse. Le « secret de l'instruction » a du plomb dans l'

Spécialiste du droit, M. Christy, qui est formé par le 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel, mardi, représente table préparée pour le des journalistes en d'investigation - et du la liberté de la presse. Désormais, si ce jugement (par les autres tribunaux) des journalistes n'aurait crainte d'être mis en et condamné pour avertir de l'instruction qu'ils ont réussi à se p dans le cadre de leur une pièce d'un dossier. Jusqu'ici, il ne peut être poursuivi pour avoir agi s'agissant de se défendre dans à l'usage procédural de tion. Mais le tribunal national a estimé qu'il y a eu une violation de la loi. Les journalistes à produire documents couverts par de l'instruction pour se défendre devant une jur et dans le même temps réprimer pour la diffusion de documents couverts. « C'est une décision loi de la Cour de cassation. C'est une décision de l'Assemblée nationale », explique-t-il. Plusieurs journalistes et de l'équipe ont en possession de documents de la Cour de cassation. Le jugement du 17<sup>e</sup> chambre des magistrats. L'Assemblée nationale a un journaliste de l'Assemblée nationale et un journaliste de l'Assemblée nationale. Ils ont tous deux été relaxés.

inertie totale, le journal est parvenu à limiter les pertes. Différents signes (réunions publiques, conférences animées par des journalistes de *Politis*) ont témoigné d'un potentiel de développement inexploité.

**Notre confiance s'appuie aujourd'hui sur trois données objectives.** La première, la plus spectaculaire, réside dans le succès considérable de la souscription lancée dans les conditions difficiles que l'on sait. En plus de l'immense élan de solidarité qui a été relayé par de nombreux médias – dont certains, comme l'hebdomadaire *Marianne*, ont directement contribué –, plus de 7 000 souscripteurs sont intervenus dans un délai d'un mois. Au total, 968 000 euros ont pu être recueillis, notamment par l'association Pour *Politis*. En dehors de toute campagne d'abonnements, et alors que les lecteurs étaient sollicités par ailleurs, 350 nouveaux abonnements ont été souscrits au cours des mois de septembre et d'octobre. Les ventes en kiosques ont atteint leur niveau le plus élevé. Ce mouvement témoigne de l'attachement des lecteurs à leur journal, et de l'originalité qu'il possède à leurs yeux. Il donne la mesure d'un potentiel qui pourrait être exploité dans le cadre d'un suivi méthodique. Il répond accessoirement à ceux qui voulaient faire porter la responsabilité des difficultés sur la « ligne rédactionnelle ».

**La deuxième donnée objective réside dans l'équipe elle-même.** La rédaction et le personnel de *Politis* n'ont jamais cessé de livrer un journal de qualité malgré l'inertie de la direction générale. Ils n'ont jamais cessé de proposer des

évolutions et des mutations malgré l'attentisme et les attermoissements. Dans le cadre du projet de reprise, qui est aussi un projet de relance, l'équipe a fait le choix de recourir le plus possible aux ressources internes. La création de deux demi-postes (modérateur web et communication) est indispensable pour parvenir à nos objectifs. Une cellule de gestion est organisée sans création de poste à partir de compétences sollicitées au sein de l'effectif. La troisième donnée objective repose sur la perspective proche d'une période électorale, traditionnellement fertile en débats, et toujours féconde pour un journal comme *Politis*. Courant janvier, nous nous proposons de faire évoluer le journal pour en favoriser la lisibilité, puis de développer le site web afin de permettre à *Politis* de bénéficier de la place particulière qu'il occupe au cœur du mouvement associatif. Contrairement à leurs prédécesseurs immédiats, les nouveaux responsables (qui n'avaient jusqu'ici que des responsabilités rédactionnelles) sont engagés à plein temps dans *Politis*. Ils savent aussi pouvoir compter sur l'expérience et la confiance de Bernard Langlois, fondateur de *Politis*, qui nous a apporté un soutien inestimable tout au long de cette crise. Ils bénéficieront de surcroît du soutien logistique des actionnaires de la nouvelle société, dans le domaine de l'informatique, comme il a déjà été dit, mais aussi dans l'accompagnement de la gestion.

**Gare cependant à l'effet d'optique.** Beaucoup de nos lecteurs nous disent : avec un million d'euros, vous pouvez tenir longtemps. « Tenir » n'est pas pour nous, en soi, un objectif enthousiasmant.

Nous voulons que *Politis*, journal indépendant, se développe pour mieux diffuser des idées, mieux défendre des principes qui sont les vôtres, lecteurs, et qui sont les nôtres ; mieux rendre compte des grands débats de société, et mieux vous informer. La somme collectée est déjà fortement ébréchée par la reprise du titre, autrement dit le tribut laissé aux créanciers. Ou, si on veut le dire plus crûment encore, le prix payé de la gestion antérieure. Ce qu'il en reste est notre nouveau capital. Il n'a pas vocation à être entamé au-delà des quelques investissements indispensables. Nous devons donc absolument, et le plus rapidement possible, arriver à l'équilibre. J'imagine ce que ce discours peut avoir d'incongru pour certains de nos lecteurs. Il ne s'agit nullement pour nous d'un propos mercantile ou d'une concession à l'idéologie de marché. Il s'agit d'une ambition politique, au meilleur sens du mot, pour assurer la pérennité d'un journal libre et lui permettre de faire entendre sa voix le plus loin possible. Il ne fait aucun doute que la situation correspond mieux aujourd'hui à la conception défendue dès l'origine par *Politis*. De plus, Internet offre les moyens d'une relation nouvelle avec le lectorat, dont les fondateurs de *Politis* avaient eu l'intuition. Le lecteur de *Politis* est un citoyen actif. Il ne lit pas seulement ce journal pour s'informer. Il ne le choisit pas seulement parce que la pléthore d'informations qui nous submerge rend plus nécessaire que jamais un travail journalistique qui propose des clés de compréhension, une vision moins ethnocentriste des événements du monde – ce qui est déjà beaucoup –, il le choisit et le lit pour agir dans la société.

DENIS SIEFFERT

# « Pour Politis »

## Adhérez à l'association !

**L**e 4 octobre dernier, les salariés de *Politis* (23 permanents et pigistes réguliers) décident de créer l'association Pour *Politis*. L'administrateur judiciaire vient de leur accorder un petit mois pour boucler un plan de reprise et de relance du journal. Première opération : le lancement d'une vaste souscription auprès du public du journal. Certains ont pu accompagner quotidiennement la suite sur le site Internet de l'association ([www.pour-politis.org](http://www.pour-politis.org)) : une extraordinaire mobilisation !

**Lundi 20 novembre**, l'association avait reçu 650 000 euros, de quelque 6 500 souscripteurs. Une moyenne de 100 euros par personne ! Quatre autres gros contributeurs apportant 325 000 euros (ils sont actionnaires aux côtés de l'association), l'ensemble des sommes collectées est proche du fameux million d'euros que nous avions dit rechercher début octobre. Par son apport, l'association détiendra les deux tiers du capital de la nouvelle société éditrice de *Politis*. Une très solide garantie de son indépendance. Mais, aujourd'hui, le formidable élan donné au journal dépasse largement le montant de vos soutiens financiers : avec chaque chèque ou virement, petit ou grand, il y a un mot ou une longue lettre manifestant votre attachement profond à *Politis*, votre conviction que « nous y arriverons », des arguments pour justifier votre geste, vos idées pour améliorer le journal et sa diffusion. Nous n'en doutons pas, mais avec quelle force vous nous l'avez réaffirmé, et en masse : ce journal est le vôtre !

Un tel plébiscite est tout sauf anodin, alors que de nombreux médias sont en crise. À ceux qui l'auraient oublié en route, il



rappelle une évidence vitale : le premier capital d'un journal, c'est son lectorat. Tout comme pour le capital financier que vous nous avez confié, nous lui porterons la plus jalouse considération.

Comment ? D'ores et déjà, en ouvrant largement les portes de Pour *Politis* aux lecteurs et amis du journal, qui constitueront le second collège de ses adhérents – le premier est formé du personnel de *Politis*. Très rapidement, nous convoquerons une assemblée générale, au cours de laquelle seront élus trois nouveaux membres du conseil d'administration, issus de ce second collège. Ils rejoindront les 13 autres administrateurs, issus du personnel de *Politis*.

Le champ d'action de l'association est vaste, et nous définirons ensemble son programme de travail. Il consiste d'ores et déjà pour elle à jouer pleinement son

rôle d'actionnaire de référence de *Politis*, mais aussi à assurer le rayonnement du titre, par l'organisation de conférences, l'animation de débats, le montage de partenariats culturels, etc.

– **Qui peut adhérer ?** Des individus, mais aussi des personnes morales (associations, coopératives, etc.), dont plusieurs centaines ont manifesté leur soutien à *Politis*. Comme le prévoient les statuts, le conseil d'administration se prononcera sur les demandes d'adhésion à chacune de ses réunions (les statuts sont consultables sur le site [www.pour-politis.org](http://www.pour-politis.org)).

– **Comment adhérer ?** En remplissant le bulletin ci-dessous, accompagné du montant de l'adhésion. Si vous possédez une adresse courriel, n'omettez pas de l'indiquer, c'est une économie très importante à l'heure de contacter les adhérents.

PATRICK PIRO

Par son apport, l'association détiendra les deux tiers du capital de la nouvelle société éditrice de *Politis*. Une très solide garantie de son indépendance.



À renvoyer à : Pour *Politis*, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.

\* Je souhaite adhérer à l'association Pour *Politis*

– Nom : .....  
 – Prénom : .....  
 – Adresse : .....  
 – Code postal : .....  
 – Ville : .....  
 – Adresse courriel : .....@.....  
 – Téléphone : .....

\* Je joins mon chèque d'adhésion annuelle d'un montant de 5 euros. (à l'ordre de Pour *Politis*).

Ces informations resteront confidentielles et n'auront pas d'autre usage que les besoins de l'association.



### Frappées de culpabilité

**TÉLÉVISION.** Une galerie de portraits autour des violences conjugales. Un sombre tableau sous prétexte amoureux.



Les violences conjugales sont la première cause de mortalité féminine en France.

**CONFESSION** d'une automobiliste, sur une route de campagne toulousaine : après la séparation (dans un second mariage), elle a dû attendre neuf mois avant de porter plainte contre son mari pour « violences conjugales et menaces de mort ». Neuf mois pour triompher de la trouille malgré sa petite cinquantaine, ses années de franche maturité. Pour se réveiller d'une sourde soumission, des manipulations d'un homme « qui cachait son jeu ». Avec un côté pile, un autre face. La sémiante médaille, le revers. L'apparence publique, le visage tout autre dans l'intimité. « C'était le docteur Jekyll et Mr Hyde. Une personne qui voulait me détruire. » Avec des bousculades, avant de lâcher des coups, encaissés à l'insu des mômes. Des baffes pur jus, première bourre. Et la relation de couple de se poursuivre « à sens unique » alors. Un effet d'ogre. Des abandons, des sacrifices.

**Autre confession :** sur un homme qui ajoute le geste à la parole, la bordée d'insultes à l'avalanche de coups. Tableau sombre avec son lot de jalousie, ses pintes d'alcool. Et toujours cette peur qui impose le silence, en raison ou à cause de cette idée : « Il m'aime tellement qu'il me veut du mal. Quelque part, il était gangrené. C'était naturel chez lui », avec cet apaisement succédant à la giflette, et inversement (l'apaisement laissant rêver, un brin optimiste pour l'avenir). De l'autre côté, cette envie encore de « faire la peau, d'en jubiler ». Gugusse se découvrant de nouveaux talents, des réflexes irrépressibles, à la moindre réflexion, se voyant vaguement dans la catégorie des lourds-légers. Droite, jab, droite, swing du gauche, gauche (mimouche n'est guère crédible. Lourd-léger a cet avantage de la puissance et de l'élégance). Une marotte : la claque, sèche, en haut de la nuque. Imprévisible et qui renforce l'autorité dans un domicile

qui risquerait de partir à vau-l'eau, en proie aux relâchements, dans les rangements, dans les factures, les robinets. Chaque chose à sa place. Un troisième témoignage rapporte des scènes de violence à coups de ceinturon, des scènes soldées par des fractures de côtes. En face, un mari, qui s'explique, se justifie : « Quand je frappe ma femme, je fais attention. Et quand je la frappe, j'en ai mal. Je la frappe avec amour. C'est comme les gosses, il faut les aimer et les punir. Ma femme, c'est différent, ce n'est pas un enfant. Je ne la frappais pas pour la punir, mais parce que je n'avais pas le choix, pas d'autre solution. » Discours ahurissant. À vrai dire, au diapason de ces témoignages livrés face à la caméra de François Chilowicz. Près d'une dizaine de témoignages qui ne rigolent guère dans les chaumières. Tel ce récit d'une femme battue, violée, prostituée. « Par amour. » Avant d'être abandonnée en état de loques. De ci, de là, une pareille mécanique, lovée dans la répétition : ne rien voir venir ; laisser faire, laisser dire ; éprouver la peur et la honte d'en parler à l'extérieur ; le mimétisme des parents aussi ; la guerre psychique, qui ne dit pas son nom ; ce rapport inexorablement à deux, entre coupable et victime, et cette régularité de cogneur à retomber en enfance, au lendemain de ses coups, alors pétri de culpabilité... Et ce n'est jamais qu'avec le recul que le discours peut se livrer enfin, comme une libération, longtemps après les coups. Schéma tristement classique. En attendant, les violences conjugales sont la première cause de mortalité féminine en France.

JEAN-CLAUDE RENARD

**Violences conjugales, en guise d'amour,** jeudi 30 novembre, vers 22 h 30, France 2 (1 h 26). Diffusé à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

### À vos postes!

#### RADIO

**DIMANCHE**  
26 NOVEMBRE  
**Beckett, suite**

France Culture, de 14 h à 16 h  
Suite de l'hommage à l'auteur, avec ce « Beckett en acte ». L'émission se veut concentrée sur les trois pièces les plus connues du grand public : *En attendant Godot*, *Fin de partie* et *Oh ! les beaux jours*. Bâtie à partir des archives de l'INA, elle s'articule autour de la figure centrale de Roger Blin, qui créa et fit connaître en France les pièces de Beckett (à l'exception de *Comédie*). Se bousculent dans la sonorité les voix de Roger Blin, de Jean Martin, de Madeleine Renaud, de Jean-Louis Barrault, d'Étienne Bierry, ou encore de François Chaumette et de Michel Aumont... À suivre, mardi 28 novembre (de 21 h à 22 h), par *Cette fois*. Une pièce qui ne manque pas de construction : en juin 1974, Beckett imagine à Paris une pièce en anglais avec une idée « de tête se détachant sur l'obscurité (la tête entière, pas simplement la bouche), celle d'un vieillard (assis) dans le noir. De face, un peu décentré. Lumière faible sur le seul visage. Cheveux blancs longs, très blancs, dressés droit ». À l'image saisissante et unique de cette tête de vieillard répond un texte en trois parties énoncé par la même voix, mais émanant de trois sources, successivement placées à la gauche, à la droite et au-dessus du personnage. Un texte gorgé de références autobiographiques.

LUNDI 27 NOVEMBRE

#### Amérique, notre histoire

Arte, 20 h 45

Ce serait comme un grand livre d'histoire animé. Et dont les figures historiques emprunteraient les visages de Lilian Gish, Gary Cooper, Marlene Dietrich ou Charlie Chaplin. Où les colons, les Indiens, les *boys* de la Seconde Guerre mondiale et les *tycoons* à cigare se tourneraient vers nous pour raconter l'arrivée du *Mayflower*, la Révolution américaine, la guerre de Sécession, le krach de 1929 et *l'américan way of life*, en noir et blanc ou en Technicolor. L'histoire de l'Amérique racontée par son cinéma hollywoodien : l'idée est séduisante, et la matière est riche. Jean-Michel Meurice s'est emparé de cet imposant matériau : *Naissance d'une nation* (David W. Griffith, 1915), *l'Émigrant* (Charlie Chaplin, 1917), *America America* (Elia Kazan, 1963), *The Big Red One* (Samuel Fuller, 1980), etc. – soit une cinquantaine de classiques – pour réaliser ce documentaire embrassant quatre siècles. Il ne s'agit pas simplement d'une histoire illustrée de l'Amérique. L'affaire est à double détente, car l'auteur entend également montrer comment le cinéma, en racontant l'histoire, l'a aussi façonnée. Ces films, en effet, ont contribué à souder une population d'émigrés autour de valeurs et de héros qui se sont imposés au monde. Ainsi, « la mythologie simple des westerns » n'a eu de cesse de véhiculer l'image d'une Amérique triomphante du mal. « Nous allons sauver le Vietnam et l'Irak, et nous découvrons que le monde n'aime pas nos mythes », analyse l'écrivain Jim Harrison.



Ce dernier, en effet, avec son collègue Russel Banks, sert de fil rouge à ce documentaire. Ces deux romanciers américains nourris de culture européenne éclairent les extraits de films par leurs réflexions sur l'histoire des États-Unis et leurs relations avec le Vieux Continent. Ainsi, Russel Banks insiste-t-il sur la question de « la différence raciale », qui tient « une place centrale dans l'imaginaire américain », des Indiens de jadis aux Irakiens d'aujourd'hui : « Nos guerres les plus atroces ont été menées en son nom. » Cette question raciale, explique-t-il, « modèle notre vie économique et détermine votre vision du reste du monde ». Une vision évidemment omniprésente dans les films d'Hollywood. Si le propos est certes intéressant, le documentaire comporte néanmoins quelques défauts gênants : le découpage thématique plutôt que clairement historique nuit parfois à la compréhension. Et il est bien dommage que les extraits de films ne soient pas toujours identifiés : si on les reconnaît, tant mieux ; sinon, tant pis...

MARIE-ÉDITH ALOUF

# Relancer Attac !

Six jeunes membres\* de l'association altermondialiste dénoncent les pratiques de la direction sortante et lancent un appel à refonder le mouvement en dépersonnalisant le pouvoir.

**I**l était une fois... Attac, association altermondialiste, lieu de convergence des forces antilibérales, riche de sa pluralité et de ses objectifs communs, réunissant vieux routiers et nouveaux militants, organisations et adhérents d'horizons différents, uni(e)s contre le néolibéralisme et pour la construction d'alternatives crédibles. Association à nulle autre pareille, Attac a connu une progression fulgurante, atteignant 30 000 adhérents en France en à peine six années d'existence, entre 1998 et 2004. Du Brésil au Japon en passant par le Burkina Faso, des militants se sont identifiés à ses combats et, plus encore, à sa façon de les mener. Associée à d'autres mouvements et organisations, Attac a su impulser une dynamique collective et un renouveau de l'engagement militant. Révolté(e)s, comme beaucoup d'autres, contre la dictature des marchés et ses dégâts sociaux et écologiques, nous sommes entré(e)s rempli(e)s d'espoir à Attac et dans la vie militante de nos comités locaux respectifs, et/ou à Attac Campus. Nous avons tenté de mettre en place collectivement de nouvelles façons de militer et de fonctionner, ouvertes et facilitant l'intégration des nouveaux arrivants. Nous investissant peu à peu au niveau national, nous y avons découvert la richesse du travail collectif et l'importance d'une diffusion toujours plus large de nos idées.

**Malheureusement**, nous avons également été confrontés aux pratiques excluantes dans lesquelles s'est inscrit progressivement le noyau dur directionnel organisé autour de Jacques Nikonoff. Estimant détenir la vision et les solutions pour Attac, les imposant sans recherche du consensus interne, sans délégation véritable et sans réel lien avec le reste du mouvement alter, ce noyau s'est attiré les inimitiés de la grande majorité des personnes physiques et morales investies dans les instances nationales d'Attac. Aujourd'hui avérée, la fraude, épisode ultime d'une logique mortifère, a été organisée par quelques-uns pour donner une majorité à un petit groupe de personnes constitué autour de l'ancien président. Les fraudeurs, estimant que la fin justifiait les moyens, ont poussé leur logique jusqu'au boutiste à son paroxysme.

Que faire, à présent, face à ce qui symbolise tout ce qui nous écœure dans le monde politique et que nous retrouvons dans notre propre association ? Que faire alors que cet acte méprisable et irresponsable ébranle la raison d'être d'Attac (faire de la politique

autrement) et souille le mouvement altermondialiste non seulement en France, mais dans le monde ? Il appartient à chaque militant d'analyser avec lucidité les raisons de ces dérives. L'enseignement majeur qu'il nous faut tirer de la crise que traverse Attac est l'importance d'une mise en cohérence de nos comportements avec les idées et l'éthique que nous défendons.

Nous faisons le pari, aujourd'hui, que l'on peut reconstruire Attac sur de nouvelles bases. Malgré les conflits, les militants continuent un travail formidable au sein des comités locaux, des commissions et groupes de travail, du Conseil scientifique, d'Attac Campus, etc. Attac a encore de beaux jours devant elle, à condition que nous nous en donnions les moyens. Comment ?

D'abord, en refondant nos manières de fonctionner, en particulier au niveau national et en s'inspirant de ce qui est déjà mis en place dans beaucoup de comités locaux ou certains Attac d'Europe. [...]

Ensuite, en mettant en œuvre un fonctionnement collégial. Ce type de fonctionnement vise à créer l'unité, tempérer et brider l'autorité individuelle. Il cherche à imprimer une confiance, une dynamique collective impliquant toutes les composantes de l'association, chacun(e) travaillant en cohérence et en synergie avec les autres. Dans cette perspective, Attac doit s'appuyer davantage sur ses comités locaux et permettre leur implication dans les initiatives nationales.



La dépersonnalisation du pouvoir implique également la mise en place d'une coprésidence et d'une direction collégiale, responsables collectivement et dont la fonction de coordination repose sur une définition précise et différenciée des tâches selon les aspirations et compétences de chacun. [...]

Nous restons profondément attachés au rôle fédérateur d'Attac. Pour sortir de la crise, il nous faut réaffirmer ce rôle. En ce sens, nous dénonçons la poursuite des logiques destructrices de la part de ceux, par exemple, qui demandent l'exclusion des fondateurs ou des membres du Conseil scientifique du futur Conseil d'Administration.

**Il est plus que temps** de mettre en action ces idées autour de ce qui fait notre levain : les mobilisations contre l'ordre néolibéral. Il est plus que temps de nous rassembler en interne et en externe, avec le mouvement altermondialiste, autour de campagnes fortes.

Deux d'entre elles peuvent être centrales en 2007. Tout d'abord, nous aurons en main le Manifeste des ruptures et des alternatives aux politiques néolibérales, outil propre à Attac, qui doit nous permettre de mettre en débat nos thématiques dans les campagnes électorales de 2007, comme nous avons su le faire durant la campagne référendaire. Ensuite, le Contre-G8 de juin prochain sera le moment fort du mouvement altermondialiste européen en 2007. Il est important pour Attac de se joindre à la préparation du Contre-sommet. [...]

Nous savons toutes et tous à quel point ces contre-sommes, qui sont à l'origine même du mouvement altermondialiste, peuvent être mobilisateurs et avoir un impact dans les opinions publiques. Nous pensons qu'ils ont été, comme les forums sociaux, relégués progressivement au second plan par Attac et que notre association doit à nouveau s'ancre au cœur de ces mobilisations. [...] C'est en ce sens qu'Attac Campus a impulsé au sein d'Attac France un groupe de réflexion et d'action réunissant déjà des militant(e)s de comités locaux, du Conseil d'administration, du Conseil scientifique et du Collège des fondateurs pour préparer les mobilisations contre le G8. [...]

Nous n'avons pas 30 ans... et nous croyons plus que jamais qu'Attac a un rôle essentiel à jouer pour faire émerger les autres mondes que nous savons possibles !

\*CHLOÉ BÉNÉTEAU, WILFRIED MAURIN, RAPHAËL PRADEAU, MAËL THEULIÈRE, AURÉLIE TROUVÉ, CÉCILE VERDIN



## Corps de la nation

La philosophe Elsa Dorlin retrace l'évolution des conceptions du corps féminin au fil des siècles et observe leurs relations avec la question raciale.

Lorsque Michel Foucault publie, en novembre 1976, *la Volonté de savoir*, figurent sur la quatrième de couverture les titres des cinq prochains tomes qu'il envisage pour son *Histoire de la sexualité*. Ce plan a disparu des éditions successives, non seulement parce que la disparition du philosophe en 1984 ne lui laissa pas le temps d'achever un programme de travail aussi vaste, mais aussi parce qu'il ne cessa de modifier, au fil de ses recherches, l'architecture de l'ouvrage. Après un quatrième tome, intitulé *la Femme, la mère et l'hystérique*, Foucault avait prévu, dans le sixième volume, de traiter de « Population et races ». S'il avait donc pressenti ce lien entre questions sexuelles et questions raciales, il n'eut pas le temps de préciser cette intuition.

Ouvrage historique écrit par une philosophe, *la Matrice de la race* se situe sans aucun doute dans la lignée de l'héritage foucauldien puisque son auteur, Elsa Dorlin, a choisi de retracer l'évolution des conceptions médicales et politiques du corps féminin au fil des siècles, et d'observer leurs relations avec la question raciale. Longtemps, le corps des femmes fut en effet pensé comme « un corps malade », de Galien à Ambroise Paré jusqu'aux plus éminents professeurs de médecine du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le discours sur le « beau sexe », fondé sur l'idée d'un « tempérament » qui lui serait propre, est alors l'œuvre des médecins et réuni dans un « corpus imposant de traités des « Maladies des femmes » ». La santé, « trait masculin », est donc un « attribut de la domination de genre », la différence sexuelle étant pensée à partir de l'opposition « du sain et du malsain, qui sont tout autant des catégories médicales que politiques ».

Or, au siècle des Lumières, alors que l'expansion coloniale bat son plein, le concept de population acquiert soudain un rôle essentiel dans la prospérité de la nation. Aussi devient-il rapidement évident que « le maintien d'une pensée de l'inégalité des sexes, fondée sur les catégories du sain et du malsain, entre en contradiction avec la mise en place d'une politique nataliste, considérée comme le dispositif central du renouveau de la Nation française ». Après cette étude approfondie de la littérature médicale et philosophique sur les femmes à l'âge classique, Elsa Dorlin analyse donc la formation de « l'idéologie nationale » française à l'heure où, comme l'énonçait Hume, « la nation suit ses membres où qu'ils soient ». La figure de la mère s'impose peu à peu. En effet, « la mère, c'est le sol natal », et c'est elle qui « fait », même au-delà des frontières historiques du royaume, les « vrais Français », transmettant là « l'autochtonie et la naturalité du peuple ».



Dans une rue d'Alger, en 1971.

Manifeste dans les discours du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette évolution de la « femme » à la « mère », assignée à la seule reproduction, traduit en même temps l'exclusion d'une « multitude de femmes de la maternité » et la définition d'un « groupe bien délimité » d'entre elles, « choisies et autorisées à donner à la nation leurs fils : blanches, chastes et de bonne naissance ». Elsa Dorlin cite ainsi l'exemple des mulâtres des colonies espagnoles, issues du métissage entre colons, esclaves ou Indiens, qui sert alors de repoussoir à la conception nationale de la présence française outre-mer. Selon celle-ci, il s'agit au contraire de « fabriquer » un peuple d'hommes blancs et propriétaires. Aussi, cette « matrice de la race » trouve-t-elle bien son origine dans ce passage d'un « tempérament de sexe » à un « tempérament de race ». La philosophe montre ainsi comment le « laboratoire » que sont alors les colonies a permis de penser et d'« éprouver » les idées de citoyenneté et de nationalité françaises avec l'introduction du concept de race au moment où celles-ci s'élaborent.

Premier livre d'une nouvelle collection consacrée aux « genre et sexualité » aux éditions La Découverte, l'ouvrage d'Elsa Dorlin offre un exemple brillant et érudit de la raison d'être de leur étude. Le sociologue Éric Fassin, le directeur de cette collection, rappelle également combien ces questions en France furent longtemps refoulées du débat public car prétendument « étrangères à notre culture nationale ». Elsa Dorlin vient d'apporter une preuve de leur acuité.

OLIVIER DOUBRE

**La Matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la Nation française**, Elsa Dorlin, La Découverte, « Textes à l'appui/Genre & sexualité », 312 p., 27 euros.

Vient de paraître

### Théorie de la décroissance

La pensée « décroissance » est en pleine effervescence. Elle disposait d'ouvrages, du relais très actif de quelques périodiques (*la Décroissance*, *Silence*, *l'Écologiste*). La voilà désormais dotée d'une revue d'étude théorique : *Entropia*, « se retourner », étymologiquement. Mais c'est aussi une référence à la loi de la dégradation de l'énergie, fondement physique de la décroissance selon l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994), l'un de ses premiers théoriciens : l'humanité est condamnée à limiter sa consommation aux capacités de régénération de la biosphère. Ambition oblige, le premier numéro d'*Entropia* s'attaque d'abord à son Everest : la politique. La décroissance, pensée à la hauteur de quatre crises capitales – l'épuisement des énergies fossiles, le dérèglement climatique, la fracture sociale mondiale, la perte de repères culturels –, mais déjà soumise à de violentes polémiques, au risque du meilleur comme du pire. On relève la diversification des signatures, au-delà du cercle classique des « décroissants » : Yves Cochet, Fabrice Flipo, Jean-Paul Besset, etc., signe que le territoire de la critique de la croissance est en expansion régulière.

P. P.

**Entropia (semestriel)**, « Décroissance et politique » (n° 1, automne 2006), Paragon, 223 p., 15 euros.

## Triomphe de la technoscience

Jacques Testart plaide pour un contrat social entre la recherche et le citoyen.

À qui, à quoi sert la science ? Que restait-il de ses beaux principes ? Exit, c'est la « technoscience » qui triomphe aujourd'hui, déplore Jacques Testart, dans son essai *le Vélo, le Mur et le Citoyen*, écrit dans une langue claire, dense et sans fioriture. Le « savant » porteur de savoir et d'utilité publique, pétri de raison et de déontologie, est en passe de rejoindre l'imagerie d'Épinal. Plantes génétiquement modifiées (savourer l'annexe du livre, un régal...), nanotechnologies, nucléaire, génomique, etc., la science est passée sous la coupe de la technologie et de ses puissants ressorts, explique le biologiste : dépendante de ses sources de financement, d'intérêts économiques privés, livrée à des croyances irrationnelles (la science omnipotente), à l'expertise partisane, etc.

La technoscience proliférerait ainsi sur des affirmations contradictoires avec l'esprit de la science : « Tout est sous contrôle », malgré d'inquiétantes alertes (pollution par les OGM, risque nucléaire, etc.) ; « nous trouverons la solution », pour résoudre les défis de la fusion atomique, de la faim dans le monde, etc. ; « c'est le sens du progrès », même si les « avancées » affichées (OGM, etc.) ne sont jamais démontrées ; et « c'est pour le bien commun », quand l'opinion des citoyens n'est jamais sérieusement sollicitée. Opaque, privatisée, liberticide, la science est donc devenue antidémocratique. Mais Jacques Testart ne s'en tient pas à la dénonciation : son cheval de bataille, c'est la mise sous contrôle citoyen d'une sphère scientifique qui, pour l'heure, ne rend aucun compte à la société, malgré un pouvoir exorbitant et les hypothèques qu'elle fait peser sur les générations futures. animateur de la Fondation sciences citoyennes, il propose l'établissement d'un nouveau « contrat social » entre la recherche et la société, avec une panoplie d'outils dont certains sont déjà expérimentés avec profit, notamment à l'étranger : des conférences de citoyens formés (pour dégager une expression de l'opinion publique), des agences d'expertise indépendantes (avec la participation d'acteurs non institutionnels), la constitution d'une « haute autorité » gardienne de la déontologie de la recherche, etc. Parce qu'il défriche un chantier démocratique encore peu exploré, *le Vélo, le Mur et le Citoyen* est un ouvrage vraiment innovant. Propositions à saisir pour 2007.

PATRICK PIRO

**Le Vélo, le Mur et le Citoyen**, Jacques Testart, Belin, 128 p., 17 euros. Du même, **Petit Florilège naturaliste** (Belin, 143 p., 17 euros), commentaire illustré plein de poésie d'un manuel de 1770, pour rêver loin des biotechnologies.

LA VIE  
ASSOCIATIVE  
ET CITOYENNE

**RÉSISTANCES**  
À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

**ÉCONOMIE SOLIDAIRE**  
Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



AFP

**ÉCOLOGIE**  
Environnement, cadre de vie...

**CULTURE ALTERNATIVE**  
Théâtres de rue, friches, squats...

**SUR LE NET**  
L'action citoyenne sur la toile

**La séquence Action** avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), Christine Tréguier (sur le net, [babilweb@politis.fr](mailto:babilweb@politis.fr)).

**Contacts :**  
[association@politis.fr](mailto:association@politis.fr)

**Pour la partie Économie solidaire :**  
Thierry Brun,  
01 55 25 86 87,  
[ecosocial@politis.fr](mailto:ecosocial@politis.fr)

## URBANISME

# Un projet d'écoquartier

Une friche SNCF sera bientôt aménagée à Paris. L'association Les Amis de l'ÉcoZAC entend peser sur le cahier des charges pour qu'y figurent des exigences sociales et environnementales. Entretien avec Philippe Bovet, son président.

La Zone d'aménagement concerté (ZAC) de la place de Rungis, sur un ancien site de la SNCF au sud du XIII<sup>e</sup> arrondissement, est l'une des dernières grandes friches de Paris. Votre association, les Amis de l'ÉcoZAC, se bat pour que la construction des immeubles de logement et de bureaux, du jardin et du pôle de services publics intègre des exigences sociales et environnementales qui feraient de cette ZAC le premier écoquartier de Paris. Comment est né ce projet ?

**Philippe Bovet :** J'habite juste à côté de la place de Rungis, où se trouve cette friche de trois hectares que la SNCF a vendue à la Ville de Paris. Je connais bien les questions d'environnement et d'énergie, car je suis journaliste spécialisé dans ce domaine. Je suis habitué à faire des reportages sur des réalisations exemplaires en Allemagne, en Autriche et en Suisse, notamment. Tous les grands pays européens ont une réflexion sur la mise en pratique du développement durable et se mettent à construire ou à rénover de façon plus intelligente. Les quartiers écologiques sont conçus de manière à réduire leur empreinte écologique, à favoriser l'insertion socio-économique et aussi la vie de quartier, pour l'aspect social. Cela correspond aux trois exigences du développement durable. La France, à ma connaissance, ne dispose toujours pas d'écoquartier qui pourrait servir de vitrine de l'écoconstruction en milieu urbain.

Fin 2002, lorsque la concertation avec la population du quartier pour l'aménagement de cette friche a débuté, était inauguré au sud de Londres, à Beddington, le site de Bed-Zed. Il fonctionnait avec zéro énergie fossile, et il est vite devenu une référence. Je me suis dit que cet exemple allait influencer le projet de ZAC, que les Verts, qui sont dans la majorité municipale, allaient s'en emparer. Mais non. Je suis allé aux réunions de concertation et j'ai rédigé un dossier de quarante pages de propositions sur l'énergie et les transports à partir de ce qui avait été fait à Bed-Zed, mais aussi à Fribourg (voir encadré). Je l'ai envoyé à nombre de décideurs municipaux, et je n'ai eu qu'une seule réponse, celle de Jérôme Coumet, le 1<sup>er</sup> adjoint PS de la mairie du XIII<sup>e</sup>. Je me suis alors rendu compte qu'il fallait, pour avoir voix au chapitre, monter une association. Ce que j'ai fait avec différentes personnes du milieu associatif, issues de Greenpeace, de Wise-Paris, etc. Nous avons cogité et rédigé une plateforme d'objectifs, et avons ainsi montré notre crédibilité. Nous sommes aujourd'hui une centaine. L'association a marché parce que la plu-



ELSA GHEZIELLES AMIS DE L'ÉCOZAC

Près de la place de Rungis, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement, une des dernières grandes friches de Paris.

part d'entre nous connaissent bien ces thématiques, et parce que la secrétaire bénévole est devenue salariée. S'occuper de l'association exige en effet qu'on y consacre plus que son temps libre.

Elsa, notre secrétaire, s'est montrée particulièrement efficace pour monter les dossiers de façon très professionnelle, appeler et relancer les gens au téléphone, préparer les outils de communication avec du papier recyclé, des encres végétales, faire les demandes de subventions car l'argent mis

au pot au départ par les membres de l'association ne suffisait pas, etc.

**Cette bataille a-t-elle mobilisé des gens au-delà du quartier ?**

Oui. Nombre de batailles que peuvent mener des militants écologistes sont lointaines ou un peu abstraites, que ce soit contre la déforestation en Amazonie ou le réchauffement climatique. Mais cette bataille-là est très concrète, elle se passe ici et maintenant. Et l'on sait que ce que l'on obtiendra aura un impact. C'est la première fois, à ma connaissance, qu'un tel projet est mené de manière aussi collective et pour un cadre de vie dans lequel on n'habitera pas, parce que beaucoup de membres de l'association ne sont pas du quartier. Et pas mal de gens nous contactent pour lancer des projets d'ÉcoZAC à Joinville, à Caen, à Châtillon, à Lille ou à Boulogne-Billancourt, afin d'influencer le processus décisionnel concernant un projet d'urbanisme de leur commune. Il y a énormément de choses à faire pour optimiser l'utilisation de l'énergie solaire pour le chauffage et l'électricité, bien isoler les bâtiments, utiliser des matériaux sains et locaux autant que possible, collecter l'eau de pluie pour la réutiliser sur place, recycler les déchets, développer les espaces verts et favoriser les transports propres et collectifs, etc. L'urbanisme et les transports représen-

### Campagne pour la ville

Pour inciter les décideurs politiques à tenir compte de la demande croissante de la population en matière de respect de l'environnement, les Amis de l'ÉcoZAC ont lancé une campagne d'envoi de cartes à la mairie du XIII<sup>e</sup> arrondissement. Pas besoin d'habiter le quartier pour participer : « Chacun peut favoriser ainsi la construction d'un premier écoquartier, explique la coordinatrice, Elsa Gheziel. Cela encouragera d'autres citoyens et élus à se mobiliser chez eux à leur tour. »

Cartes disponibles auprès des Amis de l'ÉcoZAC, 01 45 81 15 22, 06 20 83 55 48, et sur <http://eco.ouvaton.org/media/carte.pdf>



## L'exemple de Fribourg



Fribourg, ville allemande du Bade-Württemberg, compte 200 000 habitants et mise depuis des années sur un développement alliant écologie et qualité de vie. Panneaux solaires, installations hydroélectriques, éoliennes : Fribourg prévoit pour 2030 de ne plus se fournir qu'en courant issu d'énergies propres locales. L'urbanisme et les transports sont les questions prioritaires. Le nouveau quartier de Rieselfeld, avec ses 4 220 appartements, est conçu de manière à privilégier les transports publics, le vélo et la marche à pied. La ville veut aider la création de mille emplois sur place pour limiter les déplacements domicile-bureau. Les eaux de surface sont récupérées, retraitées et rejetées dans la réserve naturelle voisine, pour entretenir ses zones humides. Un programme de dépollution des sols est lancé. La mixité sociale est encouragée, et des infrastructures scolaires, sportives et associatives améliorent la qualité de vie. Cette ville est l'une des seules en Allemagne à voir sa population augmenter. Voir [www.rieselfeld.freiburg.de](http://www.rieselfeld.freiburg.de)

tent 45 % des émissions de CO<sub>2</sub> (1), ce sont donc des secteurs prioritaires.

La Ville de Paris, la mairie du XIII<sup>e</sup> et la société d'économie mixte chargée du projet, la Semapa, vous ont-elles finalement écouté, et entendu ? Nous avons commencé à participer à la concertation au début 2005, et quand nous nous sommes officiellement constitués en association, en mai 2005, le baril de pétrole était proche des 80 dollars. Les élus étaient poussés à réfléchir sur l'énergie. Il faut savoir que lorsque l'on fait du logement social, l'énergie représente souvent un deuxième loyer, avec le chauffage et l'électricité. Mais le projet de ZAC était déjà bien avancé, la concertation était lancée depuis trois ans. Donc, au lieu de penser à l'organisation optimale du site, nous avons plutôt cherché à optimiser ce qui était déjà prévu.

Nous avons cependant compris que des choses se décidaient ailleurs que dans les réunions officielles de concertation à la mairie du XIII<sup>e</sup>. Nous avons donc fait du lobbying local mais aussi auprès de la mairie centrale et de la région. Nous avons demandé des entretiens, distribué des tracts dans le quartier, créé un site Internet, etc. Il faut comprendre qui fait quoi, qui est lié au dossier de près ou de loin, et essayer de rencontrer cette personne après lui avoir fourni une information, quitte à aller à sa rencontre à l'occasion d'événements publics qui n'ont rien à voir avec la ZAC. Nous avons appris plein de choses, et de surcroît nous nous amusons bien. Il faut penser à s'amuser pour rester créatifs. Nous avons aussi eu le soutien d'associations comme Greenpeace, les Amis de la Terre, Négawatt, Sortir du nucléaire, le Cler, Vélorution, le cinéma La Clef (2), les magazines *la Maison écologique* et *Architectures à vivre*, de personnalités comme Hubert Reeves, Jean-Louis Étienne et Pierre Rabhi. Les voyages d'étude à l'étranger – en train –

ont été particulièrement importants. Jérôme Coumet, Jean-Pierre Caffet, élu PS à la direction de l'urbanisme, et des membres de la Semapa ont participé aux séjours que nous avons organisés à Fribourg, ainsi que des gens des associations et des conseils de quartier. Ils ont compris qu'un écoquartier n'est pas un village de soixante-huitards, mais quelque chose de très professionnel et de très agréable à vivre. Les élus n'ont pas cette culture, et ils découvrent qu'il y a des professionnels compétents dans des domaines qu'ils ne connaissent pas.

### Quels sont aujourd'hui vos objectifs ?

Pour l'instant, c'est de peser sur le cahier des charges qui définira les exigences sociales et environnementales des donneurs d'ordre. Il doit être rendu public le 15 février, mais, déjà, le 15 décembre, une réunion entre la Ville de Paris, la mairie du XIII<sup>e</sup> et la Semapa doit fixer entre autres choses le niveau d'exigence environnementale. La Semapa a rechigné au début, mais elle a ensuite compris qu'elle pourrait, avec ce chantier, se faire la main sur de nouvelles techniques. *A priori*, l'utilisation de l'énergie solaire, la récupération des eaux de pluie, la végétalisation des toits et des façades pour rafraîchir les bâtiments en été, la conception de bâtiments économes en énergie devraient être retenus. Mais l'idée de faire une plateforme de compostage, par exemple, qui ne demanderait qu'un site de dix mètres sur dix, ne l'a pas été. Pourtant, 15 à 30 % de nos déchets sont des déchets mouillés, qui demandent une surconsommation de fioul quand on les brûle en incinérateur, alors qu'ils pourraient servir à faire du compost pour les espaces verts du quartier, et pour les habitants qui jardinent sur leur balcon. Côté social, nous avons eu plus de difficultés à faire passer des choses. Nous avons proposé que ce soit un chantier de formation en écoconstruction. Ce secteur manque d'ouvriers et d'artisans qualifiés, les entreprises pourraient se former et former des jeunes qui trouveraient ensuite facilement un travail. Nous attendons de voir ce qui a été retenu dans le cahier des charges définitif. Mais, déjà, la mairie a installé sur le site un panneau annonçant la construction d'un « quartier durable ». Cela nous a fait plaisir... Nous voulons que ce site soit exemplaire pour la construction neuve, et ensuite nous travaillerons sur des projets de réhabilitation, toujours dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement.

PROPOS RECUEILLIS PAR DANTE SANJURJO

(1) Selon les chiffres de la Mission interministérielle à l'effet de serre (MIES) : transport 26 %, bâtiment 19 % en 2004.

(2) Un prochain rendez-vous de l'association y est prévu le 30 novembre, à 19 h.



**Tous les grands pays européens ont une réflexion sur la mise en pratique du développement durable. Les quartiers écologiques sont conçus de manière à réduire leur empreinte écologique, à favoriser l'insertion socio-économique et aussi la vie de quartier.**

## Agenda

**Aude :** le 7 décembre, de 14 h à 18 h, à Cammas-de-Grèzes (4 km de Carcassonne), débat intitulé : « La croissance, une solution devenue problème ? » Les thèmes abordés seront l'écologie, le changement climatique, l'énergie et la biodiversité, le partage plus que la croissance, mais aussi le chômage et le logement. En présence de Jean-Marc Governatori, Corinne Lepage et, sous réserve de confirmation, José Bové.  
Contact : Lena Grumbach, 04 68 71 22 72, [camasartes@wanadoo.fr](mailto:camasartes@wanadoo.fr)

**Besançon :** du 4 au 6 décembre, Attac-Besançon et une vingtaine d'associations coordonnent pour la troisième année les Journées altermondialistes, au Petit Kursaal. Tous les jours, de 14 h à 17 h 30, diffusion de films en continu et libre accès aux stands. De 17 h 45 à 23 h 30, films et débats. Thèmes abordés : « médias et propagande », « Europe, chômage et précarité », « désobéissance civile : illégalité, légitimité ? »  
Rens. : 06 70 15 99 55, [www.local.attac.org/attac25](http://www.local.attac.org/attac25)

**Villeneuve-d'Ascq :** du 2 au 9 décembre, le centre social d'Annappes fête ses 45 ans. Intitulée « Ouverture sur le monde, ouverture sur le quartier », la semaine de festivités promet un événement chaque soir. Au programme : atelier des associations, cinéma, chasse au trésor et tombola.  
Centre social d'Annappes, 2, rue des Genêts, 03 20 91 81 74, [www.csannappes.fr](http://www.csannappes.fr)

**Colombes :** le 29 novembre, à 20 h 30, les Alternatifs 92-Nord organisent un café débat autour de la question « Le libéralisme en Amérique latine : revers ou défaite ? L'exemple de la Bolivie ». En présence de Sergio Caceres, animateur du mensuel *le Jouet enragé*.  
Rendez-vous au restaurant Le Val d'or, 14, rue Peri (arrêt de bus Église-de-Colombes)  
Rens. : [jeanlouis.lebourhis@free.fr](mailto:jeanlouis.lebourhis@free.fr)

**Versailles :** les 25 et 26 novembre, de 10 h à 19 h, Amnesty International organise une exposition-vente d'artisans de la France entière. Privée de subventions, qu'elle se refuse à solliciter pour garantir son indépendance, Amnesty rappelle que ce genre de manifestations représente l'essentiel de ses revenus.  
Rendez-vous à l'école des Condamines, 2, rond-point des Condamines (en face du collège Rameau). Amnesty International : 01 53 38 65 65, [www.amnesty.fr](http://www.amnesty.fr)

**Paris VI<sup>e</sup> :** les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis du mois, entre 13 h et 15 h, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) organise un séminaire pluridisciplinaire baptisé « Limites du politique, politiques des limites ». Atelier de réflexion ouvert, chaque séance se présente sous la forme d'un débat dont les termes seront introduits par de courtes interventions. EHESS, 96, bd Raspail, salle M. et D. Lombard.  
Programme : [www.ehess.fr](http://www.ehess.fr)

**Paris VI<sup>e</sup> :** les 29 et 30 novembre, le Centre de documentation et d'études sur les migrations internationales (Ciem) et sa revue *Migrations société* organisent une rencontre intitulée « Informer sur les migrations ». Inscription (obligatoire) en ligne ou par courrier, et programme définitif sur : [www.ciem.org](http://www.ciem.org)  
Rens. : 01 43 72 49 34, [ciemiparis@wanadoo.fr](mailto:ciemiparis@wanadoo.fr)  
Centre Sèvres, 35 bis, rue de Sèvres.

## RÉSISTANCES

### NIGER Liberté pour Quémard

Le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) appelle à « une mobilisation internationale de grande ampleur » pour exiger « avec force » la libération immédiate de son secrétaire général, Claude Quémard, arrêté le 9 novembre et menacé d'expulsion. Militant altermondialiste et membre d'une caravane sociale qui parcourt le

nord du Niger, « Claude Quémard était présent tout à fait légalement » dans le pays depuis fin octobre pour participer au Forum social nigérien et à la Caravane des alternatives sociales. Le CADTM dénonce cette interpellation « qui constitue une atteinte grave aux droits humains et aux règles élémentaires de la démocratie ». Le gouvernement avait dans un premier temps interdit la deuxième édition du Forum social du Niger. CADTM : [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org), [france@cadtm.org](mailto:france@cadtm.org)



### EXCLUSION Connaître ses droits

Tout citoyen, quelle que soit sa situation sociale, a des droits. Ne pas les connaître, ne pas les comprendre, « c'est risquer de s'enfermer dans une situation d'exclusion pour n'en sortir que difficilement ». Partant de ce constat, le Code des

droits contre l'exclusion, publié sous la direction de Martin Hirsch et de Denis Chemla, veut offrir au lecteur la possibilité de « comprendre ses droits et ceux d'autrui, puis de les faire valoir ». Cet ouvrage offre en effet la possibilité de se référer directement aux articles de lois, décrets et autres textes législatifs, complétés de commentaires clairs et précis, accessibles à tous. Il se veut le résultat de l'expérience et de la pratique quotidienne des questions liées à l'exclusion.

**Code des droits contre l'exclusion**, Dalloz, 748 p., 24 euros.

### LOGEMENT Noël solidaire

L'association de lutte contre le mal-logement Habitat et Humanisme lance deux idées de cadeau solidaire pour les fêtes de fin d'année : les « clés pour les mal-logés », vendues un peu partout en France depuis septembre au prix de 2 euros l'unité, permettent de participer au financement des actions de l'association. Le « Livret Agir », lui, se présente comme une « tirelire solidaire » : en ouvrant un livret Agir au profit d'Habitat et Humanisme pour leurs enfants, les parents leur apprennent à gérer leur argent « dans un esprit de partage et de solidarité ».

Livret d'épargne classique, le livret Agir est géré par le Crédit coopératif : chaque année, la moitié des intérêts générés sont versés à Habitat et Humanisme.

**Habitat et Humanisme**, 04 72 27 42 58, [www.habitat-humanisme.org](http://www.habitat-humanisme.org)

### SOCIAL Pressions syndicales

Le magasin San Marina du Forum des halles (Paris 1<sup>er</sup>) avait connu une grève victorieuse en juillet 2005. Mais, vendredi dernier, un rassemblement organisé devant le magasin voulait protester contre la répression envers les syndiqués dans les mois qui ont suivi cette grève. En effet, après cette première mobilisation qui avait permis la réintégration des salariés

## JUSTICE

### Mobilisation pour Mumia



Pour le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), c'est la « provocation » de trop. La ville de Philadelphie vient de porter plainte contre Paris et Saint-Denis pour « apologie de crime » et accuse les deux communes d'avoir

rendu hommage à Mumia Abu Jamal, « un tueur de policier » (voir *Politis* n° 926). Citoyen d'honneur de la ville de Paris, le journaliste - activiste noir - américain condamné à mort après un simulacre de procès a aussi une rue à son nom à Saint-Denis (93). Scandalisé par l'attitude des autorités de Philadelphie, qui proposent via une délégation attendue prochainement en France un odieux « marché » dans lequel la rétractation de la ville de Paris laisserait la vie sauve au détenu, le Mrap exige « un nouveau procès, équitable cette fois ». L'organisation appelle dans le même temps ses comités locaux à engager des démarches « partout où ce sera possible » pour que de nouvelles villes fassent de Mumia Abu Jamal leur citoyen d'honneur. Le Mrap appelle également les citoyens à se joindre aux nombreux rassemblements organisés par le collectif national Ensemble sauvons Mumia devant l'Hôtel de ville de Paris, le jour de la venue de la délégation de Philadelphie.

X. F.

**Mrap**, 43, bd Magenta, 75010 Paris, 01 53 38 99 82, [www.mrap.fr](http://www.mrap.fr)  
Ensemble sauvons Mumia : [www.mumiabujamal.net](http://www.mumiabujamal.net)

## CAMPAGNE

### Un contrat social associatif

Les associations se préparent à interpellier les futurs candidats à la présidence.

Que serait la vie sans les associations ? À quelques encablures de la présidentielle, la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) pose la question et lance une campagne nationale (1) « pour que le mouvement associatif s'exprime et soit écouté dans le cadre des campagnes électorales à venir ». L'action, programmée sur la période 2007 à 2012, doit s'appuyer sur une plate-forme de propositions destinée à obtenir la reconnaissance des pouvoirs publics sur l'importance de l'activité associative et « la nécessité de la soutenir pour ce qu'elle est et ce qu'elle fait ». Le 23 janvier dernier, la CPCA avait déjà obtenu l'organisation d'une conférence nationale de la vie associative, présidée par le Premier ministre. Mais, en parallèle à ce dialogue civil et social avec l'État sur la politique associative, le mouvement associatif veut déterminer « en toute

contribuer à un nouveau contrat social dans une société plus différenciée et productrice d'inégalités ? Comment construire un lien entre les générations nouvelles et celles qui vont massivement entrer dans une retraite active ? Comment faire de la citoyenneté une réalité vécue, facteur de promotion sociale pour les individus ? », interroge la CPCA. « Trop souvent », les acteurs du monde associatif mesurent l'écart entre l'absence de reconnaissance politique et le recours aux actions associatives comme relais de l'action publique. Un paradoxe qui fait dire à la CPCA que « le temps est venu pour le monde politique de reconnaître que la société sait s'organiser et qu'il faut compter sur elle ».



D'ici à la fin de l'année, la campagne doit permettre la finalisation de la plate-forme de propositions destinée à interpellier les candidats sur tous les aspects du « contrat

social associatif » : bénévolat et volontariat, économie sociale, dialogue civil, citoyenneté active. Rendez-vous le 20 janvier 2007 au palais Brongniart, à Paris, pour la publication des résultats de ces réflexions collectives. Candidats, préparez-vous.

XAVIER FRISON

**CPCA**, 01 40 36 80 10, [www.cPCA.asso.fr](http://www.cPCA.asso.fr), [contact@cPCA.asso.fr](mailto:contact@cPCA.asso.fr)

Que serait la vie sans les associations ? [www.queseraitlaviesanslesassociations.org](http://www.queseraitlaviesanslesassociations.org), [accueil@queseraitlaviesanslesassociations.org](mailto:accueil@queseraitlaviesanslesassociations.org)

autonomie » ses valeurs et ses attentes « pour la reconnaissance et la promotion de la vie associative aujourd'hui et dans les cinq ans à venir ». Si le financement des associations, les montants et la pérennité des subventions restent problématiques, le monde associatif représente aujourd'hui « la première force collective organisée » : dix millions de bénévoles pour un million d'associations et 1,6 million de salariés pour 45 milliards d'euros de budget. Malgré ces chiffres sans équivoque, la place et le rôle du secteur dans les années à venir reste flou : « Comment

menacés de licenciement, la fin du harcèlement à l'encontre des personnels en CDI et le maintien de leur système de rémunération, « plusieurs salariés, notamment des syndiqués, ont fait l'objet de mesures répressives, allant jusqu'au licenciement », révèle la CGT-Commerce, soutenue par Martine Billard, la députée Verts de Paris. **CGT**, 263, rue de Paris, 93516 Montreuil Cedex, 01 48 18 80 00, [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)  
Martine Billard : <http://martinebillard.org>

### ANTI PUB Éducation souillée

À l'occasion du Salon de l'éducation, l'association Résistance à l'agression publicitaire (RAP) souhaite dénoncer les abus et dangers de l'intrusion de la publicité au sein de l'école. « Nous refusons que l'école devienne le

porte-parole des entreprises et que ces dernières se servent des enfants comme supports publicitaires », proteste l'association. Ses membres demandent au ministère de l'Éducation nationale « de réagir fermement afin que le principe de neutralité scolaire soit respecté ». Par conséquent, le RAP exige l'annulation du très pernicieux « Code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire ».

**RAP**, 53, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, 01 43 28 39 21, [www.antipub.net](http://www.antipub.net), [contact@antipub.net](mailto:contact@antipub.net)





## LIBERTÉS Les caméras mouchées

« Caméras nulle part, autocollants partout ». C'est en scandant ce slogan que huit personnes du collectif les Humains associés ont arpenté les rues parisiennes entre Saint-Ambroise et République (Paris XI<sup>e</sup>) le 10 novembre. Pour marquer leur opposition au contrôle systématique de la population, les activistes ont ainsi obtenu, avec des autocollants, l'œil des caméras de vidéosurveillance qui se trouvaient sur leur parcours : magasins, parkings, caméras de trafic, aucun objectif ne leur a échappé. Et pour rendre davantage visibles ces « caméras



pernicieuses », le collectif les a fléchées avec des affiches « On vous a à l'œil ». Pour le prochain rendez-vous prévu début janvier, le but des Humains associés est de constituer plusieurs équipes pour couvrir un quartier entier d'autocollants et d'affiches. Les repérages peuvent commencer. **Les Humains associés, 16, bd Saint-Germain, 75005 Paris, [www.humains-associes.org](http://www.humains-associes.org), [humains@humains-associes.org](mailto:humains@humains-associes.org)**

# Action

## SUR LE NET

### CNDS : RAS



À l'occasion de son 6<sup>e</sup> Rapport annuel, la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) fait le point sur ses six années d'exercice. Le président, Pierre Truche (photo), reste assez discret sur les pressions financières qui l'avait amené en 2005 à lancer un cri d'alarme pour conserver les locaux, dont la Commission ne pouvait plus payer le loyer, et boucler le rapport annuel. Côté chiffres, ils sont en constante augmentation : 108 saisines en 2005 (5 fois plus qu'à ses débuts en 2001), dont 85 entre janvier et septembre 2006, plus de 60 saisines directes sans suite puisqu'elles doivent obligatoirement être faites via un parlementaire ; et 129 dossiers non encore traités faute de moyens suffisants : le budget global 2006 de 613 629 euros ne permet de payer qu'un secrétaire général et deux secrétaires. Pour une autorité classée dans la dernière loi d'orientation de finances au programme « Direction de l'action du gouvernement », rubrique « Défense et protections des libertés », c'est mince ! [www.cnds.fr](http://www.cnds.fr)

### Pire lobbying

Comme chaque année, un regroupement d'organisations, parmi lesquelles Corporate Europe Observatory et Friends of the Earth Europe, se prépare à décerner le prix du « pire lobbying de l'UE ». Ce prix récompense « le maître de la manipulation et de l'illusion, le virtuose du déguisement, l'influenceur des influenceurs ». En 2005,

c'est Campaign for Creativity qui l'avait remporté, pour sa campagne en faveur des brevets logiciels. Et comme « dans le petit jeu du lobbying, il faut être deux, le lobbyiste et le fonctionnaire qu'il courtise », un nouveau prix de « l'Accès le plus complaisant » récompensera un fonctionnaire ou une institution. Parmi les prestigieux candidats 2006, on trouve la Direction générale marché intérieur, nommée pour « manipulation d'une consultation sur les politiques de brevet de l'UE ». **Pour consulter dossiers et primés [www.worstlobby.eu/nominations\\_french.html](http://www.worstlobby.eu/nominations_french.html)**

### Marché aux esclaves

Le 13 novembre, lors d'une conférence au Wharton Business School, l'OMC annonçait son intention de « formaliser le marché aux esclaves en Afrique et d'amener la stewardry du travail à ces parties de l'Afrique qui ont été le plus durement touchées par le libre commerce avec l'Ouest ». Le conférencier Hanniford Schmidt a rappelé comme la stewardship privée a été appliquée avec succès aux transports, à l'eau, aux savoirs traditionnels et même au génome humain. Le programme « Full Private Stewardry » de l'OMC vise à étendre ce succès à la privatisation de l'humain lui-même. « C'est le meilleur remède disponible à la pauvreté en Afrique, et le résultat inexorable de la théorie du libre marché », qui a assimilé le programme à de « l'esclavage solidaire ». Bluffés par le discours convaincant de ce délégué de l'OMC qui ressemble à s'y méprendre à l'un des YesMen, certains participants africains ont acquiescé, d'autres moins. [www.gatt.org/wharton.html](http://www.gatt.org/wharton.html) [www.whartonglobal.com/africa/panels.asp#Trade](http://www.whartonglobal.com/africa/panels.asp#Trade)

## BABIL WEB

PAR CHRISTINE TRÉGUIER

## Indicateurs volontaires

À Puteaux, à Clichy et dans dix départements pilotes, le ministère de l'Intérieur vient d'inaugurer par voie d'affichage une campagne de conscription, pardon, d'inscription au Service citoyen volontaire (SCV). C'est le premier appel à ces « collaborateurs occasionnels du service public » prévus par la loi Sécurité intérieure de 2003. Le SCV, tel que présenté par le ministère, se veut rassurant : médiation, sensibilisation au respect de la loi, renforcement du lien entre la nation et sa police, citoyenneté et sécurité du pays. Plus concrètement, les citoyens volontaires participeront « à des actions de soutien et de renforcement de l'autorité parentale, d'accueil et de suivi des victimes, de prévention, de médiation et d'explication de la loi dans le cadre de structures scolaires ». Mais ils ont aussi vocation à « recueillir les doléances générales ou les préoccupations particulières des habitants, afin d'enrichir la réponse publique en matière de sécurité et améliorer l'image de l'institution policière ». Du renseignement à peine déguisé, pour lequel ils ne seront pas rémunérés, mais défrayés « des frais engagés à l'occasion de l'exercice du service (repas, transport) ». Les aspirants doivent avoir 17 ans révolus (un peu jeune pour cette tâche délicate) et connaître le code de déontologie de la police nationale, les règlements et consignes en vigueur, alors même qu'aucune formation spécifique n'est requise ni prévue ; le ministère fait juste mention d'une « information » préalable à la première mission. Soyez cependant rassurés, avant de signer son contrat pour un an renouvelable tacitement sur cinq ans, le candidat « est soumis à un agrément préfectoral qui peut être suspendu en cas d'urgence ou de nécessité tenant à l'ordre public », et les heureux élus auront « des objectifs à atteindre ».

Le site [monputeaux.com](http://monputeaux.com), qui a levé le lièvre, compare le SVC au SAC (Service d'action civique) mis en place par Pasqua. Sa mise en œuvre pose questions : à qui profiteront ces nouveaux indicateurs de police ? À la police et au ministère de l'Intérieur, au ministre lui-même, ou au futur candidat Sarko ? Et puis comment interpréter ces affiches provocantes qui incitent à « oser le civisme » ? Comme dit un blogueur du site [auboisementcorrect.com](http://auboisementcorrect.com), « ça prend des allures de mobilisation générale. Mais contre quel ennemi ? Et la guerre est-elle si proche ? »

[www.monputeaux.com](http://www.monputeaux.com)  
[www.auboisementcorrect.com](http://www.auboisementcorrect.com)  
Le document de candidature du ministère de l'Intérieur : [www.hauts-de-seine.pref.gouv.fr](http://www.hauts-de-seine.pref.gouv.fr)

## SOCIAL

## Maxilivres menacé



Les salariés de Maxilivres se disent « très inquiets » de la décision rendue par le tribunal de commerce de Lyon le 10 novembre dernier, qui entraîne « le démantèlement » de leur entreprise et « la mort » de leur enseigne « au bénéfice d'entreprises de jeux vidéo, de cuir ou de produits de beauté », déplorent la CGT-Maxilivres et FO. Les salariés disent n'avoir à ce jour « aucune réponse concrète ni garantie » à leurs multiples questions concernant leur avenir : maintien de leur salaire, ancienneté, niveaux de qualification et autres points essentiels... « Aucun avocat n'était au tribunal pour défendre les intérêts des salariés », rappellent CGT-Maxilivres et FO, qui en profitent pour reprocher à la CFDT, syndicat majoritaire à Maxilivres, de ne pas avoir « jugé bon d'en mandater un ». De la même façon, les salariés « n'ont pas pu exprimer une préférence entre les différentes offres de reprises puisqu'ils n'ont jamais été consultés à ce sujet ». Quoiqu'il en soit, le changement radical d'activité fait craindre d'importants problèmes d'adaptation, malgré les formations proposées. La CGT-Maxilivres et FO craignent en outre « des licenciements massifs, une fois l'attention détournée et les salariés dispersés ». En attendant, l'audience n'a permis de statuer que pour une partie des magasins et de ses salariés. Une prochaine audience prévue le 19 décembre devrait notamment décider du sort du dépôt et du pôle administratif.

X. F.

Le Maxisyndicat (CGT et FO), <http://lemaxisyndicat.site.voila.fr>, [maxisyndicat@voila.fr](mailto:maxisyndicat@voila.fr)

## ÉCONOMIE SOLIDAIRE

### ÉPARGNE Soutenir les créateurs

La Fédération des Cigales, avec la Chambre régionale de l'économie sociale et le conseil régional de Champagne-Ardenne, organise le 24 novembre, à Reims, un colloque sur le développement de l'épargne solidaire dans cette région. Il y sera notamment question du programme Desires (Développer l'épargne

solidaire pour des initiatives régionales économiques et sociales), financé par le fonds européen Equal pour développer l'utilisation de l'épargne solidaire de proximité en France et en Europe au service de la création d'entreprise d'utilité sociale. De 9 h à 17 h, et conformément au programme Desires, il s'agira de sensibiliser les jeunes à la culture de l'entrepreneuriat,

d'informer le grand public, et notamment les seniors, afin que ces derniers apportent une partie de leur épargne, de diffuser les bonnes pratiques et d'augmenter le nombre d'épargnants solidaires formés à l'accompagnement des créateurs. Contact : Mme Galland, 03 26 07 96 43, [cresca-galland@wanadoo.fr](mailto:cresca-galland@wanadoo.fr), [www.cresca.fr](http://www.cresca.fr) Fédération des Cigales, 01 49 91 90 91, [www.cigales.asso.fr](http://www.cigales.asso.fr)

### FORMATION Question de cohérence

« Rendre un commerce équitable ou "faire" du commerce équitable ? » Le séminaire que propose, les 10 et 11 décembre à Saint-Denis (93), Quatre-Mâts développement, avec le concours de l'association Minga et du centre de ressources pour un commerce équitable que celle-ci vient de créer, posera une problématique clé. « S'engager par une activité commerciale pour contribuer à transformer la société n'est pas un choix

facile, expliquent les organisateurs. Être un acteur économique dans une économie de marché de plus en plus excluante peut conduire à l'assujettissement aux profits, à la résignation ou, pire encore, à la justification de la médiocrité au nom de la cause défendue. Maintenir coûte que coûte une raison sociale, au gré des tensions de trésorerie, le nez dans le guidon, transforme l'engagement en sacerdoce. Agir pour un monde plus juste sans méthode, c'est s'exposer à n'avoir comme priorité que des urgences à traiter, et à n'avoir comme objectif que la survie d'une raison sociale. » Les participants échangeront sur les façons de rendre une initiative économique plus cohérente sur le fond et plus efficace. [www.quatre-mats.com](http://www.quatre-mats.com) Minga, 01 48 09 92 53, [www.minga.net](http://www.minga.net)

### INITIATIVES Un lieu unique à Beauvais

Économie solidaire, culture, santé, réseau d'échanges réciproques de savoirs : l'Écume du jour, à Beauvais (Oise), est un bistrot-resto-échoppe-espace d'art actuel très actif. Du mardi au vendredi, de 12 h à 20 h minimum, et le samedi de 12 h à 18 h, ce lieu associatif accueille ceux qui veulent boire un verre, visiter une exposition, écouter une conférence, participer à un atelier d'art, bavarder, échanger, etc. Le vendredi 24 novembre, par exemple, soirée philo de 19 h à 20 h 30 sur le thème « L'art rend-il meilleur ? », avec l'association Les Petites Socratiques. Les débats pourront se poursuivre au cours d'un repas. Jusqu'au 16 décembre, exposition interactive « Territoires singuliers », de Marcus McAllister, Damien Roudeau et Scott A. Marlin, sur le thème « Montrez-nous où vous vivez et où vous aimeriez vivre ! ». L'Écume du jour, 5, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 60000 Beauvais, 03 44 02 07 37, [www.ecumedujour.org](http://www.ecumedujour.org)

### Agenda

● Le 25 novembre aura lieu à Rodez-Sebazac le 1<sup>er</sup> Forum aveyronnais de l'économie sociale et solidaire sur le thème « Devenir acteurs de notre développement ». Au programme, 32 microconférences et 60 stands sur les initiatives originales, les dispositifs d'aides aux porteurs de projets, la création d'emplois et d'activités, le développement durable et le commerce équitable, l'insertion par l'économie, etc. Entrée libre. Rens : 05 65 42 48 67, [volontariat.rodez@wanadoo.fr](mailto:volontariat.rodez@wanadoo.fr)

● Les Amis de l'Écozac de la place de Rungis se battent pour que soit construit à Paris le premier quartier écologique (voir pp. 22-23). Leur prochain « Jeudi de l'ÉcoZAC », rencontre publique de sensibilisation, aura lieu le 30 novembre au cinéma La Clef et aura pour thème « Transports doux, mobilité forte ? ». Rendez-vous de 19 h à 21 h au 21, rue de la Clef, Paris 7<sup>e</sup>. Il s'agira de comprendre comment mieux organiser la circulation afin de rendre à l'espace public sa fonction première : permettre la rencontre dans la cité. Débat avec la Fédération nationale des associations d'usagers de transports et un habitant d'un quartier sans voiture à Fribourg, animé par Philippe Bovet, président des Amis de l'ÉcoZAC, et suivi d'un pot autour d'un bar bio. [www.ecozac-paris.org](http://www.ecozac-paris.org)

● Du 1<sup>er</sup> au 3 décembre, à Dakar (Sénégal), 5<sup>e</sup> colloque international du réseau Pekea (Connaissance politique et éthique des activités économiques) sur le thème « Quelles relations entre individu et société pour une économie au service de la société ? ». Rens : Pekea, 02 99 86 17 35, [www.pekea.org](http://www.pekea.org)

### MÉDIAS

## La presse entre les lignes

Un jeune journaliste publie une guide des médias et des sources d'information alternatifs d'une grande richesse.

« Les médias et journalistes conventionnels n'ont plus le monopole de l'information. Des médias alternatifs à l'ordre dominant, libres de s'exprimer comme bon leur semble car vivant souvent sans publicité, (ré)apparaissent au grand jour. » C'est fort de ce constat qu'Esteban, jeune journaliste passé par la revue *Silence*, s'est lancé, avec ses amis Guillaume, Quentin et Francis dans la rédaction et la diffusion militante d'un guide baptisé *Devenons des médias alternatifs !* Le lecteur est invité à ne plus être simplement consommateur d'information, mais également producteur et vecteur de bonnes et de mauvaises nouvelles. « Avec le développement des journaux alternatifs, des blogs et des sites Internet solidaires, des lettres d'information électroniques d'associations et d'ONG, chacun peut être mieux informé, et différemment, mais également informer à son tour », explique l'auteur. Ce guide n'est pas seulement un vaste annuaire des différentes radios libres, télévisions associatives et autres feuilles de chou libertaires, écolos, antilibérales, anticarcérales, artistiques, etc. C'est aussi un *vade-mecum* de l'implication citoyenne dans l'information. Cela commence par quelques conseils pour, par exemple, assurer une circulation de l'information locale, se faire une culture générale minimale avec une courte bibliographie d'analyse des médias, savoir qui contacter, quelles associations, quels centres de ressources, pour rechercher des informations que ne diffusent pas les médias nationaux généralistes. Ensuite, il est proposé de passer aux exercices pratiques, en groupe d'amis ou avec sa classe, à partir du chapitre intitulé Oujoupo, Ouvroir de journalisme potentiel, expression inspirée de l'Oulipo, l'Ouvroir de littérature potentielle de Raymond Queneau et consorts. Comment choisir le type de média que l'on veut développer, avec qui et quels moyens, quel matériel minimum, comment créer une association puis trouver des informations à

diffuser, comment renouveler l'équipe ? Comment gérer les procès éventuels, et surtout comment les éviter sans se censurer pour autant ? Ce chapitre expose ensuite, pour l'exemple, quelques manières originales de faire du journalisme qu'ont développées des médias exemplaires : le journalisme justicier avec l'hebdomadaire *la Feuille*, né il y a plus de trente ans à Villeneuve-sur-Lot, l'investigation avec *le Fakir*, à Amiens, le journal satirique local avec *la Lettre à Lulu*, à Nantes, le site Internet d'information participative avec Indymedia, etc. Après l'Oujoupo, l'annuaire recense plus de six cents titres et sources d'information alternatives, où chacun trouvera son bonheur. Qui connaît par exemple *le Périgourdin*, sous-titré « Dans périgourdin il y a gourdin », et qui propose une analyse critique du monde de la finance locale et globale, et propose des informations sur la décroissance, les moteurs à eau, les entrepreneurs locaux, etc. ?

Ce guide comporte plus de 360 pages et a été lancé grâce à une souscription, tandis que la diffusion s'opère via le bouche à oreille, les ventes directes et les réseaux militants. On peut lui reprocher son analyse parfois manichéenne, qui oppose trop systématiquement les grands méchants médias généralistes nationaux et les bons petits journaux alternatifs pleins de bonne volonté sans censure ni dogmatisme... Il n'en reste pas moins une précieuse source d'information pour les citoyens curieux, les militants et les journalistes à la recherche d'informations locales ou originales, mais toujours sérieuses.

DANTE SANJURJO

*Devenons des médias alternatifs !, guide des médias alternatifs et des sources d'information différentes, Esteban, 10 euros, éd. Le P'tit Gavroche, 2006. Contact : Le P'tit Gavroche, 3 bis, rue des Lilas, 69008 Lyon, 04 78 76 71 82, [ptitgavroche@gmail.com](mailto:ptitgavroche@gmail.com), [www.guidaltern.org](http://www.guidaltern.org)*





## RENCONTRES Découvertes lilloises

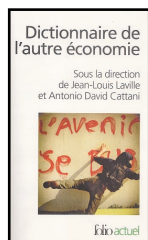
Deux semaines de rencontres de l'économie sociale et solidaire sont prévues dans Lille et sa métropole pour développer ce secteur. Au programme, cinq thèmes (richesse, échanges et monnaie, services de proximité, consommation responsable, culture et structures, développement durable) et des temps forts comme l'inauguration de la Maison de l'économie solidaire, au 81 bis, rue Gantois, le 27 novembre, et une opération portes ouvertes de ladite Maison dès le 28. Un colloque « Initiatives et diversité culturelle des femmes : la création d'entreprise comme alternative à l'emploi » sera proposé par l'association Initiatives priuriales, le



30 novembre, et une rencontre sur « la démarche de qualité en développement durable » sera organisée par la coopérative (scop) Extra-Muros, le 4 décembre, à la mairie. Des « itinéraires solidaires », sur deux demi-journées, seront organisés par l'Assemblée permanente de l'économie solidaire Nord-Pas-de-Calais. Du 27 novembre au 8 décembre, renseignements : **Affaires publiques, 60, rue Sainte-Catherine, 59000 Lille, 03 20 15 93 74, affairepubliques2@nordnet.fr**

## À lire

### Ouvrir le champ des possibles



Mise à jour et augmentée, la nouvelle édition en livre de poche du **Dictionnaire de l'autre économie** est plus accessible que la précédente. Ce remarquable travail collectif dont on a déjà parlé dans ces colonnes est le fruit de coopérations entre réseaux scientifiques sud-américain, européen et canadien. On y parle abondamment de la force de ces économies alternatives, sociale, solidaire en soixante rubriques qui ne prétendent pas à l'exhaustivité. L'ouvrage dresse un état des savoirs, unique en son genre, sur les pratiques qui remettent en cause « les réductionnismes propres à la rhétorique libérale, afin d'ouvrir le champ des possibles », écrivent les sociologues français et brésilien Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani, qui ont coordonné ce dictionnaire. « *L'autre économie n'est pas une économie rêvée, c'est une économie qui existe, tant au niveau théorique que pratique, mais qui est occultée dans les versions dominantes de l'économie fournies par la plupart des médias comme par la recherche et l'université* », affirment-ils. L'ouvrage n'hésite pas à mettre en évidence la diversité et même les contradictions existantes. Cette somme réunit une variété d'auteurs qu'on a peu l'habitude de lire sur l'autre économie, notamment les Français Dominique Méda, René Passet et Yves Saesle.

THIERRY BRUN

**Dictionnaire de l'autre économie**, sous la direction de Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani, Folio actuel n° 123, 720 p., 10,90 euros.

## ENTRETIEN

# L'image et les pratiques

L'ONG belge Oxfam Magasins du monde démonte avec humour et précision le système Ikea et lance une campagne en France. Les explications de Denis Lambert\*.

Une enquête de l'ONG belge Oxfam-Magasins du monde sur la multinationale Ikea (1) vient de paraître en France. Et une campagne d'interpellation vient d'être lancée. Pourquoi Ikea ?

**Denis Lambert** : Ikea est un symbole de la « responsabilité sociale et environnementale », une mode à laquelle je ne crois pas, car c'est un concept qui monte au moment même où les législations publiques s'affaiblissent. C'est une forme de privatisation de la norme. Il est donc normal qu'Ikea rende compte sur la réalité de ses engagements en matière de responsabilité sociale et environnementale. Ikea s'affiche comme une multinationale offensive sur ces questions, mais la progression de ses engagements intervient à la suite de mises en accusation ou de scandales. On démonte dans le livre que son image est construite en réaction à la crise plutôt que liée à un véritable projet d'entreprise qui afficherait un certain nombre de valeurs et surtout de pratiques.

Qu'y a-t-il derrière cette image positive ?

Ce que je constate d'abord, c'est une terrible identification des personnes à Ikea. Si la campagne que nous menons suscite tellement d'intérêt, c'est sans doute parce qu'Ikea, c'est nous. Tout le monde est consommateur de cette enseigne ou d'un magasin similaire. Avec cette particularité qu'en Belgique, c'est un tel monopole que tout le monde va chez Ikea. On voit que le marketing d'Ikea est très puissant, très sympa, mais totalisant. C'est là qu'on a trouvé un ressort pour parler d'une autre façon de la mondialisation et de la responsabilité des entreprises. On est aussi au cœur de contradictions : comme consommateur, je fais attention aux prix, et Ikea est relativement accessible ; comme travailleur, je voudrais que les salariés soient bien payés au Sud ; comme citoyen, je voudrais qu'il y ait plus de solidarité dans le monde et que la planète puisse survivre.

Cette multinationale est-elle emblématique de la mondialisation ?

D'autres entreprises sont peut-être plus emblématiques, d'autant qu'Ikea est la seule multinationale qui se donne une nationalité. La plupart des sociétés essaient de gommer leurs origines. C'est en tout cas un symbole de la standardisation de la consommation, et d'une forme de surconsommation.

Ikea revendique sa nationalité, mais paradoxalement est opaque. Au point que vous avez découvert qu'elle est de droit belge...

Oui, il n'est pas facile de s'y retrouver. Mais on a récemment appris par *The Economist* qu'Ikea a payé 19 millions d'euros d'impôts en 2004 sur des bénéfices estimés à 553 millions d'euros. Ikea n'est pas coté en Bourse et a moins

d'obligations de transparence qu'une entreprise cotée. On y a découvert de l'ingénierie fiscale hautement développée, des transferts d'une entreprise à l'autre...

Et en ce qui concerne les fournisseurs et sous-traitants d'Ikea ?

Formellement, le code de conduite d'Ikea consiste à dire qu'il respecte la loi. Dans l'usine que j'ai visitée en Inde, les salariés sont au salaire minimum légal pour les personnes qui ont un contrat de travail, mais, dans la mesure où la moitié des personnes arrivent dans l'entreprise par un système de recrutement ajustant le nombre de travailleurs à la production quotidienne, on ne peut dire exactement quel est le salaire minimum légal...

Au Bangladesh, on a constaté des problèmes de

paiement de salaires. Surtout, le fait syndical n'est présent nulle part. Rien ne permet l'élaboration d'une norme salariale, et le phénomène des heures supplémentaires est quasiment généralisé. Pour arriver à leur travail, les salariés de ces usines perdent une part significative de leur salaire journalier. C'est un problème majeur, car, en fait, Ikea apporte surtout des améliorations qui ne coûtent pas cher. Les exigences

du code de conduite se reportent souvent sur le fournisseur, et la seule contrepartie ne concerne que des engagements sur le volume de vente.

Avez-vous pu dialoguer avec Ikea sur vos thèmes de campagne ?

Ce qui est surprenant, c'est qu'on est directement en contact avec le département chargé de la responsabilité sociale et environnementale en Suède. Il n'y a pas de niveau de décision sur ce sujet pays par pays. Mais on va essayer d'amener collectivement, par des pressions médiatiques, la multinationale à entrer en négociation sur les questions de transparence. Une première revendication est de publier la liste des fournisseurs. Comment parvenir à des contrôles extérieurs, autrement ? Jusqu'à présent, nous avons reçu un « *niets* ». La deuxième revendication est de réaliser une analyse des chaînes de valeur sur cinq produits choisis au hasard, pour voir si, au bout de la chaîne, il y a suffisamment de valeur ajoutée pour montrer qu'Ikea respecte ses principes. Là encore, nous avons eu un « *niets* » catégorique. Mais, en quelques semaines, Ikea a bougé. En Belgique, les dirigeants ont distribué des communiqués à leur personnel pour réagir sur notre campagne d'interpellation.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY BRUN

(1) **Ikea : un modèle à démonter**, Olivier Bailly, Denis Lambert et Jean-Marc Caudron, éditions Luc Pire, 109 p., 15 euros. Campagne « Ikea, des modèles à monter, un modèle à démonter » : [www.madeindignity.be](http://www.madeindignity.be)

\* Secrétaire général d'Oxfam-Magasins du monde.



### Pluies d'automne



L'étourneau, châtimement vespéral du citadin. Les étourneaux, surtout. Au crépuscule, ils regagnent par millions leurs dortoirs, en ville. Grâce aux voitures et au chauffage des logements, il y fait plus doux qu'à la campagne. À Perpignan, étape sur la route de leurs migration automnale vers le Sud, ça frise l'insupportable, sous les platanes : il pleut de la fiente, entre 5 et 7. La facture annuelle de nettoyage grimpe jusqu'à 100 000 euros. Jusqu'alors, la municipalité avait opté pour le cri du geai, ennemi héréditaire de l'étourneau, diffusé sous les ramures par des hauts-parleurs. Mais ça stressait aussi les passants. Aussi, la lutte « biologique » a changé d'âme : on lâche des buses, qui fondent sur les bandes. Le rôle d'agonie des victimes vaut avertissement suprême : les centaines de milliers de survivants finissent par aller chercher pénates ailleurs.

### OGM

### Strasbourg au secours d'Onesta

Les eurodéputés défendent leur collègue Vert, condamné pour arrachage de maïs OGM.

Une véritable levée de boucliers ! La semaine dernière, le Parlement de Strasbourg a massivement soutenu, dans un rapport, l'eurodéputé Vert français Gérard Onesta, victime d'une mesure « discriminatoire » de la part de la justice française : il y a un an, la cour d'appel de Toulouse l'avait condamné, comme le député Vert Noël Mamère, à trois mois de prison avec sursis pour sa participation à une opération de destruction de maïs OGM à Menville (Haute-Garonne). José Bové avait écopé de quatre mois de prison ferme. Une sévérité qui avait provoqué un tollé. Le Parlement européen, repaire de « faucheurs volontaires » qui s'ignore ? S'il fait parfois preuve d'audaces, c'est ici sur la forme qu'il a pris le mors aux dents : le tribunal a eu recours à une manœuvre condamnable en incriminant Gérard Onesta pour « flagrant délit », contournant la protection apportée par l'immunité parlementaire (1). Les eurodéputés, qui se disent « outragés » par le procédé, dénoncent également comme discriminatoire d'avoir désigné

leur collègue comme l'un des neuf boucs émissaires de la manifestation, alors que 400 participants se sont présentés devant la justice pour être poursuivis. Ce soutien, aux allures de réflexe corporatiste, sonne comme un camouflet pour la justice française et représente une victoire par les mouvements anti-OGM, qui tentent de faire reconnaître le caractère politique de leurs opérations d'arrachage. L'affaire Onesta est à ce jour devant la Cour de cassation, qui pourrait se prononcer au printemps. En cas de rejet, l'eurodéputé saisirait la Cour européenne des droits de l'homme, où son cas pourrait connaître une publicité encore plus gênante : les parlementaires ont déjà annoncé « des mesures de soutien » à leur collègue.

PATRICK PIRO

(1) Pour des faits qu'elle avait considérés comme répréhensibles, Strasbourg avait cependant voté la levée de l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen, qui avait qualifié l'existence des chambres à gaz de « détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ».

### La fin des orangs-outangs

Alors que les forêts d'Indonésie sont tranquillement livrées aux flammes, pour les besoins de grands planteurs de palmiers à huile et autres cultures, des centaines d'orangs-outangs meurent, brûlés vifs. Les rapports d'ONG locales (Gibon Foundation, BOS) sont très préoccupants. La population de ce grand singe asiatique est tombée à 50 000 individus à Bornéo, et à 3 500 à Sumatra, les deux seules îles où il vit.

### L'après-Kyoto

À Nairobi (Kenya), la conférence annuelle des Nations unies sur le dérèglement climatique a livré, pour une fois, quelques satisfactions aux associations. Même si les « progrès » sont ténus, au regard de l'ampleur du problème. Principaux résultats : la division par deux des émissions de gaz à effet de serre, pour limiter à 2 °C la hausse moyenne des températures planétaires, a officiellement été considérée comme l'objectif pour 2050 ; de nouveaux objectifs intermédiaires de réduction pour l'après-2012, date d'échéance du protocole de Kyoto, seront fixés avant fin 2008 ; et le Fond d'adaptation, qui aidera les pays pauvres à lutter contre les impacts du dérèglement, devrait être opérationnel dans un an.

### Livres écolos

Voilà une sympathique manifestation qui prend de l'ampleur : le Festival du livre et de la presse d'écologie, tenu dimanche 19 novembre au théâtre du Trianon à Paris, a enregistré 1 300 visiteurs pour sa quatrième édition, 30 % de plus qu'en 2005. Il a fallu refuser des exposants, et, en 2007, il est envisagé que le festival dure deux jours et s'installe dans un lieu plus vaste. Le classique prix de la jeunesse, délivré par un jury d'enfants de 9 à 14 ans, est allé à *Animaux en danger*, d'Andrea Mills. L'Alliance, la coalition des organisations écologistes françaises, délivrait aussi un premier prix. Elle a récompensé l'écologiste Jean-Marie Pelt.

Voir le site [www.festival-livre-presse-ecologie.org](http://www.festival-livre-presse-ecologie.org)

## CHANGER D'ÈRE

PAR HÉLÈNE CRIÉ-WIESNER

### Climat électoral

Ainsi s'achève un semestre américain de campagne électorale : en eau de boudin. Du moins pour la cause de l'environnement, car on ne va pas cracher sur le changement de majorité à Washington. Le virulent débat sur l'énergie et le climat s'est subitement interrompu à l'orée de l'échéance électorale. Un bon mois avant l'élection, plus un mot sur le sujet, du moins rien que la presse ait jugé bon de retranscrire. L'ouverture de la conférence sur le climat à Nairobi a certes été signalée dans les journaux sérieux, mais avec une neutralité et une brièveté remarquable. Comme si tout le monde était tombé d'accord pour se focaliser, dans la dernière ligne droite, sur les choses importantes : la guerre, l'avortement, le mariage homosexuel et l'immigration. Gageons qu'en France, malgré les efforts de Voynet et de Hulot, il en sera de même à l'approche de la présidentielle. Oh ! dès que le prix de l'essence remontera – il était en baisse électorale ces deux derniers mois –, c'en sera reparti des initiatives médiatisées pour réduire la facture pétrolière, consolider l'indépendance énergétique des États-Unis et, accessoirement, diminuer les émissions nationales de gaz à effet de serre. À côté des réels changements destinés à rendre le mode de vie américain écologiquement moins détestable (voir *Politis* n° 924), des innovations voient le jour qui ne laissent pas d'inquiéter. J'ai peu parlé dans cette chronique de l'engouement américain – un peu retombé, faute de progrès techniques rapides – pour les piles à combustibles fonctionnant à l'hydrogène. À mon sens, cette « économie de l'hydrogène », comme l'a baptisée l'un de ses supporters, Jeremy Rifkin, a pour seul but de permettre aux sociétés occidentales de perdurer telles quelles. L'enthousiasme actuel pour les biocarburants relève du même raisonnement : comment ne surtout pas abandonner sa bagnole ! Ce n'est donc pas un hasard si l'une des rares infos à avoir été abondamment commentée et applaudie, malgré le débat électoral, concernait la construction d'une colossale usine de biodiesel près de Seattle. Ce sera le plus grand site de production des États-Unis, avec Imperium Renewables pour opérateur. Cent millions de gallons par an (près de 400 millions de litres), soit plus que ce qui a été produit sur tout le territoire en 2005. Des tombereaux de soja, canola et autres oléagineux vont déferler sur Aberdeen, petite ville sinistre connue comme patrie de Kurt Cobain, pour permettre aux goulus réservoirs de pick-up et autres SUV (les 4x4) de continuer à rouler malgré la raréfaction des combustibles fossiles. Les agriculteurs sont ravis, les semenciers et les fabricants d'engrais et de pesticides aussi. Si c'est bon pour le climat, que ça relance l'économie et que Démocrates et Républicains sont contents ensemble, on ne va pas gâcher la fête...

Hélène Crié-Wiesner a couvert l'environnement durant quinze ans à *Libération*, et publié plusieurs livres sur le sujet. Elle vit aux États-Unis depuis août 2000.



# Courrier

**POUR NOUS ÉCRIRE**  
**Politis, courrier des lecteurs,**  
**2, impasse Delaunay, 75011 Paris.**  
**Fax : 01 43 48 04 00.**  
**E-mail : [pagecourrier@politis.fr](mailto:pagecourrier@politis.fr)**

## De Belgique

**J**e suis heureux de la bonne nouvelle. Je suis dans la mouise, mais dès que ça ira mieux, je m'abonnerai à votre hebdo, que je ne trouve jamais en Belgique ! Je suis obligé de jeter un œil sur votre site... Je préfère le papier... Bien à vous et bon courage.

ALBERT

## Esprit de résistance

**L**a nouvelle vient de tomber sur France Culture. Ainsi la solidarité de l'esprit de résistance existe bel et bien. Bravo, bravo à toi, bravo à vous, salariés, associés, etc. Continuez, continuons. La route de la liberté reste ouverte, comme combat vers un autre possible, vers des lendemains d'existence vraie, debout. De tout cœur avec toi, avec vous.

HENRI CLAVÉ, ISABELLE CHASTANG, LIMOGES  
(HAUTE-VIENNE)

## Quel journal !

**N**ous avons envoyé il y a quelques temps un chèque à l'association sans prendre le temps d'y joindre un petit mot. Depuis, il semblerait que le terme de l'action soit positif ! Bravo !

C'est la chose la plus importante qui soit, que les citoyens soient capables de se mobiliser encore pour sauver un journal ! Oui, mais quel journal ! Heureusement, nous vous lirons encore !

BERNADETTE ET JACKY AUDOIN

## Poème

**U**n jour, Canard dit au saumon :  
J'aurais besoin de quelques ronds  
Pourtant ne suis que caneton  
Je ne suis pas *Libération* !

De l'argent ? dit le saumon  
Ne serait-ce un piège à cons ?  
Tu m'as l'air bon, mon Gédéon  
Tiens, le v'là ton gros million.

Moralité  
Ça n'est rien, un petit saumon  
Mais six mille riens font un million,  
Comme disait le vieux Raymond.  
Con.

## Bon vent !

**D**ans deux mois, j'aurai 30 ans. Je finis une thèse d'écologie, dont le financement s'est terminé en queue de poisson. Mais je vous envoie quand même cette petite contribution. Je sais que votre plan

de reprise a été accepté, et je tiens quand même à faire ce geste. Il ne faut pas s'arrêter là, il faut dépasser le million et aller plus loin encore... J'ai eu la chance de lire le numéro zéro de *Politis* [...] chez mes parents, et votre journal a, depuis, toujours contribué à la structuration de ma pensée politique et citoyenne. [...] Je ne suis pas abonné à *Politis*, je le lis de temps en temps, quand je passe voir mes parents, et j'y ai fait abonner le local associatif de ma fac. Je suis content de savoir que *Politis* est là, indispensable. Pour dire ce que l'on pense et faire ce que l'on dit.

Que vive *Politis*, que vivent le débat et la critique des idées. Que vivent l'information et l'action collectives et pluralistes.  
Bon vent arrière, bonnes perspectives à venir !

JEAN

## On s'y colle ?

**A**près le 29 mai 2005, c'est le 15 novembre 2006 qu'il faudra désormais fêter !  
Du coup, à Bordeaux, on va ouvrir de bonnes bouteilles pour arroser la nouvelle, décorer le hall du cinéma

Utopia pour populariser le journal, faire remonter les saumons jusqu'à l'estuaire.

Bon, sinon, quand c'est qu'on s'y colle à faire de notre hebdo un journal porté par le collectif des abonnés et des lecteurs ?

PATRICK, BORDEAUX

## En un mot...

**P**our une presse d'opinion, sincère,  
**O**ù s'élabore et se définit une  
**L**ecture autre du monde, nourrie d'  
**I**nformations humaines, engagées,  
**T**endant à permettre à tous d'  
**I**ntervenir, d'agir ensemble, en  
**S**ociété responsable.

UNE SAUMONETTE À 25 GOUTTETTES  
MARIE SERRES

## Bravo !

**E**ncore bravo à tous les contributeurs de cette si belle et vivifiante victoire. Quel bol d'air et d'indépendance dans toute cette public'air vicié qui nous entoure et nous étouffe.  
Je me réabonne, et j'en prends pour deux ans !

JANIK



**Reporters sans frontières**

**100 photos de Stars**

Pour la liberté de la presse

avec le Studio **Harcourt**

**EN VENTE PARTOUT  
DÈS LE 23 NOVEMBRE.  
8,90 € seulement.**

Avec le soutien de 

# Le bloc-notes

DE BERNARD LANGLOIS



## ELLE

Donc, ce sera elle. Ségolène Royal, alias « la Zapatera », alias « la madone des sondages », alias « la Pimprenelle du Poitou ». Une femme, avec juste ce qu'il faut de séduction, juste ce qu'il convient de douceur et d'apparente fragilité, juste ce qu'on attend de tranquille assurance. L'âge qu'il faut : celui d'une maturité qui n'a encore rien perdu de l'éclat de la jeunesse ; l'expérience qu'il faut : un déjà long parcours dans les allées du pouvoir, mais sans s'y être usée en première ligne ; le positionnement qu'il faut : au cœur d'un parti de gouvernement, sans s'être jamais mêlée de trop près à sa cuisine interne. La biographie rêvée : l'origine bourgeoise et provinciale, vieille France, mais la rébellion précoce contre l'ordre patriarcal et l'engagement dans le camp du mouvement contre celui du conservatisme ; la stabilité d'une vie de couple, d'un foyer fécond, mais dans la liberté d'un concubinage assumé qui transgresse les codes du conformisme ; l'exemple éclatant de la femme moderne qui a su mener de front maternité et carrière.

Sans même parler d'un prénom rare et d'un patronyme, cerise sur le gâteau, qui claque au vent comme un gonfalon.

Ils n'ont rien vu venir, bardés de leurs certitudes de mâles dominants. Même le pape du commentaire politique multicarte l'avait oubliée dans son répertoire (bonne retraite, Alain !). Elle n'était qu'une image pour magazine sur papier glacé, une créature médiatique et sondagière, une bulle qui éclaterait au premier vent. L'ironie machiste disait tout : « Mais qui va garder les enfants ? » Suffisait d'attendre un peu. L'été dissiperait les illusions. Puis l'été passa, qui n'avait rien dissipé du tout. Une vague inquiétude commença à percer, vite écartée d'un revers de

main : l'heure du débat sonnait, qui démontrerait vite l'inconsistance de la dame. Les débats passèrent, agrémentés de quelques peaux de banane, qui ne démontrèrent rien du tout. Venait enfin l'heure du vote, qui imposerait le deuxième tour, où l'on verrait ce qu'on verrait.

On a vu. Pas une victoire, un triomphe. Ne restait plus qu'à se rallier, bonne figure et rage au cœur. Faudra s'y faire : Ségolène est une épée et ils n'ont que des sabres de bois.

## PAR PROCURATION

Ne pas s'y tromper. La désignation de Ségolène Royal ne concerne en principe que le seul parti socialiste, qu'il perturbe plus qu'on imagine : codes cassés, références envolées, clans et courants éparpillés, façon puzzle.

Mais l'onde de choc va bien au-delà : c'est toute la France politique qui est secouée. Ses professionnels de gauche comme de droite, mais aussi le corps électoral, qui vit cette assumption comme une transgression délicate. Comme on a pu dire, sur un autre terrain, que les millions de salariés du privé vivaient la grève « par procuration » lors des mouvements de la Fonction publique, il semble bien que les millions d'électeurs ont vécu « par procuration » l'élection de Ségolène par les militants socialistes : dans la droite ligne de leurs rejets successifs et réitérés, à chaque occasion, d'une vieille classe politique démonétisée. C'est l'insolence de la candidate qu'ont plébiscitée les socialistes encartés, le doigt d'honneur brandi au nez des caciques, le refus des règles surannées, des discours convenus et des préséances surfaites : ce refus, ce doigt d'honneur, cette insolence rejoignent et épousent ceux de millions de Français, où

qu'ils se situent (ou croient se situer) sur l'échiquier politique.

Tiens, et tant pis si je choque, il y a dans ce vote impérial, à la fois du 29 mai 2005 (rejet de la Constitution européenne) et du 21 avril 2002 (Le Pen au second tour). Mais oui !

## MARCHE TRANQUILLE

Alors, bien sûr, je n'annonce pas par avance la victoire de Pimprenelle sur Nicolas. La route est encore longue, semée d'embûches. Et bien des événements imprévisibles peuvent surgir – notamment une grave crise internationale.

Mais je dis qu'elle est devenue possible, cette victoire, voire probable. Je dis que la championne du PS va encore surprendre dans sa campagne (ne serait-ce, déjà, que l'annonce d'une « campagne régionalisée », qui entend rompre avec la tradition du QG parisien), comme elle a surpris dans la précampagne. Je crois que ceux qui parient encore sur des dérapages, des incongruités, des vertiges, ceux-là se trompent. Portée par la vague d'une popularité qui ne peut que croître, mais les pieds bien sur terre, Ségolène va continuer sa marche tranquille, plus soucieuse d'écouter que de promettre : même si, bien sûr, elle va devoir préciser ses intentions et alimenter ses intuitions.

Sans renier, sans trop s'en embarrasser non plus, un programme dont elle laissera la promotion au parti pour jouer sa petite musique à elle : c'est la loi du genre.

## MICMAC

Alors, j'entends bien les critiques (et d'abord à l'intérieur même de ce journal, où l'on en pinçait plutôt pour Fabius) : Ségolène n'est pas de gauche, Ségolène n'est pas socialiste.

C'est à la fois vrai et faux.

Notre Pimprenelle est une sorte d'OPNI (objet politique non identifié), ce qui fait qu'elle ratisse large. Duchesse en sabots, énarque atypique, socialiste non conforme ; plus à gauche à certains égards que bien des notables à l'orthodoxie sans faille. Un mélange subtil d'idéalisme delorien et de volontarisme miterrandiste, un mixte de première et de deuxième gauche, le tout cuisiné à sa sauce – si bien qu'elle recrute dans l'une et l'autre, tout en horrifiant, de l'une et de l'autre, les gardiens des temples respectifs. Un sacré cocktail, un sacré micmac, jazz et java copains !

Et c'est ça qui plaît !

## OCCASION HISTORIQUE

Reste qu'il s'en faut de beaucoup qu'elle soit ma candidate.

Je l'ai déjà dit : je voterai, au premier tour, pour un candidat de la gauche antilibérale rassemblée, telle qu'elle s'est rassemblée





dans la campagne du référendum contre le traité constitutionnel. Parce que Ségolène Royal reste, malgré ses différences, une européiste convaincue, et que je doute qu'un Montebourg, voire un Chevènement qui semble prêt à rallier ses couleurs, puisse là-dessus la faire changer d'avis. Or ce point de clivage est pour moi essentiel, tant je crois qu'on ne sortira la tête de l'eau sans une remise en cause radicale de l'idéologie et de l'échafaudage technocratique d'une Union européenne vouée au libéralisme et à la dévotion du marché. Encore faut-il que cette gauche antilibérale soit capable de se mettre d'accord sur un candidat, et ce n'est pas gagné. Si elle n'y parvient pas, si l'esprit de boutique l'emporte sur celui de rassemblement, si chacun y va pour son compte : qu'aucun d'eux alors ne compte sur ma voix. Tant qu'à faire, alors, je voterai « utile », c'est-à-dire Ségolène, pour barrer la route à Sarko... ou à Le Pen.

Résumé : je suis très content du vote interne des socialistes. Pour trois raisons principales.

D'abord, parce que ce choix embarrasse la droite, ringardise son champion auto-proclamé, déstabilise sa campagne. On les entend déjà s'interroger : comment s'y prend-on pour combattre une femme (voir sur ce thème un billet drôle et pertinent de Schneidermann sur le Big Bang Blog). Ensuite, parce qu'il a l'effet d'une boule dans le jeu de quilles socialiste, et que tout ce qui secoue ce vieux parti sclérosé est bon à prendre. Enfin, parce qu'il ouvre un boulevard à une gauche radicale (qu'à l'inverse Fabius aurait gênée), pour peu qu'elle



AFP

sache l'emprunter dans un même mouvement : c'est pour elle une occasion historique qu'il serait criminel de rater.

## REZO

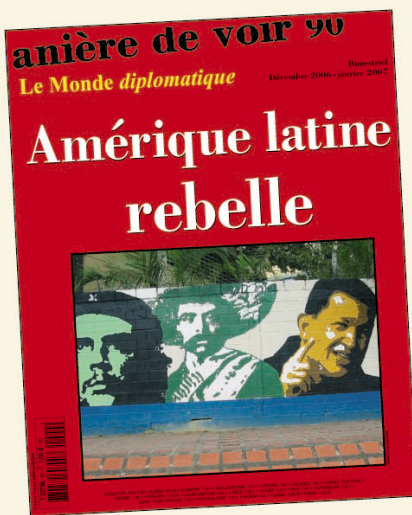
Samedi dernier, Rezo.net fêtait ses 7 ans. Tous ses copains sont venus déposer un p'tit cadeau sur son livre d'or. Comment, vous ne savez pas ce qu'est Rezo.net ?

Depuis le temps que je vous dis d'en faire votre page d'ouverture ! Suffit de deux clics, un jeu d'enfant, même les handicapés du mulot peuvent y arriver. D'ailleurs, ils vous fournissent le mode d'emploi, allez-y voir (<http://rezo.net>) !

C'est tout de même pas sorcier...

[pol-bl-bn@wanadoo.fr](mailto:pol-bl-bn@wanadoo.fr)

Portée par la vague d'une popularité qui ne peut que croître, mais les pieds bien sur terre, Ségolène va continuer sa marche tranquille, plus soucieuse d'écouter que de promettre.



# Manière de voir

## LE MONDE diplomatique

Bimestriel, décembre 2006-janvier 2007

## D'ESPOIR ET DE PLOMB

Sur une civière reposait le corps du Che,  
*par Richard Gott*

Il fallait que ce Chili ne fût pas...  
*(Anonyme, 1973)*

Résistance au Nicaragua,  
*par Maurice Lemoine*

Un cauchemar, l'Opération « Condor »,  
*par Pierre Abramovici, etc.*

## De l'Alaska à la Terre de Feu, le tout-commerce à l'œuvre



## DÉMOCRATIES...

De l'Alaska à la Terre de Feu, le tout-commerce à l'œuvre,  
*par Dorval Brunelle*

Dix ans de rébellion zapatiste, *par Bernard Dutermie*

Cuba entre pressions externes et blocages internes, *par Janette Habel*

Viva Brasil !, *par Ignacio Ramonet*

Aux frontières du plan Colombie, *par Hernando Calvo Ospina, etc.*

## L'AUBE SE LÈVE

Fête démocratique à Caracas, *par Paul-Emile Dupret*

Effervescence populaire en Bolivie, *par Walter Chávez*

Les Argentins occupent, résistent, produisent..., *par Cécile Raimbeau*

Alternatives latino-américaines, *par Emir Sader, etc.*

Chez votre marchand de journaux

7 €

100 pages

JEUDI 23 NOVEMBRE 2006, Politis, 31

# des livres sur les nouvelles démarches citoyennes nouveau



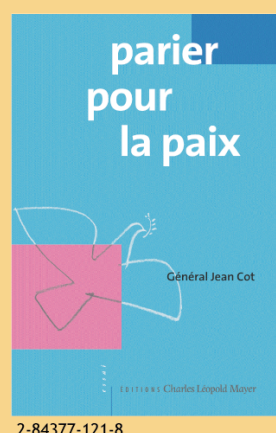
2-84377-125-0

**Responsabilité sociale et environnementale : l'engagement des acteurs économiques**  
«Le concept de "développement durable" suppose un développement écologiquement sage et socialement équitable, dans lequel les entreprises s'engagent aujourd'hui.»  
Coordonné par Vincent Commenne  
303 p., 18€

**L'information responsable**  
« Comment l'information se construit-elle ? Et quelle est la place laissée aux citoyens dans l'élaboration de l'information ? »  
Jean-Luc Martin-Lagardette  
281 p., 18 €



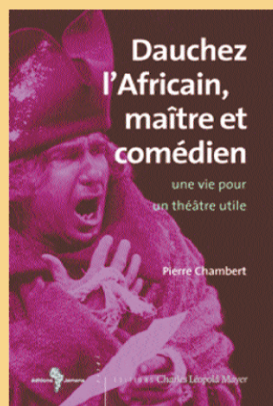
2-84377-124-2



2-84377-121-8

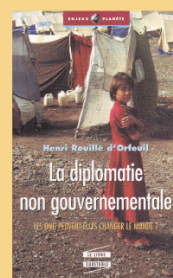
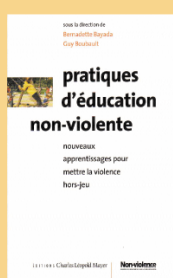
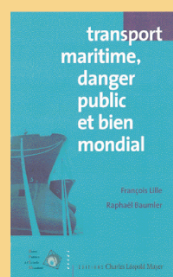
**Parier pour la paix**  
« Pour que la loi du plus fort cesse enfin d'être la meilleure. »  
Général Jean Cot  
188 p., 16 €

**Dauchez l'Africain, maître et comédien**  
« Portrait poétique d'un homme qui mis sa vie toute entière au service d'un théâtre utile. »  
Pierre Chambert  
255 p., 17 €



2-84377-120-X

## et toujours



ouvrages disponibles en librairie ou à défaut contactez-nous :



38, rue Saint Sabin, 75011 Paris  
téléphone et fax : 01 48 06 48 86  
diffusion@eclm.fr

[www.eclm.fr](http://www.eclm.fr) retrouvez nos 300 titres